



Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, LE SAMEDI, 18 DÉCEMBRE 1943

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, DECEMBER 18TH, 1943

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur du Roi, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice aux droits de l'Imprimeur du Roi qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en surplus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi, à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi.

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The King's Printer, Quebec.

Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the King's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the King's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday.

Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur du Roi a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur du Roi avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate*, pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.—Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième fait connaître la livraison de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième indique le nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,

RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
2713—1—53

Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the King's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the King's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per *agate* line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per *agate* line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second designates the issue of the *Gazette* for the first insertion; the third indicates the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notices published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,

King's Printer.

Government House. Quebec, June 27th, 1940.
2713—1—53

Lettres patentes

"Arcade Hotel Inc."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-six novembre 1943, constituant en corporation: Sam Andrews, hôtelier, Dame Lilian Pitt, épouse séparée de biens dudit Sam Andrews qui a dûment autorisé sa dite épouse aux fins des présentes, et James Spirdakos, teneur de livres, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce d'hôtelleries, salles de danse, cabarets, représentations théâtrales, restaurants, confiseries, salles de rafraîchissements et de bonbons, comprenant les gâteaux, sucreries, fruits, légumes, gomme à mâcher, tabac, cigares, cigarettes et breuvages de toutes sortes, et comme marchands de revues, journaux, périodiques et publications semblables. Vendre les bières, vins, liqueurs, tous jusqu'au point permis par les lois de la province de Québec, et sujets aux permis requis dûment, sous le nom de "Arcade Hotel Inc.", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en deux cents (200) actions ordinaires de cent dollars (\$100) chacune.

Letters Patent

"Arcade Hotel Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of November, 1943, incorporating: Sam Andrews, hotelkeeper, Dame Lilian Pitt, wife separate as to property of the said Sam Andrews who duly authorized his said wife hereto, and James Spirdakos, bookkeeper, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of hotel keepers, dance halls, cabarets, theatrical performances, restaurant, confectionary, refreshment and candy parlors, including cakes, sweets, fruits, vegetables, chewing gum, tobacco, cigars, cigarettes and beverages of all kinds, and as dealers in magazines, newspapers, periodicals and the like. To sell beer, wines, liquors all to the extent as may be permitted by the laws of the Province of Quebec, and subject to being duly licensed, under the name of "Arcade Hotel Inc.", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) common shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-six novembre 1943.

L'Assistant-procureur général suppléant,
5044 P. FRENETTE.

"Compagnie "Salaberry" Limitée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sixième jour de novembre 1943, constituant en corporation: Zotique Beaulieu, Edmond Jodoin, Léonard Jodoin, J.-A.-Oswald Marcil, Émile Vincent, Raoul Vinet, tous six de Saint-Urbain, Émile Turcot, de Sainte-Clotilde, Henri Turcot, de Saint-Jean Chrysostôme, tous les huit cultivateurs, et Roger Fortier, notaire, également de Saint-Jean Chrysostôme, tous du comté de Châteauguay, province de Québec, dans les buts suivants:

Acquérir, posséder, louer, exploiter directement ou par l'entremise de locataires ou fermiers, échanger ou aliéner des terres à culture, terres à bois, ou érablières, en un mot, tous genres d'exploitations agricoles;

Faire l'élevage de tous genres d'animaux domestiques, de ferme et d'oiseaux de basse-cour et en faire le commerce en gros et en détail;

Faire le commerce en gros et en détail des œufs, des volailles, des bestiaux de ferme, vivants ou abattus, des fruits, des légumes et de tous les produits de la ferme en général;

Acheter, vendre, distribuer, préparer, transformer le lait, la crème, le beurre, le fromage, les produits et les sous-produits d'iceux; fabriquer, préparer, vendre, distribuer le lait condensé, le lait en poudre, la crème glacée, les aliments, substances, breuvages, dans lesquels peuvent entrer dans une proportion quelconque le lait ou ses sous-produits, en faire le commerce en gros et en détail;

Acheter, acquérir, manufacturer, vendre, distribuer et faire généralement le commerce en gros et en détail de tous engrais chimiques ou autres, et de tous genres d'insecticides à l'usage de la ferme et acheter, acquérir, cultiver, produire, vendre, distribuer et faire le commerce en gros et en détail des graines de semences, des plants, plantes, fleurs et arbustes de toutes sortes;

Exercer le métier de carriers et exploiter des terrains, mines, carrières et en extraire la pierre de taille, la pierre meulière, le schiste, l'ardoise, le grès à pavé, la terre à brique, la pierre à chaux, la pierre à plâtre, le granit, le marbre et toutes autres espèces de pierre, des minerais, métaux et substances métalliques et chimiques, sous le nom de "Compagnie "Salaberry" Limitée".

Le montant du capital-actions de la compagnie est divisé en cinq cents (500) actions privilégiées de cent dollars (\$100.00) chacune et en cent (100) actions ordinaires sans valeur nominale, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de cinq mille six cents dollars (\$5,600.00).

Le bureau principal de la compagnie sera à Saint-Urbain, comté de Châteauguay, district de Beauharnois, province de Québec.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-sixième jour de novembre 1943.

L'Assistant-procureur général suppléant,
5045-o P. FRENETTE.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of November, 1943.

P. FRENETTE,
5044-o Assistant Deputy Attorney General.

"Compagnie "Salaberry" Limitée"

Notice is given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of November, 1943, incorporating: Zotique Beaulieu, Edmond Jodoin, Léonard Jodoin, J. A. Oswald Marcil, Émile Vincent, Raoul Vinet, all six of Saint-Urbain, Émile Turcot, of Sainte-Clotilde, Henri Turcot, of Saint-Jean Chrysostôme, all eight farmers, and Roger Fortier, notary, also of Saint-Jean Chrysostôme, all of the county of Châteauguay, Province of Quebec, for the following purposes:

To acquire, own, lease, operate directly or through lessees or farmers, exchange or dispose of farm lands, timber limits, or maple groves, in one word, all kinds of agricultural operations;

To raise all kinds of domestic animals, cattle and poultry and deal therein both wholesale and retail;

To deal, wholesale and retail, in eggs, poultry, cattle, whether alive or slaughtered, fruit, vegetables and all farm products in general;

To purchase, sell, distribute, prepare, transform milk, cream, butter, cheese, the products and by-products thereof; to manufacture, prepare, sell, distribute condensed milk, powdered milk, ice cream, foodstuffs, substances, beverages, wherein may enter in any proportion whatever milk or its by-products, to deal in same both wholesale and retail;

To purchase, acquire, manufacture, sell, distribute and deal generally wholesale and retail in all chemical or other fertilizers, and all kinds of insecticides used on farms, and to buy, acquire, cultivate, produce, sell, distribute and deal wholesale and retail in seeds, plants for setting, plants, flowers and shrubs of all kinds;

To carry on the trade of quarriers and to operate lands, mines, quarries and extract therefrom cut stone, mill stone, schist, slate, paving gravel, brick clay, limestone, plaster stone, granite, marble and all other kinds of stone, minerals, metals or metallic and chemical substances, under the name of "Compagnie "Salaberry" Limitée".

The amount of capital stock of the company is divided into five hundred (500) preferred shares of one hundred dollars (\$100) each and into one hundred (100) common shares without nominal value and the amount with which the company will commence its operations is five thousand six hundred dollars (\$5,600).

The head office of the company will be at Saint-Urbain, county of Châteauguay, district of Beauharnois, Province of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of November, 1943.

P. FRENETTE,
5045 Assistant Deputy Attorney General.

"Les Éditions Nationales, Incorporée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-septième jour de novembre 1943, constituant en corporation: Louis Carrier, éditeur, Édouard Foisy, fonctionnaire, et Ivanhoe Bissonnette, notaire, tous trois de Montréal, Edith Richard, célibataire, comptable, et Rose Leclerc, célibataire, secrétaire à la rédaction, ces deux dernières de Sainte-Anne-de-Bellevue, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Acquérir, imprimer, publier, rédiger, diriger, vendre, distribuer, mettre en circulation, ou faire le commerce de tout journal, magazine, revue, périodique, livre, brochure, roman, livre de classe, manuel, annuaire, ou toute autre publication ou matière imprimée et exercer le commerce d'éditeur en général, sous le nom de "Les Éditions Nationales, Incorporée".

Le capital-actions de la compagnie est divisé en 100 actions sans valeur au pair ou nominale et en 480 actions privilégiées de \$100.00 chacune, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de quinze mille dollars (\$15,000.00).

Le bureau principal de la compagnie sera à Gardenvale, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-septième jour de novembre 1943.

L'Assistant-procureur général suppléant,
5046-o P. FRENETTE.

"Les Éditions Nationales, Incorporée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of November, 1943, incorporating: Louis Carrier, publisher, Édouard Foisy, employee, and Ivanhoe Bissonnette, notary, all three of Montreal, Edith Richard, spinster, accountant, and Rose Leclerc, spinster, editorial secretary, the two latter of Sainte-Anne-de-Bellevue, all of the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To acquire, print, publish, write, direct, sell, distribute, circulate or deal with any newspaper, magazine, review, periodical, book, pamphlet, novel, schoolbook, hand-book, directory or any other publication or printed matter and carry on a general publisher's business, under the name of "Les Éditions Nationales, Incorporée".

The capital stock of the company will be divided into 100 shares without par or nominal value and 480 preferred shares of \$100. each, and the amount with which the company will begin its operations is fifteen thousand dollars (\$15,000.).

The head office of the company will be at Gardenvale, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of November, 1943.

P. FRENETTE,
5046 Assistant Deputy Attorney General.

"Michaud & Fils, Limitée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-septième jour de novembre 1943, constituant en corporation: Jean-Baptiste Michaud, marchand d'huile, Lorenzo Michaud, Arthur Michaud et Adelbert Michaud, commis vendeurs, des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exploiter le commerce comme commerçant, manufacturier ou distributeur de toutes espèces de métaux et tout matériel ou accessoires servant seul ou s'y rapportant, de conduire le travail et le commerce d'une fonderie, atelier de mécanisme, usine pour manufacturer, construire, réparer, acheter, vendre, louer, prêter, échanger, négocier et distribuer les articles, outils, machineries, outils de machinerie, constructions, érections de brûleurs à l'huile de toutes sortes et des parties s'y rattachant et pour tout ce qui concerne l'industrie du chauffage et de la plomberie;

De diriger, louer, manufacturer, vendre, acheter, distribuer ou opérer des plans d'acier, fer, cuivre et aluminium, des fonderies, fournaies et grilles, atelier de réparation, accessoires, fournaies à air chaud, fours, creusets et tous accessoires; de fabriquer, vendre, acheter, distribuer et réduire toute sorte de fer, acier, cuivre et aluminium, platine et leurs dérivés;

Acheter, vendre, distribuer, soit en gros ou au détail, huiles, graisses, essence, benzine, pétrole, dérivés de pétrole et toutes sortes de produits de pétrole, sous le nom de "Michaud & Fils, Limitée", avec un capital total de quatorze mille cinq cents dollars (\$14,500.00), divisé en cent quarante-cinq (145) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

"Michaud & Fils, Limitée"

Notice is given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of November, 1943, incorporating: Jean-Baptiste Michaud, oil merchant, Lorenzo Michaud, Arthur Michaud and Adelbert Michaud, clerks-salesmen, of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on business as dealer, manufacturer or distributor of all kinds of metals and any material or accessories used alone or in connection therewith, to conduct the work and business of a foundry, machine shop, manufacturing plant, to build, repair, buy, sell, lease, lend, exchange, trade and distribute articles, tools, machinery, machine tools, buildings, installations of oil burners of all kinds and the parts connected therewith and for everything concerning heating and plumbing;

To manage, lease, manufacture, sell, buy, distribute or operate steel, iron, copper and aluminum works, foundries, furnaces and gratings, repair shops, accessories, hot-air furnaces, ovens, blast-furnaces and all accessories; to manufacture, sell, buy, distribute and reduce all kinds of iron, steel, copper and aluminum, platinum and their derivatives;

To buy, sell, distribute, whether wholesale or retail, oil, grease, gasoline, benzine, petroleum, petroleum derivatives and all kinds of petroleum products, under the name of "Michaud & Fils, Limitée", with a total capital stock of fourteen thousand five hundred dollars (\$14,500), divided into one hundred and forty-five (145) shares of one hundred dollars (\$100) each.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-septième jour de novembre 1943.

L'Assistant-procureur général suppléant,
5047-o P. FRENETTE.

"Société Généalogique Canadienne Française"

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-quatrième jour de novembre 1943, constituant en corporation sans capital-actions: Réverend Père Archange Godbout, O.F.M., Émile Falardeau, comptable, Raoul Raymond, gérant, Casimir Hébert, professeur, tous quatre de la cité de Montréal, et J.-Alfred Perrault, agent d'affaires, de la cité d'Outremont, tous de la province de Québec, dans les buts suivants:

Répandre les connaissances généalogiques et l'histoire des familles par gratitude envers les aïeux et pour maintenir les traditions ancestrales, sous le nom de "Société Généalogique Canadienne Française".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de vingt-cinq mille dollars (\$25,000.00).

Le bureau principal de la corporation sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-quatrième jour de novembre 1943.

L'Assistant-procureur général suppléant,
5048-o P. FRENETTE.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of November, 1943.

P. FRENETTE,
5047 Assistant Deputy Attorney General.

"Société Généalogique Canadienne Française"

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of November, 1943, to incorporate as a corporation without share capital: Reverend Père Archange Godbout, O.F.M., Émile Falardeau, accountant, Raoul Raymond, manager, Casimir Hébert, professor, all four of the City of Montreal, and J.-Alfred Perrault, business agent, of the City of Outremont, all of the Province of Quebec, for the following purposes:

To propagate genealogical knowledge and family history, out of gratitude for the forefathers and to maintain ancestral traditions, under the name of "Société Généalogique Canadienne Française".

The amount to which the immovable property which the corporation may possess is to be limited, is twenty-five thousand dollars (\$25,000.).

The head office of the corporation will be at Montreal, District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of November, 1943.

P. FRENETTE,
5048 Assistant Deputy Attorney General.

"The Canadian Horse Hair Dressing Co."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-quatre novembre 1943, constituant en corporation: Isidore M. Bobrove, avocat, Mademoiselle Rita Rumanek et Mademoiselle Sadye Shore, filles majeures, secrétaires, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, acheter ou autrement acquérir et vendre ou autrement négocier ou faire le commerce qui consiste à traiter, préparer, teindre et blanchir le crin de cheval, soie de porc, poil d'animal, fourrures, garnitures de fourrures, peaux et cuirs; exercer le commerce qui consiste à manufacturer, acheter et vendre les marchandises ci-dessus, ainsi que les produits en fourrure, brosses, vadrouilles, balais, tissus, produits en cuir, courroies, poulies, nouveautés; acquérir, acheter, détenir, vendre ou autrement disposer de, manufacturer, produire, importer et exporter toutes sortes d'objets, effets et marchandises connexes aux précédents; manufacturer, acheter, vendre, importer, exporter et faire le commerce de gants, mitaines, chaussures, pantoufles, coiffures, garnitures, nouveautés, ornements, commodités et accessoires de même nature nécessaires ou convenables aux fins du commerce, sous le nom de "The Canadian Horse Hair Dressing Co.", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-quatre novembre 1943.

L'Assistant-procureur général suppléant,
5049 P. FRENETTE.

"The Canadian Horse Hair Dressing Co."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of November, 1943, incorporating: Isidore M. Bobrove, advocate, Miss Rita Rumanek and Miss Sadye Shore, spinsters, secretaries, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, buy or otherwise acquire and sell, or otherwise deal in or with the processing, dressing, dyeing and bleaching of horse hair, hog bristles, cattle hairs, furs, fur trimmings, hides and leather; to carry on the business of manufacturing, buying and selling the above, as well as fur products, brushes, mops, brooms, textures, leather products, belts, pulleys, novelties; to acquire, purchase, hold, sell or otherwise dispose of, manufacture, produce, import and export all kinds of goods, wares and merchandise germane to the foregoing; to manufacture, buy, sell, import, export and deal in gloves, mitts, shoes, slippers, headgear, trimmings, novelties, ornaments, commodities and accessories of the same nature necessary or convenient for the purpose of the business, under the name of "The Canadian Horse Hair Dressing Co.", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of November, 1943.

P. FRENETTE,
Assistant Deputy Attorney General.

"The Independent Merchants Association of Quebec"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-quatre novembre 1943, constituant en corporation sans capital-actions: Adolphe Simak, marchand de Lois, Joseph Smith, marchand, et Max Clarfeld, marchand, tous des cité et district de Québec, province de Québec, dans les buts suivants:

Organiser une association, sans aucune intention de faire des gains pécuniaires, de tous les marchands de la province de Québec, dans le but de promouvoir et de défendre les intérêts économiques et sociaux, se rapportant directement ou indirectement à leurs commerces, sous le nom de "The Independent Merchants Association of Quebec."

Le montant auquel sont limités la valeur des biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de vingt-cinq mille dollars (\$25,000).

Le siège social de la corporation sera à Québec, district de Québec.

Daté du bureau du procureur général, le vingt-quatre novembre 1943.

L'Assistant-procureur général suppléant,
5050 P. FRENETTE.

"Trades Indexes Limited"

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-six novembre 1943, constituant en corporation: Bernard Devlin, C.R., Dame Irene Murphy, épouse séparée de biens de Jean Pinault et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, et Raymond Lemieux, marchand, tous trois de la cité de Québec, province de Québec, dans les buts suivants:

Acquérir le commerce jusqu'ici exercé par Jacques Pinault, de la cité de Québec, sous les nom et raison sociale de Papeterie Champlain;

Importer, exporter, manufacturer, acheter, vendre et faire le commerce de papeterie et autres produits semblables et fournitures pour l'exercice de ce commerce;

Éditer des livres, des pamphlets, des annuaires et des indexes, et les faire imprimer et distribuer;

Faire un commerce de publicité relativement à la préparation de ces indexes, annuaires, pamphlets et livres, sous le nom de "Trades Indexes Limited", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Québec, province de Québec.

Daté du bureau du procureur général, le vingt-six novembre 1943.

L'Assistant-procureur général suppléant,
5051 P. FRENETTE.

Ventes pour taxes municipales**VILLE DE VAL D'OR**

Avis public est, par les présentes, donné que la Commission municipale de Québec, par un arrêté en date du 29 novembre 1943, a ordonné au

"The Independent Merchants Association of Quebec"

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of November, 1943, incorporating as a corporation without share capital: Adolphe Simak, lumber merchant, Joseph Smith, merchant, and Max Clarfeld, merchant, all of the City and District of Quebec, Province of Quebec, for the following purposes:

To organize an association without any intention of making any pecuniary gain of all merchants of the Province of Quebec, for the purpose of promoting and defending the economic and social interests, directly or indirectly relating to their business, under the name of "The Independent Merchants Association of Quebec".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may possess is to be limited, is twenty-five thousand dollars (\$25,000.00).

The head office of the corporation will be at Quebec, in the District of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of November, 1943.

P. FRENETTE,
5050-o Assistant Deputy Attorney General.

"Trades Indexes Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of November, 1943, incorporating: Bernard Devlin, K.C., Dame Irene Murphy, wife separate as to property of Jean Pinault and duly authorized by him hereto, and Raymond Lemieux, merchant, all three of the City of Quebec, Province of Quebec, for the following purposes:

To acquire the business heretofore carried out by Jacques Pinault, of the City of Quebec, under the trade name of Papeterie Champlain;

To import, export, manufacture, buy, sell and deal in stationery and other like products and materials in the exercise of such business;

To edit books, pamphlets, directories and indexes, and attend to have same printed and distributed;

To deal in advertising in connection with the preparation of such indexes, directories, pamphlets and books, under the name of "Trades Indexes Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company shall be in the City of Quebec, in the Province of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of November, 1943.

P. FRENETTE,
5051-o Assistant Deputy Attorney General.

Sales for Municipal Taxes**TOWN OF VAL D'OR**

Public notice is hereby given that the Quebec Municipal Commission, by an Order dated the 29th November 1943, has ordered the undersigned,

soùsigné, conformément aux dispositions de l'article 46a de la Loi de la Commission municipale de Québec (5 Geo. VI, chapitre 44, section 8), de vendre les immeubles ci-dessous décrits pour satisfaire au paiement des arrérages de taxes dues à la ville de Val d'Or, avec intérêts et frais, et qu'en conséquence, lesdits immeubles seront vendus par encan public dans la salle du conseil à l'Hôtel de Ville de la ville de Val d'Or, MERCREDI le DOUZIÈME jour du mois de JANVIER 1944, à DIX heures et TRENTE de l'avant-midi.

Toutefois, seront exclus de la vente les immeubles sur lesquels les taxes devenues exigibles le ou avant le 1er janvier 1942 auront été payées avant le moment de la vente.

Celle des immeubles décrits dans la première section sera définitive et sans droit de retrait, conformément aux dispositions de l'article 46a de la Loi de la Commission municipale de Québec, lesdits immeubles étant tous des terrains vagues et lots à bâtir d'une évaluation municipale ne dépassant pas (\$1,000.00) mille dollars.

La vente des immeubles décrits dans la deuxième section du présent avis sera faite sujette au droit de retrait.

PREMIÈRE SECTION

IMMEUBLES NON SUJETS AU DROIT DE RETRAIT

Suivant les dispositions de l'article 46u de la Loi de la Commission municipale de Québec, l'adjudication des immeubles ci-dessous désignés est définitive et le retrait ne peut être exercé, lesdits immeubles étant tous des terrains vagues et lots à bâtir d'une évaluation municipale ne dépassant pas mille dollars.

1. Mme Paul Yamchuk.—Lot N° 6.
2. Mme Paul Yamchuk.—Lot N° 13.
3. Mme Paul Yamchuk.—Lot N° 14.

4. Harricana Gold Mine Inc., 1939.—Les lots Nos 35, 36, 46, 54, 57, 58, 62, 63, 64, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 129 et 130.

Les vingt lots ci-dessus font partie de la subdivision originaire numéro soixante, rang huit, canton Dubuison.

5. Harricana Gold Mine Inc., 1939.—Lot N° 90½ ouest; Harricana Gold Mine Inc., 1939.—Lot N° 91½ ouest.

Les deux parties de lots ci-dessus font partie de la subdivision originaire numéro soixante, rang huit, canton Dubuison.

6. Harricana Gold Mine Inc., 1939.—Lot N° 132. De ce lot qui fait partie de la subdivision originaire numéro soixante, rang huit, canton Dubuison, il faut toutefois distraire ce qui suit: la moitié sud dudit lot, mesurant cette partie 50 pieds de largeur sur la ruelle N° 60-122 par 55 pieds de profondeur et bornée au sud par la ruelle N° 60-122, à l'ouest par la partie du lot N° 60-133, au nord par le résidu dudit lot N° 60-132 et à l'est par le lot N° 60-131.

7. Harricana Gold Mine Inc., 1939.—Lot N° 133.

De ce lot, qui fait partie de la subdivision originaire numéro soixante, rang huit, canton Dubuison, il faut toutefois distraire ce qui suit: la moitié sud dudit lot, mesurant cette partie 45 pieds et 8 pouces de largeur sur la ruelle N° 60-122 par 55 pieds de profondeur dans la ligne de division entre les lots 60-133 et 60-132, bornée au sud par la ruelle 60-122, à l'ouest par la rue N° 60-134, à l'est par la partie sud du lot N° 132 et au nord par le résidu dudit lot N° 60-133.

8. Harricana Gold Mine Inc., 1939.—Les lots Nos 10, 59, 61, 109, 130, 134, 137, 164, 188.

Les neuf lots ci-dessus font partie de la subdivision originaire numéro soixante et un, rang huit, canton Dubuison.

9. Harricana Gold Mine Inc., 1939.—Les lots Nos 121, 130, 133, 134, 137, 139, 144.

Les sept lots ci-dessus font partie de la subdivision originaire numéro soixante-deux, rang huit, canton Dubuison.

pursuant to the provisions of article 46a of the Quebec Municipal Commission Act (5 Geo. VI, chapter 44, section 8), to sell the hereinafter described immovables in payment of arrears of taxes due the Town of Val d'Or, with interest and costs, and that consequently, the said immovables shall be sold by public auction in the Council Room of the Town Hall of the Town of Val d'Or, on WEDNESDAY the TWELFTH day of the month of JANUARY, 1944, at TEN THIRTY o'clock in the forenoon.

However, there shall be excluded from the sale, the immovables whereon the taxes falling due on or before the 1st of January, 1942 shall have been paid before the sale.

That of the immovables described in the First section shall be final and without right of withdrawal, pursuant to the provisions of article 46u of the Quebec Municipal Commission Act, the said immovables being all vacant lots and building lots of a municipal valuation not exceeding one thousand dollars (\$1,000).

The sale of immovables described in the second section of the present notice shall be made subject to right of withdrawal.

FIRST SECTION

IMMOVABLES NOT SUBJECT TO RIGHT OF WITHDRAWAL

Pursuant to the provisions of article 46u of the Quebec Municipal Commission Act, the adjudication of the hereinafter designated immovables shall be final and no withdrawal may be made, the said immovables being all vacant lots and building lots of a municipal valuation not exceeding one thousand dollars.

1. Mrs. Paul Yamchuk.—Lot No. 6.
2. Mrs. Paul Yamchuk.—Lot No. 13.
3. Mrs. Paul Yamchuk.—Lot No. 14.

4. Harricana Gold Mine Inc., 1939.—Lots Nos 35, 36, 46, 54, 57, 58, 62, 63, 64, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 129 and 130.

The twenty aforesaid lots form a part of the original subdivision number sixty, Range Eight, Township Dubuison.

5. Harricana Gold Mine Inc., 1939.—Lot No. 90½ West; Harricana Gold Mine Inc., 1939.—Lot No. 91½ West.

The two aforesaid part of lots form a part of the original subdivision number sixty, Range Eight, Township Dubuison.

6. Harricana Gold Mine Inc., 1939.—Lot No. 132. From this lot, which forms a part of the original subdivision number sixty, Range Eight, Township Dubuison, there shall however be deducted the following: The South half of said lot, measuring, the said part, 50 feet in width on the lane No. 60-122 by 55 feet in depth and bounded on the South by lane No. 60-122, on the West by the part of lot No. 60-133, on the North by the residue of said lot No. 60-132 and on the East by lot No. 60-131.

7. Harricana Gold Mine Inc., 1939.—Lot No. 133.

From this lot, which forms a part of the original subdivision number sixty, Range Eight, Township Dubuison, there shall however be deducted the following: the South half of the said lot measuring, the said part 45 feet and 8 inches in width on the lane No. 60-122 by 55 feet in depth in the division line between lots 60-133 and 60-132, bounded on the South by the lane 60-122, on the West by the street No. 60-134, on the East by the South part of lot No. 132 and on the North by the residue of said lot No. 60-133.

8. Harricana Gold Mine Inc., 1939.—Lots Nos 10, 59, 61, 109, 130, 134, 137, 164, 188.

The nine aforesaid lots form part of the original subdivision number sixty-one, Range Eight, Township Dubuison.

9. Harricana Gold Mine Inc., 1939.—Lots Nos 121, 130, 133, 134, 137, 139, 144.

The seven aforesaid lots form part of the original subdivision number sixty-two, Range Eight, Township Dubuison.

10. Harricana Gold Mine Inc., 1939.—Les lots Nos 158, 159, 160, 170, 231, 232, 234, 236, 237, 238, 239, 241, 242, 243, 244.

Les quinze lots ci-dessus font partie de la subdivision originaire numéro quatorze, Canton Bourlamaque.

11. Harricana Gold Mine Inc., 1939.—Lot N° 207.
De forme irrégulière et contenant une superficie de 5,774 pieds carrés, mesure anglaise. Borné au nord par le lot 61-215 qui est une rue, à l'est par le lot 61-208, au sud par le lot 61-168, qui est une ruelle et à l'ouest par le lot 61-206 qui est une rue.

12. Harricana Gold Mine Inc., 1939.—Lot N° 209.
De forme régulière, mesurant 50 pieds de front par 110 pieds de profondeur et contenant une superficie de 5,500 pieds carrés, mesure anglaise. Borné au nord par le lot 61-215 qui est une rue, à l'est par le lot 61-210, au sud par le lot 61-168 qui est une ruelle et à l'ouest par le lot 61-208.

13. Harricana Gold Mine Inc., 1939.—Lot N° 211.
De forme régulière mesurant 50 pieds de front par 110 pieds de profondeur et contenant une superficie de 5,500 pieds carrés, mesure anglaise. Borné au nord par le lot 61-215 qui est une rue, à l'est par le lot 61-212, au sud par le lot 61-168 qui est une ruelle et à l'ouest par le lot 61-210.

14. Harricana Gold Mine Inc., 1939.—Lot N° 213.
De forme régulière mesurant 50 pieds de front par 110 pieds de profondeur et contenant une superficie de 5,500 pieds carrés, mesure anglaise. Borné au nord par le lot 61-215 qui est une rue, à l'est par le lot 61-214, au sud par le lot 61-168 qui est une ruelle et à l'ouest par le lot 61-212.

15. Harricana Gold Mine Inc., 1939.—Lot N° 214.
De forme irrégulière et contenant une superficie de 6,635 pieds carrés, mesure anglaise. Borné au nord par le lot 61-215 qui est une rue, à l'est par le lot 61-225 qui est une rue, au sud par le lot 61-168 qui est une ruelle et à l'ouest par le lot 61-213.

16. Harricana Gold Mine Inc., 1939.—Lot N° 216.
De forme irrégulière et contenant une superficie de 10,414 pieds carrés, mesure anglaise. Borné au nord par le lot 61-224 qui est une ruelle, à l'est par le lot 61-217, au sud par le lot 61-215 qui est une rue et à l'ouest par le lot 61-206 qui est une rue.

17. Harricana Gold Mine Inc., 1939.—Lot N° 217.
De forme irrégulière, mesurant 50 pieds de front et contenant une superficie de 8,182 pieds carrés, mesure anglaise. Borné au nord par le lot 61-224 qui est une ruelle, à l'est par le lot 61-218, au sud par le lot 61-215 qui est une rue et à l'ouest par le lot 61-216.

18. Harricana Gold Mine Inc., 1939.—Lot N° 218.
De forme irrégulière, mesurant 50 pieds de front et contenant une superficie de 9,580 pieds carrés, mesure anglaise. Borné au nord par le lot 61-224 qui est une ruelle, à l'est par le lot 61-219, au sud par le lot 61-215 qui est une rue et à l'ouest par le lot 61-217.

19. Harricana Gold Mine Inc., 1939.—Lot N° 219.
De forme irrégulière, mesurant 50 pieds de front et contenant une superficie de 10,975 pieds carrés, mesure anglaise. Borné au nord par le lot 61-224 qui est une ruelle, à l'est par le lot 61-220, au sud par le lot 61-215 qui est une rue et à l'ouest par le lot 61-218.

20. Harricana Gold Mine Inc., 1939.—Lot N° 223.
De forme irrégulière, mesurant 50 pieds de front et contenant une superficie de 10,258 pieds carrés, mesure anglaise. Borné au nord par le lot 61-239 qui est une rue, à l'est par le lot 61-225 qui est une rue, au sud par le lot 61-215 qui est une rue et à l'ouest par le lot 61-222.

21. Harricana Gold Mine Inc., 1939.—Lot N° 226.
De forme irrégulière, et contenant une superficie de 10,768 pieds carrés, mesure anglaise. Borné au nord par le lot 61-227, à l'est par le lot 61-230 qui est une ruelle, au sud par le lot 61-170 qui est une ruelle et à l'ouest par le lot 61-225 qui est une rue.

22. Harricana Gold Mine Inc., 1939.—Lot N° 227.
De forme régulière, mesurant 50 pieds de front par 198 pieds de profondeur et contenant une superficie de 9,900 pieds carrés, mesure anglaise. Borné au nord par le lot 61-228, à l'est par le lot 61-230 qui est une ruelle, au sud par le lot 61-226 et à l'ouest par le lot 61-225 qui est une rue.

23. Harricana Gold Mine Inc., 1939.—Lot N° 228.
De forme régulière, mesurant 50 pieds de front par 198 pieds de profondeur et contenant une superficie de 9,900 pieds carrés, mesure anglaise. Borné au nord par le lot 61-229, à l'est par le lot 61-230 qui est une ruelle, au sud par le lot 61-227 et à l'ouest par le lot 61-225 qui est une rue.

24. Harricana Gold Mine Inc., 1939.—Lot N° 229.
De forme régulière, mesurant 50 pieds de front par 198 pieds de profondeur et contenant une superficie de 9,900 pieds carrés, mesure anglaise. Borné au nord

10. Harricana Gold Mine Inc., 1939.—Lots Nos 158, 159, 160, 170, 231, 232, 234, 236, 237, 238, 239, 241, 242, 243, 244.

The fifteen aforesaid lots form part of the original subdivision number fourteen, Township Bourlamaque.

11. Harricana Gold Mine Inc., 1939.—Lot No. 207.
Of irregular figure containing an area of 5,774 square feet, English measure, bounded on the North by lot 61-215 which is a street, on the East by lot 61-208, on the South by lot 61-168 which is a lane and on the West by lot 61-206 which is a street.

12. Harricana Gold Mine Inc., 1939.—Lot No. 209.
Of regular figure, measuring 50 feet in front by 110 feet in depth and containing an area of 5,500 square feet, English measure. Bounded on the North by lot 61-215, which is a street, on the East by lot 61-210, on the South by lot 61-168 which is a lane and on the West by lot 61-208.

13. Harricana Gold Mine Inc., 1939.—Lot No. 211.
Of regular figure, measuring 50 feet in front by 110 feet in depth, and containing an area of 5,500 square feet, English measure. Bounded on the North by lot 61-215 which is a street, on the East by lot 61-212, on the South by lot 61-168 which is a lane, and on the West by lot 61-210.

14. Harricana Gold Mine Inc., 1939.—Lot No. 213.
Of regular figure measuring 50 feet in front by 110 feet in depth and containing an area of 5,500 square feet, English measure. Bounded on the North by lot 61-215 which is a street, on the East by lot 61-214, on the South by lot 61-168 which is a lane and on the West by lot 61-212.

15. Harricana Gold Mine Inc., 1939.—Lot No. 214.
Of irregular figure and containing an area of 6,635 square feet, English measure. Bounded on the North by lot 61-215 which is a street, on the East by lot 61-225 which is a street, on the South by lot 61-168 which is a lane and on the West by lot 61-213.

16. Harricana Gold Mine Inc., 1939.—Lot No. 216.
Of irregular figure and containing an area of 10,414 square feet, English measure. Bounded on the North by lot 61-224 which is a lane, on the East by lot 61-217, on the South by lot 61-215 which is a street and on the West by lot 61-206 which is a street.

17. Harricana Gold Mine Inc., 1939.—Lot No. 217.
Of irregular figure, measuring about 50 feet in front and containing an area of 8,182 square feet, English measure. Bounded on the North by lot 61-224, which is a lane, on the East by lot 61-218, on the South by lot 61-215, which is a street and on the West by lot 61-216.

18. Harricana Gold Mine Inc., 1939.—Lot No. 218.
Of irregular figure, measuring 50 feet in front and containing an area of 9,580 square feet, English measure. Bounded on the North by lot 61-224 which is a lane, on the East by lot 61-219, on the South by lot 61-215, which is a street and on the West by lot 61-217.

19. Harricana Gold Mine Inc., 1939.—Lot No. 219.
Of irregular figure, measuring 50 feet in front and containing an area of 10,975 square feet, English measure. Bounded on the North by lot 61-224 which is a lane, on the East by lot 61-220, on the South by lot 61-215 which is a street, on the West by lot 61-218.

20. Harricana Gold Mine Inc., 1939.—Lot No. 223.
Of irregular figure, measuring 50 feet in front and containing an area of 10,258 square feet, English measure. Bounded on the North by lot 61-239 which is a street, on the East by lot 61-225, which is a street, on the South by lot 61-215 which is a street and on the West by lot 61-222.

21. Harricana Gold Mine Inc., 1939.—Lot No. 226.
Of irregular figure, and containing an area of 10,768 square feet, English measure. Bounded on the North by lot 61-227, on the East by lot 61-230 which is a lane, on the South by lot 61-170 which is a lane, and on the West by lot 61-225 which is a street.

22. Harricana Gold Mine Inc., 1939.—Lot No. 227.
Of regular figure, measuring 50 feet in front by 198 feet in depth and containing an area of 9,900 square feet, English measure. Bounded on the North by lot 61-228, on the East by lot 61-230 which is a lane, on the South by lot 61-226 and on the West by lot 61-225 which is a street.

23. Harricana Gold Mine Inc., 1939.—Lot No. 228.
Of regular figure measuring 50 feet in front by 198 feet in depth and containing an area of 9,900 square feet, English measure. Bounded on the North by lot 61-229, on the East by lot 61-230 which is a lane, on the South by lot 61-227 and on the West by lot 61-225 which is a street.

24. Harricana Gold Mine Inc., 1939.—Lot No. 229.
Of regular figure, measuring 50 feet in front by 198 feet in depth, and containing an area of 9,900 square feet, English measure. Bounded on the North by

par le lot 61-232 qui est une ruelle, à l'est par le lot 61-230 qui est une ruelle, au sud par le lot 61-228 et à l'ouest par le lot 61-225 qui est une rue.

25. Harricana Gold Mine Inc., 1939.—Lot N° 233. De forme irrégulière, mesurant 58 pieds de profondeur et contenant une superficie de 6,294 pieds carrés, mesure anglaise. Borné au nord par le lot 61-239 qui est une rue, à l'est par le lot 61-234, au sud par le lot 61-232 qui est une ruelle et à l'ouest par le lot 61-225 qui est une rue.

Les quinze lots ci-dessus font partie du lot originaire numéro soixante et un, rang huit, canton Dubuison, tel qu'apparaissant sur un plan de subdivision projetée, préparé par C. C. Lindsay, I.C., Q.L.S., daté à Montréal le 10 janvier 1938 et conservé dans les archives de la ville de Val d'Or.

26. Harricana Gold Mine Inc., 1939.—Lot N° 161. De forme irrégulière et mesurant en superficie 4,807 pieds carrés, mesure anglaise. Borné au nord par le lot 62-162, à l'est par le lot 62-160 qui est une ruelle, au sud par le lot 62-69 qui est une ruelle et à l'ouest par le lot 62-165 qui est une rue.

27. Harricana Gold Mine Inc., 1939.—Lot N° 163. De forme régulière, mesurant 50 pieds de front par 110 pieds de profondeur, contenant en superficie 5,500 pieds carrés, mesure anglaise. Borné au nord par le lot 62-164, à l'est par le lot 62-160 qui est une ruelle, au sud par le lot 62-162 et à l'ouest par le lot 62-165 qui est une rue.

Les deux lots ci-dessus font partie du lot originaire numéro soixante-deux, rang huit, canton Dubuison, tel qu'apparaissant sur un plan de subdivision projetée, préparé par C. C. Lindsay, I.C., Q.L.S., daté à Montréal le 10 janvier 1938 et conservé dans les archives de la ville de Val d'Or.

28. Harricana Gold Mine Inc., 1939.—Lot N° 136. Le lot ci-dessus fait partie de la subdivision originaire numéro soixante-deux, rang 8, canton Dubuison.

Harricana Gold Mine Inc., 1939.—Lot N° 137. Le lot ci-dessus fait partie de la subdivision originaire numéro quatorze, Canton Bourlamaque.

Les deux lots précités seront mis en vente ensemble et l'acquéreur deviendra propriétaire de ces deux lots.

DEUXIÈME SECTION

IMMEUBLES SUJETS AU DROIT DE RETRAIT

29. Rudolph Iovsin.—Lot N° 16. Le lot ci-dessus fait partie de la subdivision originaire numéro soixante, rang huit, canton Dubuison.

30. Alphonse Bilodeau.—Lot N° 60. Le lot ci-dessus fait partie de la subdivision originaire numéro soixante-deux, rang huit, canton Dubuison.

31. Mme Paul Yamchuk.—Lot N° 64.
32. Mme Paul Yamchuk.—Lot N° 74.
33. Val d'Or Sporting Club.—Lot N° 177. Les trois lots ci-dessus font partie de la subdivision originaire numéro quatorze, Canton Bourlamaque.

34. Mike Kovacevic.—Lot N° 48.
35. Antonio Simard.—Lot N° 51.
36. Mme A. M. Yamchuk.—Lot N° 58.
37. Léo Morissette.—Lot N° 95.
38. Joseph Skalecki.—Lot N° 102.
39. Moïse Rabinovich.—Lot N° 130.
40. Melchior Dupré.—Lot N° 135.
41. Mike Dorosz & Fred Lechacz.—Lot N° 272.
42. Victor Leblond.—Lot N° 643.

Les neuf lots ci-dessus font partie de la subdivision originaire numéro trente-quatre, canton Bourlamaque.

43. Harricana Gold Mine Inc., 1939.—Lot N° 9. Le lot ci-dessus fait partie de la subdivision originaire numéro soixante et un, rang huit, canton Dubuison.

44. Harricana Gold Mine Inc., 1939.—Lot N° 231. Un lot de terre de forme irrégulière, contenant une superficie de 16,846 pieds carrés, mesure anglaise, borné au nord par le lot 61-232 qui est une ruelle, à l'est par le lot 62-171, au sud par le lot 61-170 qui est une ruelle et à l'ouest par le lot 61-230 qui est une ruelle.

Le lot ci-dessus fait partie du lot originaire numéro soixante et un, rang huit, canton Dubuison, tel qu'apparaissant sur un plan de subdivision projetée, préparé par C. C. Lindsay, I.C., Q.L.S., daté à Montréal le 10 janvier 1938 et conservé dans les archives de la ville de Val d'Or.

lot 61-232 which is a lane, on the East by lot 61-230 which is a lane, on the South by lot 61-228 and on the West by lot 61-225 which is a street.

25. Harricana Gold Mine Inc., 1939.—Lot No. 233. Of irregular figure measuring 58 feet in depth and containing an area of 6,294 square feet, English measure. Bounded on the North by lot 61-239 which is a street, on the East by lot 61-234, on the South by lot 61-232 which is a lane and on the West by lot 61-225 which is a street.

The above fifteen lots form part of original lot number sixty-one, Range Eight, Township of Dubuison, as shown on a plan of a proposed subdivision prepared by C. C. Lindsay, C. E., Q.L.S., dated at Montreal, January 10th, 1938, and filed in the archives of the Town of Val d'Or.

26. Harricana Gold Mine Inc., 1939.—Lot No. 161. Of irregular figure and containing an area of 4,807 square feet, English measure. Bounded on the North by lot 62-162, on the East by lot 62-160 which is a lane, on the South by lot 62-69 which is a lane and on the West by lot 62-165 which is a street.

27. Harricana Gold Mine Inc., 1939.—Lot No. 163. Of regular figure, measuring 50 feet in front by 110 feet in depth, containing an area of 5,500 square feet, English measure. Bounded on the North by lot 62-164, on the East by lot 62-160 which is a lane, on the South by lot 62-162 and on the West by lot 62-165 which is a street.

The above two lots form part of the original lot number sixty-two, Range Eight, Township of Dubuison, as shown on a plan of proposed subdivision, prepared by C. C. Lindsay, C.E., Q.L.S. dated at Montreal, January 10th, 1938, and filed in the archives of the Town of Val d'Or.

28. Harricana Gold Mine Inc., 1939.—Lot No. 136. The aforesaid lot forms part of the original subdivision number sixty-two, Range Eight, Township Dubuison.

Harricana Gold Mine Inc., 1939.—Lot No. 137. The aforesaid lot forms part of the original subdivision number fourteen, Township of Bourlamaque.

The two above mentioned lots will be put up for sale, simultaneously and the purchaser will become the owner of these two lots.

SECOND SECTION

IMMOVABLES SUBJECT TO RIGHT OF WITHDRAWAL

29. Rudolph Iovsin.—Lot No. 16. The aforesaid lot forms a part of the original subdivision number sixty, Range Eight, Township Dubuison.

30. Alphonse Bilodeau.—Lot No. 60. The aforesaid lot forms a part of the original subdivision number sixty-two, Range Eight, Township Dubuison.

31. Mrs. Paul Yamchuk.—Lot No. 64.
32. Mrs. Paul Yamchuk.—Lot No. 74.
33. Val d'Or Sporting Club.—Lot No. 177. These three aforesaid lots form a part of the original subdivision number fourteen, Township Bourlamaque.

34. Mike Kovacevic.—Lot No. 48.
35. Antonio Simard.—Lot No. 51.
36. Mrs. A. M. Yamchuk.—Lot No. 58.
37. Léo Morissette.—Lot No. 95.
38. Joseph Skalecki.—Lot No. 102.
39. Moïse Rabinovich.—Lot No. 130.
40. Melchior Dupré.—Lot No. 135.
41. Mike Dorosz & Fred Lechacz.—Lot No. 272.
42. Victor Leblond.—Lot No. 643.

These nine aforesaid lots form a part of the original subdivision number thirty-four, Township Bourlamaque.

43. Harricana Gold Mine Inc., 1939.—Lot No. 9. The aforesaid lot forms a part of the original subdivision number sixty-one, Range Eight, Township Dubuison.

44. Harricana Gold Mine Inc., 1939.—Lot No. 231. Of irregular figure containing an area of 16,846 square feet, English measure. Bounded on the North by lot 61-232 which is a lane, on the East by lot 62-171, on the South by lot 61-170 which is a lane and on the West by lot 61-230 which is a lane.

The aforesaid lot forms part of the original subdivision number sixty-one, Range Eight, Township Dubuison, as shown on a plan prepared by C. C. Lindsay, C. E. & Q.L.S. and dated Montreal, January 10th, 1938, and filed in the archives of the Town of Val d'Or.

Harricana Gold Mine Inc., 1939.—Lot N° 171.

Un lot de terre de forme irrégulière, contenant une superficie de 8,629 pieds carrés, mesure anglaise, borné au nord par le lot 62-170 qui est une ruelle, à l'est par le lot 62-165 qui est une rue, au sud par le lot 62-115 qui est une ruelle, à l'ouest par le lot 61-231.

Le lot ci-dessus fait partie du lot originaire numero soixante-deux, rang huit, canton Dubuison, tel qu'apparaissant sur un plan de subdivision projetée, préparé par C. C. Lindsay, I.C., Q.L.S., daté à Montréal le 10 janvier 1938 et conservé dans les archives de la ville de Val d'Or.

Les deux lots précités seront mis en vente ensemble et l'acquéreur deviendra propriétaire de ces deux lots.

Parties du lot 62.—Rang VIII.

Description de deux parties non-subdivisées du lot originaire 62, rang 8, canton de Dubuison, dans le comté de l'Abitibi, P.Q., situées au sud de la voie ferrée du chemin de fer C.N.R. et qui sont la propriété de Harricana Gold Mine Inc., 1939; le tout tel que démontré sur un plan préparé par C. C. Lindsay, A.G. et daté Montréal, 10 janvier 1938, lesdites parties de ce lot étant plus explicitement décrites de la façon suivante:

45. Partie N° 1.—De forme triangulaire, mesurant 191.5 pieds sur le côté sud-est, 277 pieds sur le côté sud-ouest et contenant une superficie de 1.2 acre. Ladite partie est bornée comme suit: au nord par le lot 62-187, au sud-est par le lot 62-180 qui est une rue, et au sud-ouest par les lots 62-181 à 62-183 inclusivement.

46. Partie N° 2.—De forme irrégulière et contenant en superficie approximativement 1.48 acre.—Ladite partie de lot est bornée comme suit: au nord par le lot 62-187, à l'est par une partie non-subdivisée du bloc 14, du canton de Bourlamaque, au sud-ouest par les lots 62-174 à 62-179 inclusivement, et au nord-ouest par le lot 62-180 qui est une rue.

Partie du Bloc 14, canton de Bourlamaque.

47. Description d'une partie non-subdivisée du bloc 14 du canton de Bourlamaque dans le comté de l'Abitibi, P.Q., située au sud de la voie ferrée et qui est la propriété de l'Harricana Gold Mine Inc., 1939, le tout tel que démontré sur un plan préparé par C. C. Lindsay, A.G., et daté à Montréal, le 17 janvier 1939. Ladite partie de lot est plus explicitement décrite de la façon suivante:

De forme irrégulière et contenant une superficie approximative de 1.4 acre. Borné au nord par la propriété du C.N.R. pour voie ferrée, au sud-est par le lot 14-247 qui est une rue, au sud-ouest par le lot 14-248, et à l'ouest par une partie de lot non-subdivisée du lot 62, dans le rang VIII, du canton de Dubuison.

Partie du lot originaire 59, rang VIII, canton Dubuison.

48. Toute cette partie non-subdivisée du lot originaire N° 59, rang VIII, canton Dubuison, comté Abitibi, P.Q. et qui est la propriété de Harricana Gold Mine Inc., 1939.

Ladite partie du lot originaire N° 59, est démontrée sur un plan préparé par C. C. Lindsay, A.G., daté à Montréal, le 17 janvier 1939 et est décrite de la façon suivante:

De forme irrégulière, bornée à l'est par le lot 60, rang VIII, canton Dubuison, au sud par le terrain appartenant aux chemins de fer canadiens nationaux et étant utilisé comme voie ferrée, à l'ouest par les limites ouest de la ville de Val d'Or et au nord par le lot 59, rang IX, canton Dubuison.

La partie de lot ci-haut décrite contient une superficie de 26.1 acres exclusion faite de la superficie appartenant à la ville de Val d'Or pour usage de pompage d'eau.

Partie du lot originaire 60, rang VIII, canton Dubuison.

49. Toute cette partie non-subdivisée du lot originaire N° 60, rang VIII, canton Dubuison, comté de l'Abitibi, P.Q., appartenant à Harricana Gold Mine Inc., 1939 et située au sud du terrain appartenant à la ville de Val d'Or qui s'en sert pour pompage d'eau et à l'ouest de la première rue de la ville de Val d'Or. Ladite partie du lot originaire 60 est démontrée sur un plan préparé par C. C. Lindsay, A.G., daté à Montréal, le 17 janvier 1939, et contient en superficie 1.2 acre.

Partie du lot originaire 60, rang VIII, canton Dubuison.

50. Toute cette partie non-subdivisée du lot originaire N° 60, rang VIII, canton de Dubuison, comté Abitibi, P.Q. qui est la propriété de Harricana Gold Mine Inc., 1939 et qui est située au sud de la voie ferrée du C.N.R. ainsi que du lot réservé pour pompage d'eau appartenant à la ville de Val d'Or.

Ladite partie du lot N° 60, contient 1.5 acre, est démontrée sur un plan préparé par C. C. Lindsay, A.G., daté à Montréal le 17 janvier 1939 et est décrite de la façon suivante:

De forme irrégulière et bornée au sud-est par le lot 61-206 qui est la 3^e Rue de la ville de Val d'Or, au sud-

Harricana Gold Mine Inc., 1939.—Lot No. 171.

Of irregular figure containing an area of 8,629 square feet, English measure. Bounded on the North by lot 62-170 which is a lane, on the East by lot 62-165 which is a street, on the South by lot 62-115 which is a lane, on the West by lot 61-231.

The aforesaid lot forms part of the original subdivision number sixty-two, Range Eight, Township Dubuison, as shown on a plan prepared by C. C. Lindsay, C.E. & Q.L.S. and dated, Montreal, January 10th, 1938, and filed in the archives of the Town of Val d'Or.

The two above mentioned lots will be put up for sale simultaneously and the purchaser will become the owner of these two lots.

Part of lot 62, Range VIII.

Description of two unsubdivided parts of lot 62, Range VIII, Township of Dubuison, County of Abitibi, Province of Quebec, lying South of the Canadian National Railways Right of Way, being the property of Harricana Gold Mine Inc., 1939, all as shown on a plan prepared by C. C. Lindsay, C.E. & Q.L.S. and dated Montreal, January 10th, 1938, said parts being more fully described as follows:

45. Part 1.—Triangular in form, measuring 191.5 feet on the South-East side, 277 feet on the South-West side and containing in area 1.2 acre. Said part is bounded as follows, to the North by lot 62-187, to the South-East by lot 62-180 being a street and to the South-West by lots 62-181 to 62-183 inclusive.

46. Part 2.—Irregular in form and containing in area 1.48 acre, more or less. The said part is bounded as follows, to the North by lot 62-187, to the East by an unsubdivided part of block 14 of the Township of Bourlamaque, to the South-West by lots 62-174 to 62-179 inclusive, and to the North-West by lot 62-180 being a street.

Part of Block 14, Township Bourlamaque.

47. Description of an unsubdivided part of block 14, Township of Bourlamaque, County of Abitibi, Province of Quebec, lying South of the Canadian National Railways Right of Way, being the property of the Harricana Gold Mine Inc., 1939, all as shown on a plan prepared by C. C. Lindsay, C.E. & Q.L.S. and dated Montreal, January 17th, 1939, said part being more fully described as follows:

Irregular in form and containing 1.4 acre, more or less. Bounded to the North by the Canadian National Railways Right of Way, to the South-East by lot 14-247 being a Street, to the South-West by lot 14-248 and to the West by an unsubdivided part of lot 62, Range VIII, Township of Dubuison.

Part of Original lot No. 59, Range Eight, Township Dubuison.

48. All that unsubdivided part of lot 59, Range VIII, Township of Dubuison, County of Abitibi, Province of Quebec, being the Property of Harricana Gold Mine Inc., 1939.

The said part of original lot No. 59 is shown on a plan prepared by C. C. Lindsay, L.S., dated at Montreal, the 17th January, 1939 and is described as follows:

Of irregular figure, bounded on the East by lot 60, Range VIII, Township Dubuison, on the South by the land belonging to the Canadian National Railways Right of Way, on the West by the Western limits of the Town of Val d'Or, and on the North by lot 59, range IX, Township Dubuison.

The part hereinabove described contains an area of 26.1 acres excluding the area belonging to the Town of Val d'Or, for water supply purposes.

Part of Lot 60, Range VIII, Township Dubuison.

49. All that unsubdivided part of lot 60, Range VIII, Township of Dubuison, County of Abitibi, Province of Quebec, lying South of the lot reserved for water supply purposes by the Town of Val d'Or and West of First Street, in the Town of Val d'Or, P.Q., being the property of Harricana Gold Mine Inc., 1939, all as shown on a plan prepared by C. C. Lindsay, C.E. & Q.L.S. dated Montreal, January 17th, 1939, and having an area of 1.2 acre.

Part of lot 60, Range VIII, Township Dubuison.

50. All that unsubdivided part of original lot No. 60, range VIII, Township of Dubuison, County of Abitibi, P.Q., which is the property of the Harricana Gold Mine Inc., 1939, and which is situate South of the Canadian National Railway as well as the lot reserved for water supply purposes belonging to the Town of Val d'Or.

The said part of lot No. 60, containing 1.5 acres, is shown on a plan prepared by C. C. Lindsay, L.S., dated Montreal January 17th, 1939 and is described as follows:

Of irregular figure and bounded to the Southeast by lot 61-206 which is 3rd Street of the Town of Val d'Or,

ouest par le lot 60-138 qui est la 4^e Avenue de la ville de Val d'Or, au nord-ouest et à l'ouest par le lot appartenant à la ville de Val d'Or, réservé pour le pompage de l'eau, et au nord par le terrain appartenant aux chemins de fer Nationaux pour la voie ferrée.

Partie du bloc 14, canton Bourlamaque.

51. Toute cette partie non-subdivisée du bloc 14, canton Bourlamaque, comté Abitibi, P.Q., qui est la propriété de Harricana Gold Mine Inc., 1939, située au sud du bloc 13, à l'ouest du chemin du Lac Blouin, au nord-est de la ligne de transmission érigée sur le terrain réservé par la Northern Quebec Power. Ladite partie du bloc 14, contient en superficie 1.5 acre et est démontrée sur un plan préparé par C. C. Lindsay, A.G., daté à Montréal, le 17 janvier 1939.

Partie du Bloc 13, Canton de Bourlamaque.

Description de deux parties du lot originaire N° 13, rang VIII, canton Bourlamaque, dans le comté d'Abitibi, P.Q., située au sud de la voie ferrée du chemin de fer Canadien National et qui sont la propriété de Harricana Gold Mine Inc., 1939, le tout tel que démontré sur un plan préparé par C. C. Lindsay, A.G. et daté à Montréal, le 17 janvier 1939. Lesdites parties de ce lot étant plus explicitement décrites de la façon suivante:

52. *Partie N° 1:*—De forme irrégulière contenant 0.7 acre de superficie et bornée à l'est par le chemin du Lac Blouin, au sud par la ligne de division des blocs 13 et 14, à l'ouest par le terrain réservé à la Northern Quebec Power pour la ligne de transmission et au nord par le terrain appartenant aux chemins de fer canadiens nationaux pour la voie ferrée.

53. *Partie N° 2:*—De forme irrégulière, contenant 1.9 acre de superficie et bornée à l'est par le bloc 34, canton Bourlamaque, au sud par la ligne de division des blocs 13 et 14, à l'ouest par le chemin du lac Blouin et au nord par le terrain appartenant aux chemins de fer Canadiens Nationaux pour la voie ferrée.

Partie du lot originaire 60, rang VIII, canton de Dubuison.

54. Toute cette partie non-subdivisée du lot originaire N° 60, rang VIII, canton Dubuison, comté Abitibi, P.Q. qui est la propriété de Harricana Gold Mine Inc., 1939, et qui est située au nord de la voie ferrée du C.N.R. en excluant toutefois une partie de terrain réservé pour pompage d'eau pour la ville de Val d'Or, ladite partie non-subdivisée du lot originaire 60, contient en superficie 23.8 acres, le tout tel que démontré sur un plan préparé par C. C. Lindsay, A.G. et daté à Montréal, le 17 janvier 1939.

Partie du lot originaire N° 61, rang VIII, canton de Dubuison.

55. Toute cette partie non-subdivisée du lot originaire N° 61, du rang VIII, canton de Dubuison, comté d'Abitibi, P.Q. qui est la propriété de Harricana Gold Mine Inc., 1939, et qui est située au nord de la voie ferrée du C.N.R. et qui contient en superficie 34.9 acres le tout tel que démontré sur un plan préparé par C. C. Lindsay, A.G. et daté à Montréal, le 17 janvier 1939.

Partie du lot originaire N° 62, rang VIII, canton de Dubuison.

56. Toute cette partie non-subdivisée du lot originaire N° 62, rang VIII, canton Dubuison, comté Abitibi, P.Q. qui est la propriété de Harricana Gold Mine Inc., 1939 et qui est située au nord de la voie ferrée du C.N.R. et qui contient en superficie 21.3 acres, le tout tel que démontré sur un plan préparé par C. C. Lindsay, A.G. et daté à Montréal, le 17 janvier 1939.

Partie du Bloc 14, canton de Bourlamaque.

57. Description d'une partie non-subdivisée du bloc 14, canton de Bourlamaque, Comté de l'Abitibi, P.Q., située au sud de la première Avenue dans la ville de Val d'Or, et qui est la propriété de l'Harricana Gold Mine Inc., 1939, telle que démontrée sur un plan préparé par C. C. Lindsay, A.G., daté à Montréal, le 17 janvier 1939, ladite partie de lot étant décrite de la façon suivante:

De forme irrégulière et contenant une superficie de 11.6 acres, ladite partie de lot est bornée comme suit: Au nord par les lots 14-171 qui est la Première Avenue, 14-140 qui est la 7^e Rue et 14-139 qui est une ruelle, au nord-est par le lot 34-571 du Canton de Bourlamaque, au sud-est par les limites de la Ville de Bourlamaque, au sud par une autre partie du bloc 14, de laquelle elle est séparée par la prolongation de la ligne de rang, qui sépare les rangs VII et VIII du Canton de Dubuison, et qui se dirige vers l'est; à l'ouest par une partie du lot N° 62, rang VIII du Canton Dubuison.

Partie du lot 62—Rang VIII.

58. Description d'une partie non-subdivisée du lot originaire 62, rang VIII, dans le Canton Dubuison,

on the South by lot 60-138 which is 4th Avenue of the Town of Val d'Or, to the Northwest and West by the lot belonging to the Town of Val d'Or, reserved for water supply purposes and on the North by the Canadian National Railway Right-of-Way.

Part of Block 14, Township of Bourlamaque.

51. All that unsubdivided part of Block 14, Township of Bourlamaque, County of Abitibi, Province of Quebec, being the property of Harricana Gold Mine Inc., 1939, lying South of block 13, west of the Lake Blouin Road and North-East of the Transmission Line Right of Way of the Northern Quebec Power, having an area of 1.5 acre, all as shown on a plan prepared by C. C. Lindsay, C.E. & Q.L.S., dated Montreal, January 17th, 1939.

Part of Block 13, Township of Bourlamaque.

Description of two unsubdivided parts of block 13, Township of Bourlamaque, County of Abitibi, Province of Quebec, being the property of the Harricana Gold Mine Inc., 1939, lying South of the right of way of the Canadian National Railways, all as shown on a plan prepared by C. C. Lindsay, C. E. & Q.L.S., dated Montreal, January 17th, 1939. The said parts of said lot being more amply described as follows:

52. *Part No. 1:*—Of irregular figure and containing an area of 0.7 acre, bounded to the East by Lake Blouin Road, to the South by the Prolongation of the range line separating Block 13 and block 14, to the West by the transmission line right of way of the Northern Quebec Power, to the North by the Canadian National Railways right-of-way.

53. *Part No. 2:*—Of irregular figure, containing an area of 1.9 acre, bounded to the East by block 34, Township of Bourlamaque, to the South by the prolongation of the range line separating block 13 and block 14, to the west by the Lake Blouin Road, and to the North by the Canadian National Right-of-Way.

Part of lot 60, Range VIII, Township Dubuison.

54. All that unsubdivided part of lot 60, Range VIII, Township of Dubuison, County of Abitibi, Province of Quebec, being the property of Harricana Gold Mine Inc., 1939, lying North of the right of way of the Canadian National Railways and excluding that part reserved for water supply purposes by the Town of Val d'Or, said unsubdivided part containing an area of 23.8 acres, all as shown on a plan prepared by C. C. Lindsay, C.E. & Q.L.S. and dated Montreal, January 17th, 1939.

Part of lot 61, Range VIII, Township Dubuison.

55. All that unsubdivided part of lot 61, Range VIII, Township of Dubuison, County of Abitibi, Province of Quebec, being the property of Harricana Gold Mine Inc., 1939, lying North of the Right-of-Way of the Canadian National Railways and containing an area of 34.9 acres, all as shown on a plan prepared by C. C. Lindsay, C.E. & Q.L.S. and dated Montreal, January 17th, 1939.

Part of lot 62, Range VIII, Township Dubuison.

56. All that unsubdivided part of lot 62, Range VIII, Township of Dubuison, County of Abitibi, Province of Quebec, being the property of Harricana Gold Mine Inc., 1939, lying North of the Right-of-Way of the Canadian National Railways and containing an area of 21.3 acres, all as shown on a plan prepared by C.C. Lindsay, C.E. & Q.L.S. and dated Montreal, January 17th, 1939.

Part of Block 14, Township Bourlamaque.

57. Description of an unsubdivided part of block 14, Township of Bourlamaque, County of Abitibi, Province of Quebec, lying South of First Avenue in the Town of Val d'Or, being the property of Harricana Gold Mine Inc., 1939 and as shown on a plan prepared by C. C. Lindsay, C.E. & Q.L.S. dated Montreal, January 17th, 1939, said part being described as follows:

Of irregular figure and containing an area of 11 acres, the said part of lot is bounded as follows: On the North by lots 14-171 which is First Avenue, 14-140 which is 7th Street and 14-139 which is a lane, on the Northeast by lot 34-571 of the Township of Bourlamaque, on the Southeast by the limits of the Town of Bourlamaque, on the South by another part of Block 14, from which it is separated by the prolongation of the Range line separating ranges VII and VIII of the Township of Dubuison, in an Easterly direction; to the West by part of lot No. 62, range VIII of the Township of Dubuison.

Part of lot 62—Range VIII.

58. Description of an unsubdivided part of lot 62, Range VIII, Township of Dubuison, County of Abitibi,

Comté Abitibi, P.Q., située au Sud de la première Avenue, dans la ville de Val d'Or, P.Q., et qui est la propriété de l'Harricana Gold Mine Inc., 1939, telle que démontrée sur un plan préparé par C. C. Lindsay, A.G., daté, Montréal 17 janvier 1939, ladite partie de lot étant décrite de la façon suivante:

De forme irrégulière et contenant une superficie de 12.4 acres. Ladite partie de lot est bornée comme suit: à l'est par une partie du bloc 14, canton Bourlamaque, au Sud par le lot 62, rang VII, canton de Dubuison, à l'ouest par une partie du lot 61, rang VIII, canton de Dubuison, et au sud-est par les lots 62-146 et 62-151 qui sont des ruelles et par le lot 62-147 qui est la 6e Rue de la ville de Val d'Or.

Partie du lot originaire 61, Rang VIII, Dubuison.

59. Toute cette partie non-subdivisée du lot originaire 61, rang VIII, canton de Dubuison, Comté d'Abitibi, P.Q., située au Sud de la première Avenue dans la ville de Val d'Or, P.Q., et qui est la propriété de l'Harricana Gold Mine Inc., 1939 et telle que démontrée sur un plan préparé par C. C. Lindsay, A.G., daté Montréal, 17 janvier 1939, ladite partie de ce lot étant décrite de la façon suivante:

De forme irrégulière et contenant une superficie de 26.8 acres. Ladite partie de lot est bornée de la façon suivante: A l'est par une partie du lot 62, rang VIII, canton Dubuison, au sud par le lot 61, rang VII, canton Dubuison, à l'ouest par une partie du lot 60, rang VIII, canton Dubuison et au Nord-est par les lots 61-185, 61-193 et 61-205 qui sont des ruelles et par les lots 61-186 et 61-194 qui sont respectivement la rue Wolfe et la 5e Rue de la ville de Val d'Or.

Partie du lot 60, Rang VIII, canton Dubuison.

60. Toute cette partie non-subdivisée du lot originaire 60, rang VIII, du canton Dubuison, Comté Abitibi, P.Q., située au Sud de la Première Avenue dans la ville de Val d'Or, P.Q. et qui est la propriété de l'Harricana Gold Mine Inc., 1939.—Ladite partie du lot originaire N° 60 est démontrée sur un plan préparé par C. C. Lindsay, A.G., daté Montréal 17 janvier 1939, et est décrite de la façon suivante:

De forme irrégulière et contenant une superficie de 35 acres, la dite partie du lot originaire N° 60 est bornée comme suit: A l'est par une partie du lot 61, rang VIII, canton Dubuison, au Sud par le lot 60, rang VII, canton de Dubuison, à l'ouest par une partie du lot 59, Rang VIII, canton de Dubuison, au nord-est par les lots 60-141 et 60-144 qui sont des ruelles et 60-142 qui est la rue Lévis de la ville de Val d'Or, au nord par le lot 60-39 qui est la première Avenue de la ville de Val d'Or.

Partie du lot originaire 59, rang VIII, canton Dubuison.

61. Toute cette partie non-subdivisée du lot originaire N° 59, rang VIII, canton Dubuison, Comté Abitibi, P.Q. et qui est la propriété de Harricana Gold Mine Inc., 1939.

Ladite partie du lot originaire N° 59 est démontrée sur un plan préparé par C. C. Lindsay, A.G., daté à Montréal le 17 janvier 1939, et est décrite de la façon suivante:

De forme irrégulière, bornée à l'est par le lot 60, rang VIII, canton Dubuison, au sud par le lot 59, rang VII, canton Dubuison, à l'ouest par les limites ouest de la ville de Val d'Or et au nord par le terrain appartenant aux chemins de fer Canadiens Nationaux et étant utilisé comme voie ferrée. La partie de lot ci-haut décrite contient une superficie de 68.2 acres exclusion faite de la superficie appartenant à la ville de Val d'Or pour usage de pompage d'eau.

Partie du Bloc 13, Canton de Bourlamaque.

62. Toute cette partie non-subdivisée du bloc 13, canton de Bourlamaque, Comté d'Abitibi, P.Q. qui est la propriété de Harricana Gold Mine Inc., 1939, et qui est située au nord de la voie ferrée du C.N.R. et qui contient une superficie 62.4 acres, le tout tel que démontré sur un plan préparé par C. C. Lindsay, A.G., et daté Montréal, le 17 janvier 1939.

La vente des immeubles décrits dans le présent avis est faite sujette aux conditions des baux emphytéotiques pouvant affecter lesdits immeubles.

Le prix d'adjudication de chacun de ces immeubles sera payable immédiatement.

Donné à Val d'Or, ce deuxième jour de décembre, 1943.

Le secrétaire-trésorier,

5003-50-2-o

H.-A. SOUCY.

Province of Quebec, lying South of First Avenue in the Town of Val d'Or, P.Q. being the property of Harricana Gold Mine Inc., 1939, and as shown on a plan prepared by C. C. Lindsay, C.E. & Q.L.S. dated Montreal, January 17th, 1939, said part being described as follows:

Irregular in form and containing in area 12.4 acres and is bounded as follows: To the East by part of block 14, Township of Bourlamaque, to the South by lot 62, Range VII; Township of Dubuison, to the West by part of lot 61, Range VIII, Township of Dubuison and to the North-East by lots 62-146 and 62-151 being lanes and by lot 62-147 being Sixth street.

Part of lot 61, Range VIII, Township Dubuison.

59. All that unsubdivided part of lot 61, Range VIII, Township of Dubuison, County of Abitibi, Province of Quebec, lying South of First Avenue in the Town of Val d'Or, P.Q. being the property of Harricana Gold Mine Inc., 1939, and as shown on a plan prepared by C. C. Lindsay, C.E. & Q.L.S. dated Montreal, January 17th, 1939, said part being described as follows:

Irregular in form and containing in area 26.8 acres, and bounded as follows: To the East by part of lot 62, Range VIII, Township Dubuison, to the South by lot 61, Range VII, Township of Dubuison, to the West by part of lot 60, Range VIII, Township Dubuison, and to the North-East by lots 61-185, 61-193, 61-205 being lanes and by lots 61-186 and 61-194 being Wolfe Street and Fifth Street respectively in the Town of Val d'Or.

Part of Lot 60, Range VIII, Township Dubuison.

60. All that unsubdivided part of lot 60, Range VIII, Township of Dubuison, County of Abitibi, Province of Quebec, lying South of First Avenue in the Town of Val d'Or, P.Q. being the property of Harricana Gold Mine Inc., 1939, and as shown on a plan prepared by C. C. Lindsay, C.E. & Q.L.S. dated Montreal, January 17th, 1939, said part being described as follows:

Irregular in form and containing 35.0 acres, and bounded as follows, to the East by part of lot 61, Range VIII, Township Dubuison, to the South by lot 60, Range VII, Township of Dubuison, to the West by part of lot 59, Range VIII, Township of Dubuison, to the North-East by lots 60-141, 60-144 being lanes and 60-142 being Levis Street, to the North by lot 60-39 being First Avenue in the Town of Val d'Or.

Part of lot 59, Range VIII, Township Dubuison.

61. All that unsubdivided part of lot 59, Range VIII, Township of Dubuison, County of Abitibi, Province of Quebec, being the property of Harricana Gold Mine Inc., 1939,

All as shown on a plan prepared by C. C. Lindsay, C.E. & Q.L.S. dated Montreal, January 17th, 1939, the area of said unsubdivided part being 68.2 acres, excluding the area reserved for water supply purposes by the Town of Val d'Or.

Of irregular figure, bounded to the East by lot 60, Range VIII, Dubuison, to the South by lot 59, Range VII, Dubuison, to the West by the Western limits of the Town of Val d'Or and to the North by the area reserved for right-of-way by the Canadian National Railways. The part of the lot above described contains an area of 68.2 acres, exclusion made of the area belonging to the Town of Val d'Or for water supply purposes.

Part of Block 13, Township of Bourlamaque.

62. All that unsubdivided part of Block 13, Township of Bourlamaque, County of Abitibi, Province of Quebec, being the property of Harricana Gold Mine Inc., 1939, lying to the North of the Right-of-Way of the Canadian National Railways, and containing an area of 62.4 acres, all as shown on a plan prepared by C. C. Lindsay, C.E. & Q.L.S. and dated, Montreal, January 17th, 1939.

The sale of the immovables described in the present notice is made subject to the conditions of the emphyteutic leases which may affect the said immovables.

The adjudication price of each of said immovables shall be payable immediately.

Given at Val d'Or, this 2nd day of December, 1943.

H. A. SOUCY,
Secretary-Treasurer.

5003-50-2-o

Province de Québec.—Comté de Shefford

CORPORATION DE LA VILLE DE WATERLOO

Avis public est, par les présentes, donné que les propriétés ci-dessous désignées seront vendues à l'enchère publique dans la salle des délibérations du Conseil, à l'Hôtel de Ville de Waterloo, MERCREDI, le DEUX FÉVRIER 1944, à DIX heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des taxes municipales et scolaires avec intérêts plus les frais subséquemment encourus, à moins que ces taxes, intérêts et dépens ne soient payés avant la vente.

Mme Napoléon Bédard, rue Clark Hill, lot N° 858, évaluation \$600.00.

M. Martin, rue Allen, partie des lots 129-130, évaluation \$1,200.00.

Ladite vente sera, en outre, faite avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées audits immeubles.

Donné en la Ville de Waterloo, Qué., ce onzième jour de décembre, mil neuf cent quarante-trois (1943).

Le secrétaire-trésorier,

PHILIPPE A. JOLIN.

5069-51-2-o

Province of Quebec.—County of Shefford

CORPORATION OF THE TOWN OF WATERLOO

Public notice is hereby given that the properties hereinafter designated will be sold by public auction in the Council room of the Waterloo Town Hall, on WEDNESDAY, FEBRUARY the SECOND (2) 1944, at TEN o'clock in the forenoon, in payment of municipal and school taxes with interest and costs subsequently incurred, unless the said taxes, interest and costs are paid before the sale.

Mrs Napoléon Bédard, Clark Hill street, lot No. 858, valuation \$600.00.

M. Martin, Allen street, Part of lots 129-130, valuation \$1,200.00.

The said sale shall, moreover, be made with all the active and passive, apparent or unapparent servitudes attached to the said immovables.

Given in the Town of Waterloo, Que., this eleventh day of December, one thousand nine hundred and forty-three (1943).

PHILIPPE A. JOLIN,

Secretary-Treasurer.

5069-51-2-o

Action en séparation de biens

Province de Québec, district de Bedford, Cour Supérieure, N° 1482. Dame Jeanne Lequin, épouse commune en biens de Albert Audette, aubergiste, de Farnham, district de Bedford, a formé contre son mari une demande en séparation de biens.

Sweetsburg, le 11 décembre 1943.

L'avocat de la demanderesse,

PAUL PROVOST.

5056-o

Action for separation as to property

Province of Quebec, District of Bedford, Superior Court, No. 1482. Dame Jeanne Lequin, wife common as to property of Albert Audette, hotel-keeper, of Farnham, district of Bedford, has instituted an action in separation as to property against her husband.

Sweetsburg, December 11th, 1943.

PAUL PROVOST,

Attorney for Plaintiff.

5056-o

Avis divers

Canada, province de Québec

AVIS DE CHANGEMENT DE DATE DES ÉLECTIONS

Avis est par les présentes donné par la ville de Black Lake, que, en conformité avec l'article 173 de la loi des cités et villes amendé par la loi VI, George VI, chapitre 57, section 1, elle présentera au lieutenant-gouverneur en Conseil une requête pour changer la date des élections et la date de la présentation des candidats.

A une assemblée spéciale des membres du conseil municipal de la Corporation de la Ville de Black Lake, tenue le 25 novembre 1943, le sous-signé, Secrétaire-trésorier, a été requis de préparer les formalités nécessaires pour changer la date des élections, comme suit:

La date de la présentation des candidats, ainsi que celle de l'élection générale, qui est actuellement fixée respectivement au 25 janvier, (au premier jour juridique suivant, s'il y a lieu), et au premier jour juridique de février respectivement, sera à l'avenir, le 25 avril, et si ce jour est férié, le premier jour juridique suivant, pour la présentation des candidats; et le premier jour de mai, et si ce jour est férié, le premier jour juridique suivant pour la votation.

Miscellaneous Notices

Canada, Province of Quebec

NOTICE OF CHANGE OF DATE OF ELECTIONS

Notice is hereby given by the Corporation of the Town of Black Lake, in conformity with article 173 of the Cities and Towns Act amended by the Act VI, George VI, chapter 57, section 1, that it shall present to the Lieutenant-Governor in council, a petition to change the date of the elections and the date of the nomination of the candidates.

At a special meeting of the members of the Municipal Council of the Corporation of the Town of Black Lake, held the 25th day of November, 1943, the undersigned, Secretary-Treasurer, was requested to prepare the necessary formalities for the changing of the date of the elections as follows:

The date of the nomination of candidates as well as that of the general election actually fixed respectively to the 25th of January, (to the first juridical day following, if any) and to the first juridical day of February respectively, shall be, for the future, the 25th day of April, (to the first juridical day following, if any) for the nomination of the candidates; and the first day of May, (to the first juridical day following, if any) for the polling.

La requête sera présentée après la publication des avis ordonnés par la loi.

Black Lake, le 26 novembre 1943.

Le Secrétaire-trésorier de la ville de Black Lake,
4957-49-4-o J. O. LAPLANTE.

The petition shall be presented after publication of the notices ordained by the act.

Black Lake, November 26, 1943.

J. O. LAPLANTE,
Secretary-Treasurer of the Town of
4957-49-4-o Black Lake.

La formation d'une société, sous le nom de "Association Professionnelle des Fabricants de Beurre et Fromage de la Vallée-Nord d'Ottawa", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 2 décembre 1943.

Le siège social de l'association est situé en la ville de Hull, dans la province de Québec.

Le Sous-secrétaire de la Province,
5052-o JEAN BRUCHESI.

The formation of an association, under the name of "Association Professionnelle des Fabricants de Beurre et Fromage de la Vallée-Nord d'Ottawa" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary the 2nd of December, 1943.

The principal place of business of the said association will be in the town of Hull, in the Province of Quebec.

JEAN BRUCHESI,
Under Secretary of the Province.

La formation d'une société, sous le nom de "Fédération Nationale des Employés du Bas Façonné et Circulaire", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 2 décembre 1943.

Le siège social de la fédération est situé au N° 29, rue Gordon, en la ville de Sherbrooke, province de Québec.

Le Sous-secrétaire de la Province,
5053-o JEAN BRUCHESI.

The formation of an association, under the name of "Fédération Nationale des Employés du Bas Façonné et Circulaire" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary the 2nd of December, 1943.

The principal place of business of the said association will be at No. 29 Gordon street, in the Town of Sherbrooke, Province of Quebec.

JEAN BRUCHESI,
Under Secretary of the Province.

La formation d'une société, sous le nom de "Association Catholique des Institutrices Rurales du District N° 54", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 25 novembre 1943.

Le siège social de l'association est situé à Saint-Georges, comté de Beauce, Province de Québec.

Le Sous-secrétaire de la Province,
5057-o JEAN BRUCHESI.

The formation of an association, under the name of "Association Catholique des Institutrices Rurales du District N° 54" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on November 25th, 1943.

The principal place of business of the association will be at Saint George, County of Beauce, Province of Quebec.

JEAN BRUCHESI,
Under Secretary of the Province.

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat National Catholique des Employés de Fonderie de L'Islet Inc.", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 25 novembre 1943.

Le siège social du syndicat est situé à L'Islet (Station), dans la Province de Québec.

Le Sous-secrétaire de la Province,
5063-o JEAN BRUCHESI.

The formation of an Association, under the name of "Le Syndicat National Catholique des Employés de Fonderie de L'Islet Inc." for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on November 25th, 1943.

The principal place of business of the Association is at L'Islet (Station), Province of Quebec.

JEAN BRUCHESI,
Under Secretary of the Province.

"UNITED SMELTERS & METALS INC."

Règlement N° 20

(Pour amender le règlement N° 3a)

Qu'il soit décrété comme étant un règlement de cette compagnie:

Que les affaires de la compagnie seront gérées par un Conseil d'administration de cinq (5) directeurs, dont chacun à la date de son élection et durant tout l'exercice de ses fonctions, sera un actionnaire de la compagnie pour le montant d'au moins une action et n'aura pas d'arrérages relativement à tout appel sur icelle, et dont trois (3) formeront quorum pour la transaction des affaires.

"UNITED SMELTERS & METALS INC."

By-law No. 20

(To amend By-law No. 3a)

Be it enacted as a By-law of this Company:

The affairs of the Company shall be managed by a Board of five (5) directors, each of whom at the time of his election, and throughout the term of his office, shall be a shareholder in the Company to the amount of at least one share and not in arrears in respect of all call thereon, and three (3) of whom shall form a quorum for the transaction of business.

Certifié copie conforme du règlement N° 20 passé à une assemblée du Conseil d'administration tenue le 30e jour d'octobre 1943 et approuvé par les actionnaires à une assemblée tenue le même jour.

5065 Le secrétaire,
SAUL JOSEPHSON. 5065-o

La formation d'une société, sous le nom de "Association Professionnelle des Fabricants de Beurre et Fromage de la Région des Cantons de l'Est", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 25 novembre 1943.

Le siège social de l'association est situé à Sherbrooke, dans la Province de Québec.

5077-o Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHESI. 5077

Certified true copy of By-law No. 20 passed at a meeting of the Board of Directors held on the 30th day of October 1943 and approved by the shareholders at a meeting held on the same day.

SAUL JOSEPHSON,
Secretary.

The formation of an association, under the name of "Association Professionnelle des Fabricants de Beurre et Fromage de la Région des Cantons de l'Est" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on November 25th, 1943.

The principal place of business of the association will be at Sherbrooke, Province of Quebec.

JEAN BRUCHESI,
Under Secretary of the Province.

Bills, Assemblée législative

AVIS DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

Concernant les bills privés qui seront présentés pendant la prochaine session

Aux termes du règlement, les bills privés devront être déposés avant le 28 décembre 1943 et présentés avant le 8 février 1944, les pétitions introductives de bills privés devront être présentées avant le 28 janvier 1944 et reçues avant le 2 février 1944, et les rapports de comités élus chargés de l'examen des bills privés devront être reçus avant le 22 février 1944.

Québec, le 3 décembre 1943.

5002-50-6-o Le Greffier,
ANTOINE LEMIEUX. 5002-50-6-o

Bills, Legislative Assembly

NOTICE OF THE LEGISLATIVE ASSEMBLY

Relating to private bills to be introduced during the coming session

Under the rules and standing orders, private bills must be deposited before the 28th December, 1943 and introduced before the 8th February, 1944, petitions for the introduction of private bills must be presented before the 28th January, 1944 and received before the 2nd February, 1944, and the reports from select committees charged with the examining of private bills must be received before the 22nd February, 1944.

Quebec, 3rd December, 1943.

ANTOINE LEMIEUX,
Clerk.

Bureau-Chef

BERGERON AUTOMOBILE, LIMITÉE

Avis est par les présentes donné que Bergeron Automobile, Limitée, corporation constituée par lettres patentes de la Province de Québec, en date du dix-neuf novembre mil neuf cent quarante-trois, ayant le siège de ses affaires à Kénogami, dans le district de Chicoutimi, a établi son bureau ou domicile légal au N° 31, rue Ste-Famille, à Kénogami.

A compter de la date de cet avis, le dit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Kénogami, 14 décembre 1943.

5068-o Le secrétaire,
RAY. BELLEAU. 5068

Chief-Office

BERGERON AUTOMOBILE, LIMITÉE

Notice is hereby given that "Bergeron Automobile, Limitée", a corporation incorporated by letters patent of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth November, nineteen hundred and forty-three, having its place of business at Kenogami, District of Chicoutimi, has established its office or legal domicile at No. 31 Ste-Famille street, at Kenogami.

From and after the date of the present notice, the said office will be considered by the company as being its head office.

Kenogami, December 14th, 1943.

RAY. BELLEAU,
Secretary.

Chartes—Abandon de

LA COMPAGNIE D'IMMEUBLES CHOMEDY LIMITÉE

Conformément aux dispositions de la Loi des Compagnies de Québec, la Compagnie d'Immeu-

Charters—Surrender of

THE CHOMEDY LAND COMPANY LIMITED

Under the provisions of the Quebec Companies Act, The Chomedy Land Company Limited

bles Chomedy Limitée donne, par les présentes, avis qu'elle s'adressera au Lieutenant-gouverneur, pour lui demander la permission d'abandonner sa charte et obtenir son annulation, à compter de la date qu'il lui plaira de fixer.

Montréal, ce 6 décembre 1943.

Les procureurs de la requérante,
BEAULIEU, GOUIN, BOURDON, BEAULIEU
5054-o & MONTPETIT.

LE COLLÈGE DE MONTRÉAL INC.

Conformément aux dispositions de la Loi des Compagnies de Québec, Le Collège de Montréal Inc. donne, par les présentes, avis qu'il s'adressera au Lieutenant-gouverneur, pour lui demander la permission d'abandonner sa charte et obtenir son annulation, à compter de la date qu'il lui plaira de fixer.

Montréal, ce 6 décembre 1943.

Les procureurs du requérant,
BEAULIEU, GOUIN, BOURDON, BEAULIEU
5055-o & MONTPETIT.

FARRAR QUEBEC MINES, LIMITED
(Libre de responsabilité personnelle)

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie susnommée a l'intention de demander au Lieutenant-gouverneur de Québec la permission d'abandonner sa charte.

Daté ce 7ième jour de décembre A.D. 1943.

FARRAR QUEBEC MINES, LIMITED,
(Libre de responsabilité personnelle),
Le secrétaire,
5066 W. M. GORDON.

hereby gives notice that it will make application to the Lieutenant-Governor for acceptance of the surrender of its Charter and its cancellation on and from a date to be fixed by him.

Montreal, December 6, 1943.

BEAULIEU, GOUIN, BOURDON, BEAULIEU
& MONTPETIT,
5054-o Attorneys for Petitioner.

LE COLLÈGE DE MONTRÉAL INC.

Under the provisions of the Quebec Companies Act, Le Collège de Montréal Inc. hereby gives notice that it will make application to the Lieutenant-Governor for acceptance of the surrender of its Charter and its cancellation on and from a date to be fixed by him.

Montreal, December 6, 1943.

BEAULIEU, GOUIN, BOURDON, BEAULIEU
& MONTPETIT,
5055-o Attorneys for Petitioner.

FARRAR QUEBEC MINES, LIMITED
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that the above named company intends to make application to the Lieutenant-Governor of Quebec for an order accepting surrender of its charter.

Dated this 7th day of December, A.D. 1943.

FARRAR QUEBEC MINES, LIMITED,
(No Personal Liability),
W. M. GORDON,
5066-o Secretary.

Demandes à la Législature

Avis public est, par les présentes, donné que La Corporation du Séminaire de Saint-Hyacinthe d'Yamaska, corporation légalement constituée, ayant son siège social en la cité et le district de Saint-Hyacinthe, s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi déclarant validées, ratifiées et confirmées les ventes par Jean-Baptiste Péloquin à The Modern Tool Manufacturing Company Limited, par le shérif de Montréal à Lucien Morin, par Lucien Morin à la Corporation du Séminaire de Saint-Hyacinthe d'Yamaska, par celle-ci au Gouvernement de la Province de Québec, concernant une partie du lot originaire numéro dix, aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse St-Joachim de la Pointe-Claire, district de Montréal, et aussi déclarant annulée la subdivision d'une partie dudit lot déposée le 28 mars 1923.

Montréal, 29 novembre 1943.

Les procureurs de la pétitionnaire,
4958-49-4-o FAUTEUX, BISSENET & FAUTEUX.

Avis public est par les présentes donné que Léonce Beaudry, marchand, Sorel; André Latour, marchand, Montréal; Léopold Pigeon, jr., marchand, Montréal; C. A. Gascon, marchand, Montréal; J. Fournier de Believal, gérant, Montréal; V. Chartrand, gérant, Montréal; Alphonse Proteau, courtier d'assurance, Québec, s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi les constituant en corporation, eux et toutes les personnes qui pourront ensuite se joindre à eux sous le nom de "La Commerciale,

Applications to Legislature

Public notice is hereby given that La Corporation du Séminaire de Saint-Hyacinthe d'Yamaska, a body corporate having its head office in the City and District of St. Hyacinthe, will apply to the Legislature of Quebec, at its next Session, for an act declaring to be valid, ratified and confirmed the deeds of sale by Jean-Baptiste Péloquin to The Modern Tool Manufacturing Company Limited, by the Sheriff of Montreal to Lucien Morin, by Lucien Morin to La Corporation du Séminaire de Saint-Hyacinthe d'Yamaska, by the latter to the Government of the Province of Quebec, concerning a part of the original lot number ten of the plan and book of reference of the Parish of St. Joachim of Pointe Claire, District of Montreal, and also declaring annulled the subdivision of a part of the said lot, deposited on March 28th. 1923.

Montreal, November 29th. 1943.

FAUTEUX, BISSENET & FAUTEUX,
4958-49-4-o Attorneys for the Petitioner.

Notice is hereby given that Léonce Beaudry, merchant, Sorel; André Latour, merchant, Montreal; Léopold Pigeon, Jr., merchant, Montreal; C. A. Gascon, merchant, Montreal; J. Fournier de Believal, manager, Montreal; V. Chartrand, manager, Montreal; Alphonse Proteau, insurance broker, Quebec, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an act incorporating them and others who may later join them, into a corporation under the name of "La Commerciale, Compagnie d'Assurances Générales" — "The

Compagnie d'Assurances Générales" — "The Commercial General Insurance Company" for the purpose of carrying on the business of insurance and reinsurance, as follows:

Contre les dommages de toute nature à la propriété, contre les accidents d'automobile, de la responsabilité légale, contre le vol avec ou sans effraction, de crédit, de garantie et fidélité contre les explosions, contre l'incendie, contre le faux, industrielle, maritime océanique, de navigation intérieure, des transports intérieurs, sur le bétail et les animaux, sur les machines agricoles, contre le bris de glace, contre la maladie, contre la rupture des tuyaux ou réservoirs à l'eau ou leurs accessoires, contre les défauts dans les extincteurs automatiques, sur les machines électriques, sur les chaudières à vapeur, contre les intempéries de toute nature, y compris cyclones, tornades, crue des eaux, tremblement de terre et grêle, contre les dommages à la propriété ou aux personnes résultant d'accidents d'aviation, y compris les dommages à l'avion, contre les émeutes ou soulèvements populaires, y compris l'invasion et la guerre, et tout autre genre d'assurance excepté l'assurance-vie.

Le siège social de ladite corporation sera situé à Montréal.

La corporation réalisera des opérations d'assurance mutuelle, avec ou sans billet de dépôt quant à l'assurance-incendie, et des opérations d'assurance à prime fixe ou au comptant.

Montréal, 24 novembre 1943.

Les procureurs des requérants,
PAGER, ARCHAMBAULT,
4935-48-4 LESPÉRANCE & DANSEREAU.

Against damages of any nature to property, against automobile accidents, legal liability, larceny, housebreaking or burglary, credit, explosion, fire or forgery guarantee, industrial, ocean marine, inland navigation, inland transportation, on cattle and animals, on farm implements, plate glass, against sickness, bursting of pipes or water tanks or their accessories, sprinkler leakage, electric machines, steam boilers, weather of all kinds, including cyclones, tornadoes, floods, earthquakes and hail, against damage to property or person resulting from aviation accidents, including damage to airplane, against strikes or popular uprisings, including invasion and war and every other kind of insurance except life insurance.

The head office of the said corporation will be at Montreal.

The corporation will carry on the business of mutual insurance, with or without deposit note as regards fire insurance, and insurance business at a fixed premium or for cash.

Montreal, November 24, 1943.

PAGER, ARCHAMBAULT,
LESPÉRANCE & DANSEREAU,
Attorneys for petitioners.

CANADIAN KAOLIN SILICA PRODUCTS, LIMITED CANADIAN KAOLIN SILICA PRODUCTS, LIMITED

AVIS

NOTICE

Avis est par les présentes donné qu'une requête pour l'introduction d'un Bill Privé sera présentée par Canadian Kaolin Silica Products, Limited à la prochaine session de la Législature de la Province de Québec afin de faire confirmer un jugement rendu par l'Honorable Mons. le Juge Alfred Duranleau, siégeant à la Cour Supérieure dans le District de Hull dans la Province de Québec le 10 décembre, 1942, dans la cause portant le numéro 7921 de la Cour Supérieure du District de Hull et de faire déclarer Canadian Kaolin Silica Products, Limited la propriétaire entière et complète de la propriété ci-après décrite, y inclus les bâtisses y dessus érigées et tous droits, membres, et appartenances, c'est-à-dire:

Notice is hereby given that a petition for the introduction of a Private Bill will be presented by Canadian Kaolin Silica Products, Limited at the forthcoming session of the Legislature of the Province of Quebec for the purpose of obtaining confirmation of a judgment rendered by the Honourable Mr. Justice Alfred Duranleau sitting in the Superior Court in the District of Hull in the Province of Quebec on the 10th day of December, 1942, in case bearing Superior Court No. 7921 of the District of Hull and of causing Canadian Kaolin Silica Products, Limited to be declared the full and complete owner of the property hereinafter described, including the buildings thereon erected and all rights, members and appurtenances, that is to say:

(a) ce certain lot de terre connu et désigné sur le plan et livre de renvoi officiels du canton d'Amherst dans la Province de Québec comme le lot numéro onze (11) dans le sixième rang sud du dit canton d'Amherst contenant approximativement cent (100) acres en superficie moins une certaine partie du dit lot numéro onze (11) bornée vers le sud et l'ouest par le droit de passage des Chemins de fer Canadiens Nationaux, vers l'est par la ligne de séparation entre le sixième rang sud et le septième rang sud dans le dit canton d'Amherst et vers le nord par le lot numéro dix (10) dans le sixième rang sud du dit canton d'Amherst, le tout sujet aux lois et règlements concernant les terrains publics, mines et pêcheries dans la Province de Québec tels qu'énoncés dans l'octroi originaire du dit lot de terre par sa Majesté le Roi en droit de la Province de Québec;

(a) that certain lot of land known and designated on the official plan and in the book of reference of the Township of Amherst in the Province of Quebec as lot number eleven (11) in the Sixth Range South of the said Township of Amherst containing approximately one hundred (100) acres in area less a certain portion of the said lot number eleven (11) bounded towards the South and West by the right of way of the Canadian National Railways, towards the East by the dividing line between the Sixth Range South and the Seventh Range South in the said Township of Amherst and towards the North by lot number ten (10) in the Sixth Range South of the said Township of Amherst, the whole subject to the laws and regulations concerning public lands, mines and fisheries in the Province of Quebec as stated in the original grant of such lot of land by His Majesty the King in Right of the Province of Quebec;

(b) ce certain lot de terre connu et désigné sur le plan et livre de renvoi officiels du canton d'Amherst dans la Province de Québec comme le lot numéro douze (12) dans le sixième rang sud du canton d'Amherst contenant approximativement deux cent et un (201) acres en superficie, le tout sujet aux lois et règlements concernant les terrains publics, mines et pêcheries dans la Province de Québec tels qu'énoncés dans l'octroi originaire du dit lot de terre par sa Majesté le Roi en droit de la Province de Québec.

franche et quitte de tous droits, réclamations, charges, privilèges, hypothèques ou encombrances, sauf et exceptés tels droits et réserves qui furent faits par sa Majesté le Roi en droit de la Province de Québec dans l'octroi originaire des dits lots de terre.

Donné à la cité de Montréal, ce sixième jour de décembre, 1943.

CANADIAN KAOLIN SILICA PRODUCTS, LIMITED.

par KEARNEY, DUQUET & MACKAY,
5015-50-4-o Avocats.

(b) that certain lot of land known and designated on the official plan and in the book of reference of the Township of Amherst in the Province of Quebec as lot number twelve (12) in the Sixth Range South of the Township of Amherst containing approximately two hundred and one (201) acres in area, the whole subject to the laws and regulations concerning public lands, mines and fisheries in the Province of Quebec as stated in the original grant of such lot of land by His Majesty the King in Right of the Province of Quebec.

free and clear of any and all rights, claims, charges, privileges, hypothecs or encumbrances, save and except only such rights and reservations as were made by His Majesty the King in Right of the Province of Quebec in the original grant of the said lots of land.

Given at the City of Montreal, this 6th day of December, 1943.

CANADIAN KAOLIN SILICA PRODUCTS, LIMITED.

Per KEARNEY, DUQUET & MACKAY,
5015-50-4-o Attorneys.

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que la Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le Feu du comté de Nicolet, corporation légalement constituée, ayant son siège social à St-Grégoire, district de Nicolet, s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi spéciale à l'effet de l'autoriser, sans restreindre ses pouvoirs actuels, à effectuer des assurances contre le Feu, la Foudre et le Vent.

St-Grégoire, ce 7 décembre 1943.

Les procureurs de la requérante,
5035-50-4-o GAUDET & VIGEANT.

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that "La Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le Feu du comté de Nicolet", a body politic and corporate, having its head office in St-Grégoire, district of Nicolet, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for special act authorizing it, without any restriction of its actual powers, to transact insurance against accidents by fire, lightning and wind.

St-Grégoire, December 7th 1943.

GAUDET & VIGEANT,
5035-50-4-o Attorneys for petitioner.

Avis est par les présentes donné que Reginald Gordon Granville, gentilhomme de la cité de Montréal, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour autoriser The Royal Trust Company et A. R. M. Boulton, exécuteurs testamentaires et fiduciaires aux termes du testament de Mary Everett, veuve de feu Charles King, et leur ordonner de payer audit Reginald Gordon Granville certaines sommes d'argent à même sa part de la succession pour rencontrer certaines obligations et pour acheter une propriété; de traiter comme revenu et non comme capital une partie des actions reçues par eux suivant le plan de réorganisation de Dominion Coal Company Limited, et pour confirmer son droit de disposer par testament de sa part de ladite succession, s'il meurt sans postérité.

Montréal, 9 décembre 1943.

L'avocat du requérant,
5058-51-4-o RENÉ CHÉNEVERT.

Notice is hereby given that Reginald Gordon Granville, of the city of Montreal, gentleman, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to authorize and order The Royal Trust Company and A. R. M. Boulton, testamentary executors and trustees under the last will of the late Mary Everett, widow of the late Charles King, to pay to the said Reginald Gordon Granville certain sums of money on account of his share of the estate to meet certain liabilities and to purchase a property; to treat as revenue and not as capital a part of the shares received by them under the plan or reorganization of Dominion Coal Company Limited and to confirm his right to will his share in the said estate should he die leaving no issue.

Montreal, December 9th, 1943.

RENÉ CHÉNEVERT,
5058-51-4-o Attorney for Petitioner.

AVIS

Avis est par les présentes donné que la Municipalité du Village d'Hébertville Station, s'adressera à la Législature de Québec, lors de la prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi spéciale aux fins suivantes: "imposer et prélever une taxe spéciale dite "taxe de vente", dans les limites de la Municipalité du Village d'Hébertville Station, et autres fins.

Hébertville Station, ce 10 décembre 1943.

Le procureur de la requérante,
5059-51-4-o ANDRÉ GAUTHIER, avocat.

NOTICE

Notice is hereby given that the Municipality of the Village of Hébertville Station, will apply to the Legislature of Quebec at its next session, for the passing of a special Act, for the following purposes: "to impose and levy a special tax, called "Sales Tax" within the limits of the Municipality of the Village of Hébertville Station and for other purposes.

Hébertville Station, December 10th, 1943.

ANDRÉ GAUTHIER, advocate,
5059-51-4 Attorney for the Petitioner.

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que le Crédit Foncier Franco-Canadien, corporation dûment constituée ayant son siège social dans la cité de Montréal, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine Session, pour l'adoption d'une loi amendant sa charte, savoir la loi 43-44 Victoria, chapitre 60, telle qu'amendée par 45 Victoria, chapitre 84; 47 Victoria, chapitre 62; 63 Victoria, chapitre 74 et 7 Édouard VII, chapitre 99, aux fins suivantes: étendre les opérations qui font l'objet de la société; former en un groupement les porteurs de parts de fondateurs, de façon à leur permettre de se réunir en assemblée et de délibérer sur leurs intérêts communs; amender les règles relatives à l'administration de la société, notamment en ce qui concerne la rédaction des procès-verbaux et leur force probante; les attributions du conseil d'administration et les fonctions de directeurs; modifier les dispositions relatives à la composition et au lieu de l'assemblée générale, au mode de convocation, à la constitution du quorum, à la rédaction des procès-verbaux constatant les délibérations et à l'effet de celles-ci; modifier aussi les dispositions relatives aux demandes de prêts, aux conditions à insérer dans les actes de prêts, à la limite des prêts; pourvoir au remboursement des avances faites par la société; autoriser cette dernière à faire certaines modifications par règlements; pourvoir à la création et à l'utilisation éventuelle des reports à nouveau, des réserves et des provisions constituées par les assemblées générales, à la détermination des droits des diverses catégories d'intéressés dans les profits, les fonds de réserve et les provisions; adopter toutes autres dispositions convenables.

Montréal, 10 décembre 1943.

Les Procureurs de la requérante,
BEAULIEU, GOUIN, BOURDON, BEAULIEU
5060-51-4-o & MONTPETIT.

Canada, province de Québec, district de Québec.

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que les Commissaires d'écoles pour la Municipalité de la ville de La Tuque s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi aux fins de ratifier une résolution adoptée par lesdits Commissaires le 3 novembre 1943, ladite résolution pourvoyant à ce qu'une évaluation fixe des biens immobiliers de la St-Maurice Power Corporation, dans la municipalité scolaire de la Ville de La Tuque serve de base aux cotisations qui seront imposées par lesdits Commissaires durant la présente année et jusqu'au 30 juin 1951.

La Tuque, ce 10 décembre 1943.

Le Procureur des requérants,
5061-51-4-o GEORGES ROY.

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que Charles Godfroy de Tonnancour, Armand Godfroy de Tonnancour et Gustave Godfroy de Tonnancour, tous trois hommes d'affaires de la Cité d'Outremont, agissant en leur qualité d'exécuteurs testamentaires de feu Louis Charles Godfroy de Tonnancour, bourgeois, en son vivant de la Cité d'Outremont, s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi déclarant la

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the Crédit Foncier Franco-Canadien, a Corporation duly incorporated and having its Head Office in the City of Montreal, shall apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next Session, to secure the passing of a law amending its Charter, contained in the Statute 43-44 Victoria, Chapter 60, as amended by 45 Victoria, Chapter 84; 47 Victoria, Chapter 62; 63 Victoria, Chapter 74 and 7 Edward VII, Chapter 99, for the following purposes: to extend the operations forming the object of the Corporation; to form into a group the bearers of founders' shares, so as to permit them to meet and to deliberate upon their common interest; to amend the regulations concerning the administration of the Corporation, namely concerning the drafting of Minutes and their effect as evidence, the powers of the Board of Directors and the rights and duties of Managers; to modify the provisions concerning the composition and place of the General Meeting, the form of notices, the constitution of the quorum, the drafting of Minutes showing the deliberations and the effect of same; to modify also the provisions regarding the applications for loans, the conditions to be inserted in deeds of loan, the limit for loans, to provide for the reimbursement of advances made by the Corporation to authorize the Corporation to make certain changes by means of by-laws; to provide for the setting aside and the eventual use of amounts carried over, of reserves and of provisions set aside by General Meetings, the determination of the rights of various classes of parties interested in the profits, in the amounts of reserves and provisions; to adopt all other amendments deemed advisable.

Montreal, December 10th 1943.

BEAULIEU, GOUIN, BOURDON, BEAULIEU
& MONTPETIT,
5060-51-4-o Attorneys for the Petitioner.

Canada, Province of Quebec, District of Quebec.

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the School Commissioners for the Municipality of the Town of La Tuque will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an act ratifying a resolution adopted by the said School Commissioners on the 3rd of November 1943, the said resolution providing that a fixed valuation of the immovable property of St-Maurice Power Corporation in the School Municipality of Town of La Tuque shall serve as a basis for the assessments to be imposed by the said Commissioners during the present year and up to June 30th, 1951.

La Tuque, December 10th, 1943.

GEORGES ROY,
5061-51-4-o Attorney for Applicants.

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that Charles Godfroy de Tonnancour, Armand Godfroy de Tonnancour and Gustave Godfroy de Tonnancour, all three business men of the City of Outremont, acting in their quality of Testamentary Executors of the late Louis Charles Godfroy de Tonnancour, gentleman, in his lifetime of the City of Outremont, shall apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next Session, to secure the passing of a law declaring the said

susdite Succession propriétaire à toutes fins légales des six-septièmes indivis des rentes constituées de la Seigneurie de La Vallière ou Yamaska.

Montréal, 14 décembre 1943.

Les procureurs des Requérants,
BEAULIEU, GOUIN, BOURDON, BEAULIEU
5067-51-4-o & MONTPETIT.

Estate owner for all legal purposes of the undivided six-sevenths of the constituted rents of the Seigniorie of La Vallière or Yamaska.

Montreal, December 14th 1943.

BEAULIEU, GOUIN, BOURDON, BEAULIEU
& MONTPETIT, Attorneys for the Petitioners.
5067-51-4-o

Avis est donné qu'une demande sera faite à la Législature de cette province, à sa prochaine session, par monsieur André Blaquièrre, cultivateur, de L'Etang du Nord, Îles de la Madeleine, pour l'adoption d'une loi pourvoyant à l'exécution du testament de feu Monseigneur J.-A.-H. Blaquièrre, curé du même lieu, par l'exécuteur nommé par le testateur, dont les pouvoirs sont terminés, définissant les pouvoirs et la durée des fonctions de cet exécuteur et confirmant les legs contenus dans ce testament.

Montréal, le 3 décembre 1943.

Les procureurs du Requérant,
5062-51-4-o GEOFFRION & PRUD'HOMME.

Notice is given that application will be made to the Legislature of this Province, at its next session, by Mr. André Blaquièrre, Farmer, of L'Etang du Nord, Magdalen Islands, for the passing of a Statute providing for the execution of the Will of the late Monseigneur J. A. H. Blaquièrre, Curate of that place, by the executor named by the testator whose powers are expired, defining the powers and the duration of the powers of this executor and confirming the legacies contained in the Will.

Montreal, 3rd December 1943.

GEOFFRION & PRUD'HOMME,
Solicitors for Petitioner.
5062-51-4-o

Avis est par les présentes donné que l'Association Nationale de Bénéfices Mutuels, société de secours mutuels légalement constituée, ayant son siège social à Montréal, s'adressera à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi constituant ses membres actuels, ainsi que toutes les personnes qui se joindront à eux en corporation sous le nom de l'Association Nationale de Bénéfices Mutuels, The National Mutual Benefit Association, aux fins de réaliser les opérations suivantes:

Toutes opérations d'assurance et de réassurance des personnes; et

Sans restreindre la généralité des pouvoirs ci-dessus, notamment, le pouvoir d'accorder à ses membres, leurs épouses, leurs enfants ou pupilles, des bénéfices en cas de maladie, d'accidents, de revers de fortune, y compris les services de médecins, de garde-malades ou d'hôpitaux; de payer une ou des sommes d'argent au décès de ses membres ou de quelqu'un des membres de leurs familles; de payer une indemnité à quelqu'un de ses membres frappés d'invalidité totale, temporaire ou permanente; de payer à quelqu'un de ses membres des rentes ou dotations; d'unir fraternellement ses membres et toutes les personnes qui seront par la suite admises dans la société aux fins de leur procurer des secours.

Le siège social de la société sera situé à Montréal. La société sera une société de secours mutuels, au sens de la Loi des Assurances de Québec (Statuts Refondus Québec, 1941, ch. 299).

Montréal, le 14 décembre 1943.

Les procureurs de la requérante,
PAGER, ARCHAMBAULT,
5087-51-4-o LESPÉRANCE & DANSEREAU.

Notice is hereby given that "l'Association Nationale de Bénéfices Mutuels", a mutual benefit association duly incorporated, having its head office at Montreal, will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, for the passing of an Act incorporating its actual members, as well as all those who shall join them as a corporation under the name of "l'Association Nationale de Bénéfices Mutuels, The National Mutual Benefit Association", in order to transact the following business:

All classes of insurance and reinsurance of persons; and

Without restricting the generality of the foregoing powers, in particular, the power to grant to its members, their wives, their children or wards, benefits in case of sickness, accidents, reverses of fortune, including the services of doctors, nurses or hospitals; to pay a sum or sums of money in the case of the death of its members or any member of their families; to pay an indemnity to any of its members stricken with total, temporary or permanent incapacity; to pay to any of its members annuities or endowments; to unite in a brotherly manner its members and all those who shall later be admitted into the association with a view to helping them.

The head office of the association will be at Montreal.

The association will be a mutual benefit association, in the sense of the Quebec Insurance Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 299).

Montreal, December 14, 1943.

PAGER, ARCHAMBAULT,
LESPÉRANCE & DANSEREAU, Attorneys for petitioner.
5087-51-4

Département de l'Agriculture

AVIS PUBLIC

Concernant la dissolution de cercles agricoles dans le comté de Chicoutimi.

Avis est, par les présentes, donné que le cercle agricole de la Municipalité du canton Kénogami, le cercle agricole de la paroisse de St-Cyriac, le cercle agricole de la Municipalité du canton Taché,

Department of Agriculture

PUBLIC NOTICE

Respecting the dissolution of Farmers' Clubs in the County of Chicoutimi.

Notice is hereby given that the Farmers' Club of the Municipality of the Township of Kénogami, the Farmers' Club of the Parish of St-Cyriac, the Farmers' Club of the Munic-

tous trois dans le comté de Chicoutimi, ayant négligé pendant deux ans de se conformer aux exigences de la loi des Cercles Agricoles (S.R.Q. 1941, chap. 118), le ministre de l'Agriculture les déclare dissous conformément à l'article 44 de la dite loi.

Québec, ce 10 décembre 1943.

Le sous-ministre adjoint de l'Agriculture,
5071-o ADRIEN MORIN.

Avis est par le présent donné qu'une société coopérative agricole a été constituée dans le comté de Beauce, en vertu de la loi des sociétés coopératives agricoles (S.R. 1941, c. 120); sous le nom de "Beurrerie Coopérative de St-Alfred" et que son principal siège d'affaires est à St-François-Ouest, comté de Beauce.

Le ministre autorise la formation de cette société.

Québec, ce quatorzième jour de décembre 1943.

Le sous-ministre adjoint de l'Agriculture,
5070-o ADRIEN MORIN.

AVIS PUBLIC

Concernant la dissolution de cercles agricoles dans le comté du Lac St-Jean.

Avis est, par les présentes, donné que le cercle agricole de la Municipalité du canton Hébertville, le cercle agricole de la Municipalité du village Hébertville-Station, le cercle agricole de la paroisse de St-Jérôme du Lac St-Jean, le cercle agricole de la paroisse de St-Joseph d'Alma, le cercle agricole de la paroisse de St-Nazaire, tous cinq dans le comté de Lac St-Jean, ayant négligé pendant deux ans de se conformer aux exigences de la loi des Cercles Agricoles (S.R.Q. 1941, chap. 118), le ministre de l'Agriculture les déclare dissous conformément à l'article 44 de la dite loi.

Québec, ce 10 décembre 1943.

Le sous-ministre adjoint de l'Agriculture,
5072-o ADRIEN MORIN.

AVIS PUBLIC

Concernant la dissolution de cercles agricoles dans le comté de Matapédia.

Avis est, par les présentes, donné que le cercle agricole de la paroisse de St-Jean-Baptiste de Vianney, le cercle agricole de la paroisse de St-Tharcisius et le cercle agricole de la paroisse de Ste-Marguerite-Marie, tous trois dans le comté de Matapédia, ayant négligé pendant deux ans de se conformer aux exigences de la loi des Cercles Agricoles (S.R.Q. 1941, chap. 118), le ministre de l'Agriculture les déclare dissous conformément à l'article 44 de la dite loi.

Québec, ce 10 décembre 1943.

Le sous-ministre adjoint de l'Agriculture,
5073-o ADRIEN MORIN.

AVIS PUBLIC

Concernant la dissolution de cercles agricoles dans le comté de Roberval.

Avis est, par les présentes, donné que le cercle agricole de la Municipalité de St-Amédée de Péribonca, le cercle agricole de la paroisse de St-André, le cercle agricole de la paroisse de St-Michel de Mistassini, tous trois dans le comté de Roberval, ayant négligé pendant deux ans de se conformer aux exigences de la loi des

ipality of the Township of Taché, all three in the County of Chicoutimi, having neglected for two years to comply with the requirements of the Farmers' Clubs Act (R.S.Q., 1941, chap. 118), the Minister of Agriculture declares them dissolved in conformity with section 44 of the said Act.

Quebec, this 10th December, 1943.

ADRIEN MORIN,
5071 Acting Deputy Minister of Agriculture.

Notice is hereby given that a cooperative agricultural association has been formed in the County of Beauce, under the Cooperative Associations Act (R.S. 1941, chap. 120), under the name of "Beurrerie Coopérative de St-Alfred", and that its principal place of business is at St-François-Ouest, County of Beauce.

The Minister authorizes the formation of the said association.

Quebec, the fourteenth day of December, 1943.

ADRIEN MORIN,
5070 Acting Deputy Minister of Agriculture.

PUBLIC NOTICE

Respecting the Dissolution of Farmers' Clubs in the County of Lake St. John.

Notice is hereby given that the farmers' club of the municipality of the Township of Hébertville, the farmers' club of the Municipality of the Village of Hébertville-Station, the farmers' club of the Parish of St-Jérôme du lac St-Jean, the farmers' club of the Parish of St-Joseph d'Alma, the farmers' club of the Parish of St-Nazaire, all five in the County of Lake St. John, having neglected for two years to comply with the requirements of the Farmers' Clubs Act (R.S.Q. 1941, chapter 118), the Minister of Agriculture declares them dissolved, pursuant to section 44 of the said Act.

Quebec, December 10th, 1943.

ADRIEN MORIN,
5072 Acting Deputy Minister of Agriculture.

PUBLIC NOTICE

Respecting the dissolution of Farmers' Clubs in the County of Matapédia.

Notice is hereby given, that the Farmers' Club of the Parish of St-Jean-Baptiste-de-Vianney, the Farmers' Club of the Parish of St-Tharcisius, and the Farmers' Club of the Parish of Ste-Marguerite-Marie, all three in the County of Matapédia, having neglected for two years to comply with the requirements of the Farmers' Clubs Act (R.S.Q. 1941, chap. 118), the Minister of Agriculture declares them dissolved, pursuant to section 44 of the said Act.

Quebec, December 10th, 1943.

ADRIEN MORIN,
5073 Acting Deputy Minister of Agriculture.

PUBLIC NOTICE

Respecting the dissolution of Farmers' Clubs in the County of Roberval.

Notice is hereby given that the Farmers' Club of the Municipality of St-Amédée de Péribonca, the Farmers' Club of the Parish of St-André, the Farmers' Club of the Parish of St-Michel de Mistassini, all three in the County of Roberval, having neglected for two years to comply with the requirements of the Farmers' Clubs Act (R.S.

Cercles Agricoles (S.R.Q. 1941, chap. 118), le ministre de l'Agriculture les déclare dissous conformément à l'article 44 de la dite loi.

Québec, ce 10 décembre 1943.

Le sous-ministre adjoint de l'Agriculture,
5074-o ADRIEN MORIN.

AVIS PUBLIC

Concernant la société d'agriculture du comté de Lévis.

Vu les dispositions de l'article 30 de la Loi des sociétés d'agriculture (S.R.Q. 1941, chap. 117), tel que modifié par la loi 6 Geo. VI, chap. 41;

Attendu que la société d'agriculture du comté de Lévis et les deux tiers au moins des cercles agricoles établis dans le territoire de ladite société d'agriculture, se sont conformés aux dispositions du susdit article 30;

Avis est, par les présentes, donné que le ministre de l'Agriculture a approuvé la résolution du bureau de direction de la société d'agriculture du comté de Lévis, aux fins de décréter que ladite société se composera à l'avenir des cercles agricoles formés dans son territoire.

Québec, ce onze décembre 1943.

Le sous-ministre adjoint de l'Agriculture,
5075-o ADRIEN MORIN.

Q., 1941, chap. 118), the Minister of Agriculture declares them dissolved in conformity with section 44 of the said Act.

Quebec, this 10th December, 1943.

ADRIEN MORIN,
5074 Acting Deputy Minister of Agriculture.

PUBLIC NOTICE

Respecting the Agricultural Society of the County of Lévis.

Pursuant to the provisions of section 30 of the Agricultural Societies Act (R.S.Q., 1941, chap. 117), as amended by the Act 6 Geo. VI, chap. 41;

Whereas the Agricultural Society of the County of Lévis and the two thirds at least of the Farmers' Clubs established in the territory of the said Agricultural Society, have complied with the provisions of the aforesaid section 30;

Notice is hereby given that the Minister of Agriculture has approved the resolution of the board of directors of the Agricultural Society of the County of Lévis, for the purpose of enacting that the said society shall, in future, consist of the Farmers' Clubs formed in its territory.

Quebec, this eleventh of December, 1943.

ADRIEN MORIN,
5075 Acting Deputy Minister of Agriculture.

Département de l'Instruction publique

Québec, le 13 décembre 1943.

DÉLIMITATION D'UNE MUNICIPALITÉ SCOLAIRE.

Demande est faite d'annexer à la municipalité scolaire de la paroisse de Bagotville, dans le comté de Chicoutimi, le territoire de la municipalité scolaire du Cap-à-l'Ouest, dans le même comté, tel qu'érigé par arrêté ministériel en date du 7 avril 1887.

5064-51-2-o

Department of Education

Quebec, December 13th, 1943.

DELIMITATION OF A SCHOOL MUNICIPALITY.

Application is made to annex to the school municipality of the Parish of Bagotville, in the County of Chicoutimi, the territory of the school municipality of Cap-à-l'Ouest, in the same county, as erected by Order in Council bearing date the 7th of April, 1887.

5064-51-2

ERRATUM

Veuillez prendre note que le prénom de Monsieur Brais, membre de la Commission du salaire minimum, nommé juge de paix le 22 octobre dernier, et dont l'avis relatif à cette nomination a été publié dans le N° 48 de la *Gazette officielle de Québec*, en date du 27 novembre 1943, doit se lire "Brunay E."

5088-o

ERRATUM

Please note that the christian name of Mr. Brais, member of the Minimum Wage Commission, appointed Justice of the Peace on the 22nd of October last, and whereof the notice respecting this appointment was published in No. 48 of the *Quebec Official Gazette*, bearing date the 27th November, 1943, should read: "Brunay E."

5088

Minutes de notaires

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'une requête a été présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en conseil par monsieur Gaspard Éthier, notaire, demeurant et pratiquant à Saint-Flavien, Lotbinière, district judiciaire de Québec, par laquelle il demande la transmission des minutes, répertoire et index de feu J.-A. Verville, en son vivant notaire de Saint-Flavien, district judiciaire de Québec.

Québec, ce 6 décembre 1943.

Le Sous-secrétaire de la Province,
5025-50-4-o JEAN BRUCHESI.

Notarial Minutes

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that a petition has been presented to His Honour the Lieutenant-Governor in Council by Mr. Gaspard Éthier, notary, residing and practising at Saint-Flavien, Lotbinière, judicial district of Québec, whereby he asks for the transfer of the minutes, repertory and index of the late J. A. Verville, in his lifetime notary of Saint-Flavien, judicial district of Québec.

Quebec, this 6th December, 1943.

JEAN BRUCHESI,
5025-50-4 Under Secretary of the Province.

Nominations

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, et par commissions, de faire les nominations suivantes:

Québec, 19 novembre 1943.

M. Joseph-René Côté, employé à la Commission de l'assurance-chômage, St-Grégoire-de-Montmorency: juge de paix aux fins de recevoir le serment seulement, avec juridiction sur le district judiciaire de Québec, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15).

M. Walter J. Manning, ingénieur régional au Service maritime du Ministère des transports, 3 Avenue de Bienville, Québec: juge de paix aux fins de recevoir le serment seulement, avec juridiction sur toute la province de Québec, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15).

Québec, 25 novembre 1943.

M. Joseph-Henri Lavigne, employé de la cité de Montréal, 10418 rue St-Charles, Montréal: juge de paix aux fins de recevoir le serment seulement, avec juridiction sur le district judiciaire de Montréal, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15).

M. Paul-Émile Déry, commis, Shawinigan Falls, Qué.: juge de paix aux fins de recevoir le serment seulement, avec juridiction sur le district judiciaire des Trois-Rivières, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15).

M. J.-René Hébert, vice-président de la Cie Daigle & Paul Ltée, 6031 Avenue Verdun, Verdun: juge de paix aux fins de recevoir le serment seulement, avec juridiction sur le district judiciaire de Montréal, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15).

M. Jean-Louis Lachance, employé de la Quebec North Shore Paper Company, Baie Comeau: juge de paix aux fins de recevoir le serment seulement, avec juridiction sur le district judiciaire de Saguenay, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15).

M. Lionel Caldwell, géolier, New Carlisle: adjoint à la Commission de la paix pour le district judiciaire de Bonaventure.

M. Roderick MacLeay, inspecteur du "Central Inventory Records Division" du département des munitions et approvisionnements, 4843 rue Ste-Catherine, Westmount, P.Q.: juge de paix aux fins de recevoir le serment seulement, avec juridiction sur la province de Québec, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15).

M. David M. Craig, inspecteur de division du comité de protection civile, 1126 rue Visitation, Montréal: juge de paix aux fins de recevoir le serment seulement, avec juridiction sur le district judiciaire de Montréal, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15).

5089-o

Appointments

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council, and by Commission, to make the following appointments:

Quebec, November 19, 1943.

Mr. Joseph René Côté, employee in the Unemployment Insurance Commission, St-Grégoire-de-Montmorency: to be Justice of the Peace for the purpose of administering the oath only, with jurisdiction over the judicial district of Quebec, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q., 1941, chapter 15).

Mr. Walter J. Manning, district engineer, Department of Transports, Marine Service, 3 de Bienville Avenue, Quebec: to be Justice of the Peace for the purpose of administering the oath only, with jurisdiction throughout the Province of Quebec, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q., 1941, chapter 15).

Quebec, November 25, 1943.

Mr. Joseph Henri Lavigne, employee of the City of Montreal, 10418 St-Charles street, Montreal: to be Justice of the Peace for the purpose of administering the oath only, with jurisdiction over the judicial district of Montreal, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q., 1941, chapter 15).

Mr. Paul Émile Déry, clerk, Shawinigan Falls, Que.: to be Justice of the Peace for the purpose of administering the oath only, with jurisdiction over the judicial district of Trois-Rivières, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q., 1941, chapter 15).

Mr. J. René Hébert, vice president of the "Cie Daigle & Paul Ltée", 6031 Verdun Avenue, Verdun: to be Justice of the Peace for the purpose of administering the oath only, with jurisdiction over the judicial district of Montreal, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q., 1941, chapter 15).

Mr. Jean Louis Lachance, employee of the Quebec North Shore Paper Company, Baie Comeau: to be Justice of the Peace for the purpose of administering the oath only, with jurisdiction over the judicial district of Saguenay, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q., 1941, chapter 15).

Mr. Lionel Caldwell, jailer, New Carlisle: to be Peace Commissioner for the judicial district of Bonaventure.

Mr. Roderick MacLeay, Inspector of the Central Inventory Records Division of the Department of Munitions and Supply, 4843 St. Catherine Street, Westmount, P.Q.: to be Justice of the Peace, to receive oaths only, with jurisdiction over the Province of Quebec, in conformity with the prescriptions of Section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q., 1941, Chapter 15).

Mr. David M. Craig, Division Inspector of the Civil Protection Committee, 1126 Visitation Street, Montreal: to be Justice of the Peace, to receive oaths only, with jurisdiction over the judicial district of Montreal, according to the provisions of Section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q., 1941, Chapter 15).

5089

Proclamations

Canada,
Province de
Québec.
[G.S.]

EUG. FISET

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes.

A Nos très aimés et fidèles conseillers les membres du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de la province de Québec,

SALUT.

ATTENDU que, pour diverses considérations, il est à propos de convoquer la Législature de la province de Québec pour l'expédition des affaires, Nous vous convoquons par les présentes pour le DIX-HUIT JANVIER prochain, et en conséquence, nous mandons et ordonnons de vous assembler à cette date au palais législatif, en la cité de Québec, pour y expédier les affaires de la province et y examiner, discuter et décider les questions qui vous seront soumises.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de la province de Québec. TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable sir EUGÈNE-MARIE-JOSEPH FISET, chevalier, commandeur de Notre Ordre très distingué de Saint-Michel et Saint-Georges, lieutenant-gouverneur de ladite Province.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, à Québec, ce TROISIÈME jour de DÉCEMBRE, l'an de grâce mil neuf cent quarante-trois et de Notre règne le septième.

Par ordre,

Le Secrétaire de la chancellerie à Québec,
ANTOINE LEMIEUX.

5001-50-6-o

Canada,
Province de
Québec.
[L.S.]

EUG. FISET

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,—SALUT.

PROCLAMATION

L. DÉSILETS, } **A**TTENDU que les
Assistant-procureur } corporations munici-
général. } pales du village de Mont-
morency et de la paroisse de St-Romuald d'Etchemin ont demandé que la juridiction de la Cour des jeunes délinquants de Québec soit étendue à chaque municipalité respectivement;

ATTENDU que chacune de ces corporations municipales a accepté de payer les frais de transport des enfants et les frais de déplacement (frais de transport et de pension), des officiers de probation chargés de faire, dans certains cas, les enquêtes prévues par la Loi des jeunes délinquants, 1929, (19-20 George V, chapitre 46);

Proclamations

Canada,
Province of
Quebec.
[G.S.]

EUG. FISET

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To Our Beloved and Faithful Councillors the Members of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of the Province of Quebec,

GREETING.

WHEREAS, for various considerations, it is expedient to convoke the Legislature of the Province of Quebec for the dispatch of business, We hereby convene you for the EIGHTEENTH day of JANUARY next and, accordingly, command and order you to meet on such date at the Parliament Buildings, in the City of Quebec, for the dispatch of the business of the Province and to examine, discuss and decide the questions to be submitted to you.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our Province of Quebec to be hereunto affixed. WITNESS: Our Right Trusty and Well beloved the Honourable Sir EUGÈNE MARIE JOSEPH FISET, Knight, Commander of Our most distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant-Governor of Our said Province.

At Our Government House, in Our City of Quebec, this THIRD day of the month of DECEMBER, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and forty-three and in the seventh year of Our Reign.

By command,

ANTOINE LEMIEUX,

Clerk of the Crown in Chancery at Quebec.

5001-50-6-o

Canada,
Province of
Quebec.
[L.S.]

EUG. FISET

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,—GREETING.

PROCLAMATION

L. DÉSILETS, } **W**HEREAS the Municipal
Deputy Attorney } Corporations of the
General. } Village of Montmorency and
of the Parish of St-Romuald d'Etchemin have requested that the jurisdiction of the Juvenile Delinquents' Court of Quebec be extended to each Municipality respectively;

WHEREAS each of the said Municipal Corporations agrees to pay the costs of transportation of the children and the travelling expenses (costs of keeping and transportation) of the probation officers charged with making, in certain cases, inquiries provided by the Juvenile Delinquents' Act, 1929, (19-20 George V, chap. 46);

ATTENDU qu'il y a lieu de faire droit aux demandes faites par lesdites corporations municipales;

ATTENDU que, en vertu d'une proclamation du Gouverneur général émise conformément aux dispositions de l'article 44 de la Loi des jeunes délinquants, 1929, (19-20 George V, chapitre 46), ladite Loi a été déclarée exécutoire dans les municipalités du village de Montmorency et de la paroisse de St-Romuald-d'Etchemin.

A CES CAUSES, de l'avis et du consentement de Notre Conseil Exécutif et conformément aux dispositions de l'article 44 de la Loi des jeunes délinquants, 1929, (19-20 George V, chapitre 46) Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons que, à compter du dix-huit décembre 1943, la juridiction de la Cour des jeunes délinquants de Québec soit étendue aux municipalités du village de Montmorency et de la paroisse de St-Romuald-d'Etchemin.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre Province de Québec:

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé le Major-Général l'honorable Sir Eugène-Marie-Joseph Fiset, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., lieutenant-gouverneur de Notre dite province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce dix-huitième jour de décembre en l'année mil neuf cent quarante-trois de l'ère chrétienne et de Notre Règne la Huitième année.

Par ordre,

Le sous-secrétaire de la Province,
5090-o JEAN BRUCHESI.

Canada,
Province de
Québec.
[L.S.]

EUG. FISET

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,—SALUT.

PROCLAMATION

L. DÉSILETS, }
Assistant-procureur }
général. } ATTENDU que certains propriétaires de biens-fonds situés dans les municipalités du canton de Stratford, de Disraeli et de Lambton, par leur requête, demandent que le territoire qu'ils habitent soit détaché desdites municipalités et érigé en municipalité distincte sous le nom de: "La municipalité de la paroisse de Sainte-Praxède", dans le comté de Wolfe;

ATTENDU que toutes les formalités prescrites par la loi ont été accomplies;

ATTENDU qu'il y a lieu de se rendre à cette demande;

A CES CAUSES, de l'avis et du consentement de Notre Conseil exécutif, exprimé dans un décret N° 3454 du 19 novembre 1943, et conformément aux dispositions du Code municipal de Notre province de Québec, Nous déclarons que le territoire suivant, savoir:

Un territoire situé en partie dans le canton de Price et en partie dans le canton de Stratford,

WHEREAS it is expedient to grant the requests made by the said Municipal Corporations;

WHEREAS, in virtue of a proclamation of the Governor General issued in conformity with the provisions of section 44 of the Juvenile Delinquents' Act, 1929, (19-20 George V, chapter 46), the said Act was decreed executory in the Municipalities of the Village of Montmorency and the Parish of St-Romuald d'Etchemin.

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council and pursuant to the provisions of section 44 of the Juvenile Delinquents' Act, 1929, (19-20 George V, chapter 46) We have enacted and ordered and do hereby enact and order that from and after the eighteenth of December, 1943, the jurisdiction of the Juvenile Delinquents' Court of Quebec be extended to the Municipalities of the Village of Montmorency and the Parish of St-Romuald d'Etchemin.

OF ALL OF WHICH Our loving subjects and all others whom these present may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our Province of Quebec, to be hereunto affixed:

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved Major General, the Honourable Sir Eugène-Marie-Joseph Fiset, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this eighteenth day of December, in the year of Our Lord nineteen hundred and forty-three and the eighth year of Our Reign.

By command,

JEAN BRUCHESI,
5090 Under Secretary of the Province.

Canada,
Province of
Quebec.
[L.S.]

EUG. FISET

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,—GREETING.

PROCLAMATION

L. DÉSILETS, }
Deputy Attorney }
General. } WHEREAS certain property owners situate in the municipalities of the Township of Stratford, of Disraeli and of Lambton, by their petition, request that the territory which they inhabit be detached from the said municipalities and erected into a separate municipality, under the name of "The Municipality of the Parish of Sainte-Praxède", in the County of Wolfe;

WHEREAS all the formalities prescribed by law have been fulfilled;

WHEREAS it is expedient to grant the said request;

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council, expressed in an Order No. 3454, dated the 19th of November, 1943, and pursuant to the provisions of the Municipal Code of Our Province of Quebec, We hereby declare that the following territory, to wit:

A territory situate partly in the Township of Price and partly in the Township of Stratford,

comprenant tous les lots, et leurs subdivisions s'il s'en trouve, du cadastre officiel fait pour chacun desdits cantons de Price et de Stratford renfermés dans les limites suivantes, à savoir: partant du point d'intersection du prolongement de la ligne séparative des cantons de Price et de Stratford avec l'axe de la rivière St-François; de là, suivant ledit axe en remontant la rivière et continuant en suivant l'axe du lac St-François jusqu'au prolongement de la ligne séparative des lots Nos 8d et 9a du rang I de cadastre officiel du canton de Price; de là, le dit prolongement et ladite ligne prolongée vers le sud-ouest jusqu'à la ligne séparative des cantons de Price et de Stratford et cette dernière ligne jusqu'à la ligne séparative des cantons de Stratford et de Winslow; de là, dans le canton de Stratford, en référence au cadastre officiel dudit canton, passant successivement par les lignes suivantes: ladite ligne séparative des cantons de Stratford et de Winslow, la ligne séparant les lots Nos 14a et 14b des lots Nos 15a et 15b du rang IV, les lignes séparatives des lots Nos 14 et 15 du rang V, 14 et 15 du rang VI, des rangs VI et VII, des lots Nos 6 et 7 du rang VII; la ligne séparant le rang VII d'avec les rangs III-N.-E. et VIII, les lignes séparatives des rangs II-N.-E. et III-N.-E., des lots Nos 10 et 11 du rang III-N.-E., des rangs X et III-N.-E., des rangs IX et X, des lots Nos 1 et 2 du rang X, des rangs X et XI, des lots Nos 10 et 11 du rang XI, des rangs XI et XII, des lots Nos 19 et 20 du rang XII et le prolongement de cette dernière jusqu'à l'axe de la rivière St-François; de là, ledit axe de la rivière St-François en remontant jusqu'au point de départ; ledit territoire, ensemble avec tous les chemins, rivières, lacs, cours d'eau ou partie d'iceux compris dans les limites ci-dessus décrites, soit, quant à sa partie située dans le canton de Stratford au sud-est des lignes séparatives des rangs IX et X et des lots Nos 11 et 12 du rang III-N.-E., détaché de la municipalité du canton de Stratford, quant à sa partie située dans le même canton et au nord-ouest des mêmes lignes séparatives, détaché de la municipalité de Disraeli, quant à sa partie située dans le canton de Price, détaché de la municipalité de Lambton et érigé en une municipalité distincte sous le nom de "Municipalité de la paroisse de Sainte-Praxède", dans le comté municipal de Wolfe, telle érection devant compter du 1er janvier 1944, le tout sous l'autorité des articles 35 et suivants du Code municipal.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre Province de Québec:

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé le Major-Général l'honorable Sir Eugène-Marie-Joseph Fiset, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., lieutenant-gouverneur de Notre dite province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce neuvième jour de décembre en l'année mil neuf cent quarante-trois de l'ère chrétienne et de Notre Règne la septième année.

Par ordre,

Le sous-secrétaire de la Province,

5091-o

JEAN BRUCHESI. 5091

comprising all the lots, and their subdivisions, if any, of the official cadastre, made for each of the said Townships of Price and Stratford, enclosed within the following limits, to wit: starting from the point of intersection of the prolongation of the division line of the Townships of Price and Stratford, with the axis of the St. Francis River; thence, following the said axis ascending the river and continuing following the axis of Lake St. Francis, to the prolongation of the division line of lots Nos. 8d and 9a of Range I of the official cadastre for the township of Price; thence, the said prolongation and the said prolonged line towards the Southwest, to the division line of the Townships of Price and Stratford and this latter line to the division line of the Townships of Stratford and of Winslow; thence, in the Township of Stratford, with reference to the official cadastre for said Township, passing successively by the following lines: the said division line of the Townships of Stratford and Winslow, the line separating lots Nos. 14a and 14b from lots Nos. 15a and 15b of Range IV, the division lines of lots No. 14 and 15 of Range V, 14 and 15 of Range VI, of Ranges VI and VII, of lots Nos. 6 and 7 of Range VII; the line separating Range VII from Ranges III-N.-E. and VIII, the division lines of Ranges II-N.-E. and III-N.-E., lots Nos. 10 and 11 of Range III-N.-E., Ranges X and III-N.-E., of Ranges IX and X, of lots Nos. 1 and 2 of Range X, of Ranges X and XI, of lots Nos. 10 and 11 of Range XI, Ranges XI and XII, of lots Nos. 19 and 20 of Range XII and the prolongation of the latter to the axis of the River St. Francis; thence the said axis of the River St. Francis, ascending to the starting point; the said territory, together with all the roads, rivers, lakes, watercourses or parts thereof, comprised within the limits hereinabove described, be, as to so part thereof situate in the Township of Stratford, on the Southeast of the division lines of Ranges IX and X and of lots Nos. 11 and 12 of Range III-N.-E., detached from the municipality of the Township of Stratford, as to the part thereof situate in the same township and on the Northwest, the same division lines, detached from the Township of Disraeli, as to the part thereof situate in the Township of Price, detached from the municipality of Lambton and erected into a separate municipality under the name of "Municipality of the Parish of Sainte-Praxède" in the Municipal County of Wolfe, such erection to come into effect from and after the 1st of January, 1944, the whole under the authority of articles 35 and following of the Municipal Code.

OF ALL OF WHICH Our loving subjects and all others whom these present may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our Province of Quebec, to be hereunto affixed:

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved Major General, the Honourable Sir Eugène-Marie-Joseph Fiset, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this ninth day of December, in the year of Our Lord, nineteen hundred and forty-three, and the Seventh year of Our Reign.

By command,

JEAN BRUCHESI,

Under Secretary of the Province.

Soumissions

Canada, Province de Québec

CITÉ DU CAP DE LA MADELEINE

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné jusqu'à cinq heures de l'après-midi lundi, le trois janvier 1944, pour l'achat d'une émission de \$35,000.00 d'obligations de la corporation de la cité du Cap de la Madeleine datées du trois janvier 1944 et remboursables par séries de janvier 1945 à janvier 1964 avec intérêt à 3½% payable semi-annuellement les premier janvier et juillet, capital et intérêt payables au bureau principal de la Banque Canadienne Nationale au Cap de la Madeleine et aux bureaux de la même Banque aux Trois-Rivières, à Québec et à Montréal, au choix du porteur. Les obligations seront de la dénomination de \$100.00 et de \$500.00.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté de 1% du montant de l'émission.

Toute soumission devra spécifier si les intérêts accrus sont compris ou non dans le prix de la soumission.

Ces obligations pourront être enregistrées quant au capital; elles seront livrées dans le plus bref délai possible.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil municipal qui sera tenue le trois janvier 1944 à 8 hrs p.m. à la salle municipale.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute, ni aucune des soumissions.

Cap de la Madeleine, 16 décembre 1943.

5084-o

Le greffier,
F. BEAUMIER.

Tenders

Canada, Province of Quebec

CITY OF CAP DE LA MADELEINE

Public notice is hereby given that sealed tenders endorsed "Tender for Bonds" will be received by the undersigned until five, Monday, January 3rd, 1944, for the purchase of an issue of \$35,000.00 at 3½% bonds of the Corporation of the City of Cap de la Madeleine, dated January 3rd, 1944 and redeemable by series from January 1945 to January 1964 with semi-annual interest on January and July 1st, principal and interest payable at the branch of Banque Canadienne Nationale at Cap de la Madeleine and its branch offices at Montreal, Quebec and Trois-Rivières. Denomination to be \$100.00 and \$500.00.

Each tender must be accompanied by an accepted check equal to 1% of the amount of the issue.

Each tender must stipulate whether the accrued interest is included or not in the price of the tender.

Said bonds may be registered as to principal; they shall be delivered in the shortest possible delay.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Municipal Council to be held in the Town Hall on January 3, 1944 at 8 p.m.

The Municipal Council reserves its right of accepting neither the highest nor any of the tenders.

Cap de la Madeleine, the 16th day of December, 1943.

5084-o

F. BEAUMIER,
City Clerk.

Ventes par licitation

AVIS DE LICITATION

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure, siégeant à Montréal, dans le district de Montréal, le 22 novembre 1943, dans une cause dans laquelle Roméo Mongeau, aiguilleur, des cité et district de Montréal, est demandeur, et Fédora Mongeau, Wilfrid Mongeau et Dame Georgia Mongeau, épouse contractuellement séparée de biens d'Armand A. Pigeon, et ce dernier partie aux présentes pour autoriser et assister sadite épouse à toutes fins que de droit, tous des cité et district de Montréal, sont défendeurs, ordonnant la licitation de certains immeubles désignés comme suit:

1. Un emplacement situé sur la rue Ontario est, en la cité de Montréal, connu et désigné sous le numéro trois cent treize de la subdivision officielle du lot originaire numéro vingt-neuf (N° 29-213) des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga, avec toutes bâtisses dessus érigées portant les numéros 3471 à 3475 de ladite rue Ontario est, comme le tout se trouve présentement, avec toutes les servitudes actives et passives y attachées, et sous toutes autres charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des

Sales by Licitaton

NOTICE OF LICITATION

Notice is hereby given that under and by virtue of a judgment of the Superior Court sitting at Montreal, in the district of Montreal, on November 22nd 1943, in a cause in which Roméo Mongeau, pointsman, of the city and district of Montreal, is Plaintiff, and Fédora Mongeau, Wilfrid Mongeau and Dame Georgia Mongeau, wife separate as to property of Armand A. Pigeon, and the latter to authorize and assist his wife à toutes fins que de droit, all of the city and district of Montreal, are Defendants, ordering the licitation of certain immoveables described as follows, to wit:

1. An immoveable property situate on Ontario Street East, in the city of Montreal, known and designated under number three hundred thirteen of the official subdivision of the original lot number twenty-nine (No. 29-213) of the plan and book of reference of the Village of Hochelaga, with buildings thereon erected, bearing civic numbers 3471 to 3475 of the said Ontario Street East, the whole as it is actually, with all active and passive servitudes belonging thereto, and under all charges, clauses and conditions contain-

charges déposé au greffe du protonotaire de la Cour Supérieure;

2. Un autre emplacement situé sur la rue St-Germain, en la cité de Montréal, connu et désigné sous le numéro quatre-vingt-un de la subdivision officielle du lot originaire numéro cinquante (N° 50-81) des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga, avec toutes bâtisses dessus érigées portant les numéros 1857 à 1861 de ladite rue St-Germain, comme le tout se trouve présentement, avec toutes les servitudes actives et passives y attachées, et sous toutes autres charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de la Cour Supérieure, à distraire cependant dudit lot une lisière de douze pieds de profondeur par toute la largeur dudit lot, laquelle lisière est employée pour une ruelle commune à l'usage des propriétaires voisins; et en outre la licitation de deux créances recevables, sans aucune garantie sauf quant à leur existence,

3. L'une au montant de \$880.00 due par M. A. Pigeon,

4. L'autre au montant de \$391.00 due par F. Lafond.

Les immeubles et créances ci-dessus désignés seront séparément mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur le DIX-HUITIÈME jour de JANVIER 1944, à DIX heures et TRENTÉ a.m., Cour tenante, dans la salle d'audience N° 31, au Palais de Justice, à Montréal, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de ladite Cour, et en particulier quant auxdits immeubles, sujets au respect des baux existants et des droits et obligations des locataires et locataires résultant, soit de la loi provinciale, soit des Ordonnances de la Commission des Prix et du Commerce en temps de Guerre; et que toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire à ladite licitation devra être déposée au greffe du protonotaire de ladite Cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et que toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et, à défaut par les parties de déposer lesdites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

Les dépôts suivants sont exigés de tout offrant et enchérisseur:

\$1,500 pour l'immeuble décrit au paragraphe 1 ci-dessus;

\$500 pour l'immeuble décrit au paragraphe 2 ci-dessus;

\$300 pour la créance recevable décrite au paragraphe 3;

\$125 pour la créance recevable décrite au paragraphe 4.

Montréal, le 7 décembre 1943.

Les Procureurs du demandeur,
PAGER, ARCHAMBAULT, LESPÉRANCE
5036-50-2-0 & DANSEREAU.

AVIS DE LICITATION

N° 222.321

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour supérieure séant à Montréal, dans le district de Montréal, le 29 novembre 1943, dans une cause dans laquelle Dame Irène Chicoine, épouse séparée de biens d'Emile Mitchell, rentier, des cité et district de Montréal, et elle-même du

ed in the list of charges deposited in the Office of the Prothonotary of the Superior Court;

2. Another immoveable property situate on St-Germain Street, in the city of Montreal, known and designated under number eighty-one of the official subdivision of the original lot number fifty (No. 50-81) of the plan and book of reference of the Village of Hochelaga, with buildings thereon erected, bearing civic numbers 1857 to 1861 of the said St-Germain Street, the whole as it is actually, with all active and passive servitudes belonging thereto, and under all charges, clauses and conditions contained in the list of charges deposited in the Office of the Prothonotary of the Superior Court, to be deducted from the said lot a piece of land of twelve feet in depth by the whole width of the said lot, which land is to be used as a common lane for the benefit of the proprietors of the adjoining land; and, furthermore, the licitation of two receivable accounts, without any warranty, save as to their existence,

3. One for \$880 due by A. Pigeon,

4. Another for \$391 due by F. Lafond.

The aforesaid immoveables and receivable accounts will be put to auction separately and adjudged to the last and highest bidder on JANUARY EIGHTEENTH 1944, at TEN THIRTY o'clock a.m., sitting the Court, in the court room of the Court House in Montreal, Room 31, subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges deposited in the office of the prothonotary of the said Court, and particularly, as to the said immoveables, subject to the maintenance of the existing leases and the rights and obligations of the lessors and lessees arising from the Provincial Law or from the Orders of the Wartime Prices and Trade Board; and that any opposition to annul, to secure charges, or to withdraw, to be made to the said licitation must be filed in the office of the prothonotary of the said court at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication, and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication; and failing the parties to file such opposition within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

Deposits shall be made by any bidder as follows:

\$1,500 for the immoveable described in the above mentioned paragraph 1;

\$500 for the immoveable described in the above mentioned paragraph 2;

\$300 for the receivable account described in the above mentioned paragraph 3;

\$125 for the receivable account described in the above mentioned paragraph 4.

Montreal, December 7th 1943.

PAGER, ARCHAMBAULT, LESPÉRANCE
& DANSEREAU,
5036-50-2-0 Attorneys for the Plaintiff.

NOTICE OF LICITATION

No. 222.321

Notice is given pursuant to a judgment of the Superior Court, sitting in Montreal, on the 29th day of November 1943, in the case wherein Dame Irène Chicoine, wife separate as to property of Emile Mitchell, gentleman, both of the City and District of Montreal, and the said

même lieu, et ledit Emile Mitchell partie aux présentes afin d'autoriser sadite épouse seulement, et demoiselle Ida Chicoine, fille majeure et usant de ses droits, du même lieu, demanderesse, contre Rosario Chicoine, ex-constable, Anna Chicoine, épouse séparée de biens de Juste Roy, marchand, et ce dernier partie aux présentes afin d'autoriser sadite épouse seulement; Eugène Chicoine, journaliste, René Chicoine, vendeur, Joseph Chicoine, mécanicien, Léonne Chicoine, épouse d'Armand Ledoux, commis, et ce dernier partie aux présentes aux fins d'autoriser sadite épouse seulement, Germaine Chicoine, épouse de Rosario Lafleur, comptable, et ce dernier partie aux présentes aux fins d'autoriser sadite épouse seulement, et demoiselle Yvette Chicoine, fille majeure et usant de ses droits, tous et toutes des cité et district de Montréal, sont défendeurs, ordonnant la licitation des immeubles désignés comme suit:

A.—Un lot de terre situé sur la rue St-Jacques, dans le quartier St-Henri, connu et désigné sous le N° 1714 sur le plan et livre de renvoi officiels de la Paroisse de Montréal, avec maison et dépendances dessus construites moins la partie expropriée par la Cité de St-Henri pour l'élargissement de ladite rue St-Jacques. La partie sud-ouest du lot N° 1715 desdits plan et livre de renvoi officiels actuellement affecté à un passage mitoyen qui existe entre lesdits deux lots tel que spécifiés et déterminés dans un acte de conventions de passage entre A.-A. Charlebois et Octave Chicoine passé devant A.-C.-A. Bissonnette, notaire, le 3 juillet 1901 et enregistré au bureau d'enregistrement des comtés d'Hochelaga et Jacques Cartier sous N° 91092 y compris tous les droits s'y rapportant et ensemble tous les droits de mitoyenneté que ledit Octave Chicoine possède dans le passage pris sur le terrain de Olivier Décarie et successeurs, désigné sous le N° 1713 auxdits plan et livre de renvoi officiels en vertu d'un acte à cet effet consenti à Daniel Lefebvre passé devant Me E. Prud'homme, notaire, le 19 septembre 1872 enregistré au bureau d'enregistrement de Montréal, sous N° 72416 G.H.R.

Un dépôt de \$2,500 devra être fait par tout enchérisseur pour que soit reçue son offre et enchère sur ledit immeuble.

B.—Un lot de terre ayant front sur la rue de Courcelles dans le quartier St-Henri de la Cité de Montréal, connu et désigné sous le N° 3 de la subdivision officielle du lot N° 1707-3 aux plan et livre de renvoi officiels de la Paroisse de Montréal, avec les bâtisses dessus érigées avec les servitudes s'y rattachant.

Un dépôt de \$500 devra être fait par tout enchérisseur pour que soit reçue son offre et enchère sur le susdit immeuble.

Les immeubles ci-dessus seront mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur le VENDREDI, VINGT-ET-UN JANVIER, 1944, à DIX heures et DEMIE du matin, heure de Montréal, dans la salle d'audience N° 32 du Palais de Justice de Montréal, ou dans toute autre salle indiquée par la Cour, ladite vente devant être faite sujette aux charges, clauses et conditions mentionnées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de ladite Cour. Toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire à ladite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de ladite Cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et, à défaut par les

Emile Mitchell hereto present only to authorize his said wife, and Demoiselle Ida Chicoine, spinster, of the same place, are plaintiffs, vs Rosario Chicoine, ex-policeman, Anna Chicoine, wife separate as to property of Juste Roy, merchant, and the latter hereto present only to authorize his said wife, Eugène Chicoine, labourer, René Chicoine, salesman, Joseph Chicoine, mechanic, Léonne Chicoine, wife of Armand Ledoux, clerk, and the latter hereto present only to authorize his said wife, Germaine Chicoine, wife of Rosario Lafleur, accountant, and the latter hereto present only to authorize his said wife, and Demoiselle Yvette Chicoine, spinster, all of the City and District of Montreal, are defendants, ordering the licitation of the immovables designated as follows:

A.—A lot of land situated on St. James Street, in St. Henry Ward, known and designated under the No. 1714, on the official plan and book of reference for the Parish of Montreal, with house and dependencies thereon erected less the part expropriated by the City of St. Henry for the widening of the said St. James Street. The South-West part of the lot No. 1715 of the official plan and book of reference actually affected by a passage in common that exists between the said two lots as specified and determined by an Act of convention of passage between A.-A. Charlebois and Octave Chicoine passed before A.-C.-A. Bissonnette, Notary, on the 3rd day of July 1901 and registered at the Registration Office of Hochelaga and Jacques-Cartier Counties under the No. 91092 including all the rights pertaining thereto and together all the rights of way in common that the said Octave Chicoine has in the passage-way established on the lot of Olivier Décarie and successors designated under the No. 1713 of the said official plan and book of reference pursuant to an Act to this effect granted with Daniel Lefebvre and passed before Me. E. Prud'homme, Notary, on the 19th day of September, 1872, registered at the Registration Office of Montreal, under the No. 72416 G.H.R.

A deposit of \$2,500 shall be exacted from each and every bidder before receiving his offer or bid on the aforesaid immovable.

B.—A lot of land fronting on DeCourcelles Street in St. Henry Ward of the City of Montreal, known and designated under the No. 3 of the official subdivision of lot No. 1707-3 of the official plan and book of reference for the Parish of Montreal, with the buildings thereon erected with the appurtenances belonging thereto.

A deposit of \$500 shall be exacted from each and every bidder before receiving his offer or bid on the aforesaid immovable.

The above described immovables will be sold by auction and adjudged to the highest and last bidder on FRIDAY, the TWENTY-FIRST of JANUARY, 1944, at HALF PAST TEN o'clock in the forenoon, Montreal time, Sitting the Court, in the Court Room No. 32 of the Court House of Montreal, or in any other room indicated by the Court, the said sale to be made subject to the charges, clauses and conditions mentioned in the list of charges filed in the office of the Prothonotary of the said Court. Any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation, must be filed in the office of the Prothonotary of the said Court at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication, and any opposition for payment must be filed

intéressés de déposer lesdites oppositions dans les délais prescrits par les présentes, ils seront forclos du droit de le faire.

Montréal, le 13 décembre 1943.

Le procureur des demandereses,
5076-51-2-o G. ROBERT.
GEORGES ROBERT, C.R.,
4 Notre-Dame est,
Chambre 704,
Montréal.

within six days following the adjudication; and, failing the interested parties to file the said oppositions within the delays hereby limited, they shall be foreclosed from so doing.

Montreal, December 13, 1943.

G. ROBERT,
Attorney for Plaintiffs.
5076-51-2-o
GEORGE ROBERT, K.C.,
4 Notre Dame St. East,
Room 704,
Montreal.

VENTES PAR LES SHÉRIFS

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tel que mentionné plus bas.

ABITIBI

Cour Supérieure—District de Montréal
N° 208773 { LE PROCUREUR GÉNÉRAL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC; versus SHAWMAQUE GOLD MINES LTD., de Montréal, à savoir:

Comme appartenant à la défenderesse, le permis de mise en valeur numéro 4291 comprenant les claims miniers numéros A-62494, A-62497 et A-56289 du canton Dubuisson, district d'Abitibi, le tout avec bâtiments y élevés, circonstances et dépendances, sera vendu au bureau d'enregistrement d'Abitibi, à Amos, P.Q., MERCREDI, le VINGT-NEUF DÉCEMBRE 1943, à DIX heures du matin.

Le shérif,
Cabinet du shérif, J.-U. DUMONT.
Amos, le 22 novembre 1943. 4903-48-2-o
[Première publication, 27 novembre 1943]

Cour de magistrat.—District d'Abitibi
N° 238-c-1 { THE EMPLOYERS' LIABILITY ASSURANCE CORPORATION LIMITED, de Montréal; versus J.-H. ST-GERMAIN, de Barraute, à savoir:

Comme appartenant au défendeur les lots de terre numéros quatre (4) et cinq (5) du Bloc numéro six (6) du cadastre officiel pour le village de Barraute, avec bâtiments y élevés, circonstances et dépendances, seront vendus à la porte de l'église paroissiale de Barraute, MARDI le VINGT-HUIT DÉCEMBRE 1943, à DIX heures du matin.

Le shérif,
Cabinet du shérif, J.-U. DUMONT.
Amos, le 22 novembre 1943. 4904-48-2-o
Première publication, 27 novembre 1943

Cour supérieure. — District d'Abitibi
N° R-514 { BANQUE CANADIENNE DE COMMERCE, de Rouyn, versus RICHARD BENTLEY, autrefois de Val d'Or et maintenant de lieux inconnus, à savoir:

Comme appartenant au défendeur le lot de terre numéro soixante et cinq (65) subdivision du lot originaire numéro soixante et un (61) du rang huit (8) du cadastre officiel pour le canton Dubuisson, avec bâtiments y élevés, circonstances et dépendances, sera vendu à la porte de l'église

SHERIFFS' SALES

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

ABITIBI

Superior Court—District of Montreal
No. 208773 { THE ATTORNEY GENERAL OF THE PROVINCE OF QUEBEC; versus SHAWMAQUE GOLD MINES LTD., of Montreal, to wit:

As belonging to the defendant, the development license number 4291, comprising mining claims numbers A-62494, A-62497 and A-56289 of the Township of Dubuisson, District of Abitibi—the whole with buildings thereon erected, circumstances and dependencies, will be sold at the Registry Office of Abitibi, at Amos, P.Q., on WEDNESDAY, the TWENTY-NINTH of DECEMBER, 1943, at TEN o'clock in the forenoon.

J. U. DUMONT,
Sheriff's Office, Sheriff.
Amos, November 22nd, 1943. 4903-48-2
[First publication, November 27th, 1943]

Magistrate's Court.—District of Abitibi
No. 238-c-1 { THE EMPLOYERS' LIABILITY ASSURANCE CORPORATION LIMITED, of Montreal; versus J.-H. ST-GERMAIN, of Barraute, to wit:

As belonging to the defendant, the lots of land numbers four (4) and five (5) of Block number six (6) of the official cadastre for the Village of Barraute—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies,—will be sold at the parochial church door of Barraute, on TUESDAY, the TWENTY-EIGHTH of DECEMBER, 1943, at TEN o'clock in the forenoon.

J. U. DUMONT,
Sheriff's Office, Sheriff.
Amos, November 22nd, 1943. 4904-48-2
[First publication, November 27th, 1943]

Superior Court. — District of Abitibi
No. R-514 { CANADIAN BANK OF COMMERCE, of Rouyn, versus RICHARD BENTLEY, heretofore of Val d'Or and now of parts unknown, to wit:

As belonging to the defendant the lot of land number sixty-five (65) of the subdivision of original lot number sixty-one (61) of Range eight (8) of the official cadastre for the Township of Dubuisson, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies, will be sold at

paroissiale de Val d'Or, JEUDI le VINGT JANVIER 1944, à DEUX heures de l'après-midi.

Cabinet du shérif,
Amos, 13 décembre 1943.
[Première publication, 18 décembre 1943]

Le shérif,
J.-U. DUMONT.
5078-51-2-o

the parochial church door of Val d'Or, on THURSDAY the TWENTIETH of JANUARY, 1944, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office,
Amos, December 13, 1943.
[First publication, December 18, 1943]

J. U. DUMONT,
Sheriff.
5078-51-2

BONAVENTURE

Fieri Facias
Cour Supérieure

N° 5160 } **FREDERICK W. SNELL**,
marchand de bois, de New Richmond, dans les comté et district de Bonaventure, province de Québec, Demandeur; vs **THE NOUVELLE LUMBER COMPANY LIMITED**, un corps politique et incorporé ayant autrefois son siège social à Hampton, province du Nouveau-Brunswick et un bureau d'affaires à un endroit appelé Robitaille dans les comté et district de Bonaventure, province de Québec, Défenderesse.

Tous les droits, titres, privilèges, améliorations et tenure de la compagnie défenderesse sur les propriétés immobilières suivantes:

1.—Canton de Nouvelle N° 1:

Comprenant tous les lots non vendus dans le canton de Nouvelle compris dans les limites suivantes, à savoir: Vers le nord par l'arrière ligne dudit canton; vers l'est par le canton de Carleton; vers le sud par le rang du Bassin de la Nouvelle; et vers l'ouest par l'arrière ligne de la limite à bois River Mann Brook East.

Comprenant les lots suivants:

Canton Nouvelle:

Rang 1— $\frac{1}{2}$ est du lot 3;
Rang 2— $\frac{1}{2}$ est du lot 14;
Rang 3—le lot 2; $\frac{1}{2}$ ouest du lot 12; $\frac{3}{4}$ sud du lot 16;
Rang 5— $\frac{1}{2}$ nord de 16; $\frac{1}{2}$ nord de 17; le lot 18;
Rang 6—les lots 1, 2, 3, 16.

Canton de Dugal:

Rang 1—les lots 1 à 16 inclusivement, une partie des lots 17, 19, 20, 23, 24 inclusivement, (coupés par la ligne limitative); aussi la partie non subdivisée.

Aussi le territoire situé au nord du canton Nouvelle et borné comme suit: Vers le nord, en partie par les limites à bois "River Mann East et Argument Brook"; vers l'est, en partie par les cantons d'Angers et Carleton; vers le sud par l'arrière ligne du canton de Nouvelle; et vers l'ouest par la limite River Mann East.

Le tout avec toutes les circonstances et dépendances.

Pour être vendues au bureau de la deuxième division d'enregistrement pour le comté de Bonaventure, à Carleton, le VINGTIÈME (20ième) jour de JANVIER 1944, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif,
New-Carlisle, 9 décembre 1943.
[Première publication, 18 décembre 1943]

Le shérif,
J.-A. GOULET.
5079-51-2

MONTREAL

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure.—District de Montréal
Montréal, à savoir: } **J. OSIAS LAMOTHE**,
217784 } demandeur; vs **J. PAUL VERMETTE**, en sa qualité de curateur à la succession vacante de feu Eugène Jean Langlois, défendeur.

BONAVENTURE

Fieri Facias
Superior Court

No. 5160 } **FREDERICK W. SNELL**,
Lumber dealer, of New Richmond, in the county and district of Bonaventure, Province of Quebec, Plaintiff; vs **THE NOUVELLE LUMBER COMPANY LIMITED**, body corporate and politic with Head Office formerly at Hampton, Province of New Brunswick and a business office at the place called Robitaille in the county and district of Bonaventure, province of Quebec, Defendant.

All the rights, titles, privileges, improvements and tenure of the defendant company in the following immoveable property:

1.—Township of Nouvelle No. 1:

Comprising in the township of Nouvelle all the unsold lots comprised within the following boundaries, viz: towards the north by the rear line of said township; towards the east by the township of Carleton; towards the south by range du Bassin de la Nouvelle; and towards the west by the rear line of timber limit River Mann Brook East.

Comprising the following lots:

Township Nouvelle:

Range 1—east $\frac{1}{2}$ of lot 3;
Range 2—east $\frac{1}{2}$ of lot 14;
Range 3—lot 2; west $\frac{1}{2}$ of lot 12; south $\frac{3}{4}$ of lot 16;
Range 5—north $\frac{1}{2}$ of 16; north $\frac{1}{2}$ of 17; lot 18;
Range 6—lots 1, 2, 3, 16.

Township of Dugal:

Range 1—lots 1 to 16 inclusive, part of lots 17, 19, 20, 23, 24 inclusive, (cut by limit line); also the unsubdivided part.

Also the territory situated north of Nouvelle township and bounded as follows: towards the north, partly by timber limits "River Mann East and Argument Brook"; towards the east, partly by the township of Angers and Carleton; towards the south by the rear line of the township of Nouvelle; and towards the west by limit River Mann East.

The whole with all circumstances and dependencies.

To be sold at the office of the Second Registration Division for the county of Bonaventure at Carleton, on the TWENTIETH (20th) day of JANUARY, 1944, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office,
New Carlisle, December 9th, 1943.
[First publication, December 18th, 1943]

J. A. GOULET,
Sheriff.
5079-51-2-o

MONTREAL

Fieri Facias de Terris

Superior Court.—District of Montreal
Montreal, to wit: } **J. OSIAS LAMOTHE**,
217784 } plaintiff; vs **J. PAUL VERMETTE**, in his quality of curator to the vacant estate of the late Eugène Jean Langlois, defendant.

"Une terre située en la Paroisse de Laprairie dans le rang appelé "La Pépinière" de la contenance de deux arpents de front par vingt-sept arpents de profondeur, plus ou moins, et étant connu et désigné sous le numéro cent trente-trois (133) des plan et livre de renvoi officiels de la Paroisse de Laprairie, bornée en front par le chemin de front de "La Pépinière", en profondeur par le chemin de la Côte Noire, d'un côté par Louis Marcell, et de l'autre côté par Moïse Brosseau.

A distraire cependant du dit immeuble: une lisière de terrain formant partie du lot numéro cent trente-trois (ptie 133) des plan et livre de renvoi officiels de la Paroisse de Laprairie, comté de Laprairie; borné au nord-est par le chemin de la Grande-Ligne; au sud-est par le lot numéro cent trente-quatre (134); au nord-ouest par le lot numéro cent trente-deux (132); au sud-ouest par le résidu dudit lot numéro cent trente-trois (133), propriété de M. E. J. Langlois; mesurant cinquante-trois pieds et huit-dixièmes (53.8) à l'extrémité nord-ouest; cinquante-trois pieds (53) à l'extrémité sud-est, sur une longueur de trois cent quatre-vingt-deux pieds (382) dans la ligne sud-ouest et contenant en superficie cinq cent cinquante-cinq millièmes d'arpent (0.555);

L'emprise totale se trouve donc être de cinq cent cinquante-cinq millièmes (0.555) d'arpent, mesure anglaise, le tout tel que plus particulièrement décrit au plan et au certificat préparés et délivrés par Monsieur Paul Beique, arpenteur Juré, en date du cinq février mil neuf cent trente et un (1931)."

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGTIÈME jour de JANVIER prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif, L. P. CAISSE.
Montréal, 15 décembre 1943. 5080-51-2-o
[Première publication, 18 décembre 1943]

RIMOUSKI

Fieri Facias de Terris

Cour de Magistrat—Amqui

District de Rimouski, { ALFRED MERCIER,
N° 9070 C.M. Amqui. } Amqui; vs J. B. RUEST, St-Marcellin, savoir:

Tous droits d'occupation, de défrichement, de préemption, d'amélioration et autres que le défendeur J. B. Ruest a et peut avoir sur le lot numéro vingt-cinq au cadastre officiel du rang un du canton Ouimet, paroisse de St-Marcellin, avec bâtisses.

Pour être vendu à la porte de l'église de St-Marcellin, le VINGT-HUIT DÉCEMBRE prochain, 1943, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du shérif, CHS. D'ANJOU.
Rimouski, 23 novembre 1943. 4931-48-2-o
[Première publication, 27 novembre 1943]

SAINT-FRANÇOIS

Fieri Facias de Terris

Sherbrooke, { A DOLPHE TRU-
Cour Supérieure, } DEAU, journa-

District de St-François, { ALBERT TRU-
N° 3438. } DEAU, Maître-bar-

bier, ADRIEN TRUDEAU, expéditeur, tous trois des cité et district de Montréal, et ANATOLE TRUDEAU, cultivateur du canton de Compton, district de St-François, demandeurs; vs DAME LUCIE DESROSIERS de la ville

A farm situate in the Parish of Laprairie in the range called "La Pépinière", measuring two arpents in front by twenty-seven arpents in depth, more or less, and being known and designated under number one hundred and thirty-three (133) on the official plan and in the book of reference of the Parish of Laprairie, bounded in front by the front road of "La Pépinière", in depth by the Côte Noire Road, on one side by Louis Marcell, and on the other side by Moïse Brosseau.

To be deducted, however, from the said immovable: a strip of land forming part of lot number one hundred and thirty-three (Pt. 133) of the official plan and in the book of reference of the Parish of Laprairie, county of Laprairie; bounded on the Northeast by the Grande-Ligne road; on the Southeast by lot number one hundred and thirty-four (134); on the Northwest by lot number one hundred and thirty-two (132); on the Southwest by the residue of said lot number one hundred and thirty-three (133), the property of Mr. E. J. Langlois; measuring fifty-three feet and eight tenths (53.8) at the Northwest extremity; fifty-three feet (53) at the Southeast extremity, by a length of three hundred and eighty-two feet (382) in the Southwest line and containing an area of five hundred and fifty-five thousandths of an arpent (0.555);

The total area is therefore five hundred and fifty-five thousandths (0.555) of an arpent, English measure, the whole as more amply described on the plan and in the certificate prepared and delivered by Mr. Paul Beique, sworn Land Surveyor, dated the fifth of February, one thousand nine hundred and thirty-one (1931).

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTIETH day of JANUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, L. P. CAISSE, Sheriff.
Montreal, December 15, 1943. 5080-51-2
[First publication, December 18, 1943]

RIMOUSKI

Fieri Facias de Terris

Magistrate's Court—Amqui

District of Rimouski, { ALFRED MERCIER,
No. 9070 M.C. Amqui. } Amqui; vs J. B. RUEST, St-Marcellin, to wit:

All the rights of occupancy, clearing, preemption, improvement and other rights, which the defendant J. B. Ruest has and may have on lot number twenty-five of the official cadastre for Range one of the Township of Ouimet, Parish of St-Marcellin—with buildings.

To be sold at the church door of St-Marcellin, on the TWENTY-EIGHTH of DECEMBER next, 1943, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, CHS. D'ANJOU, Sheriff.
Rimouski, November 23rd, 1943. 4931-48-2
[First publication, November 27th, 1943]

SAINT FRANCIS

Fieri Facias de Terris

Sherbrooke, { A DOLPHE TRU-
Superior Court, } DEAU, laborer,

District of St. Francis, { ALBERT TRU-
No. 3438. } DEAU, barber,

ADRIEN TRUDEAU, shipper, all three of them of the city and district of Montreal, and ANATOLE TRUDEAU, farmer of the township of Compton, district of Saint Francis, Plaintiffs; vs DAME LUCIE DESROSIERS, of the town

de Coaticook, district de St-François, et al.,
défendeurs.

Saisis comme appartenant au demandeur
Anatole Trudeau:

"Une terre au canton de Compton, étant le
lot de cadastre numéro deux (2) du dixième rang
(10), d'environ cent vingt-neuf acres, (129),
avec les bâtisses y érigées."

Pour être vendus à la porte de l'église pa-
roissiale de St-Edmond de Coaticook, JEUDI,
le TRENTIÈME jour de DÉCEMBRE 1943,
à ONZE hrs. a.m.

Bureau du shérif, J.-P.-C. LEMIEUX.
Sherbrooke, ce 19 novembre 1943. 4888-48-2-o
[Première publication, 27 novembre 1943]

of Coaticook, district of Saint Francis, et al.,
Defendants.

Seized as belonging to the plaintiff Anatole
Trudeau:

"A farm in the township of Compton, being
the cadastral lot number two (2) in the Tenth
range (10), of about one hundred and twenty-
nine acres (129), with the buildings thereon
erected."

To be sold at the door of the parochial church
of St. Edmond of Coaticook, THURSDAY, the
THIRTIETH of DECEMBER 1943, at ELEV-
EN a.m.

J. P. C. LEMIEUX,
Sheriff's Office, Sheriff.
Sherbrooke, November the 19th, 1943. 4888-48-2-o
[First publication November 27th, 1943]

Arrêté en Conseil

ARRÊTÉ EN CONSEIL

CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 3751

Québec, ce 17 décembre 1943.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Concernant une convention collective de travail
relative aux métiers de barbier, coiffeur et
coiffeuse dans les comtés de Joliette, Berthier,
l'Assomption et Montcalm.

Attendu que, conformément aux dispositions
de la Loi de la convention collective (Statuts
refondus de Québec, 1941, chapitre 163), une
requête a été présentée au Ministre du Travail
par l'Association des barbiers et coiffeurs de
Joliette et le Syndicat catholique et national des
employés barbiers, coiffeurs et coiffeuses des
comtés de Joliette, Berthier, l'Assomption et
Montcalm, à l'effet de rendre obligatoire la con-
vention collective de travail intervenue entre:

D'UNE PART :

L'Association des barbiers et coiffeurs de
Joliette,

Et, D'AUTRE PART :

Le Syndicat catholique et national des em-
ployés barbiers, coiffeurs et coiffeuses des comtés
de Joliette, Berthier, l'Assomption et Montcalm,
pour les employeurs et les salariés des métiers
visés, suivant les conditions décrites dans la
Gazette officielle de Québec, livraison du 30 octobre
1943;

Attendu que les dispositions de ladite conven-
tion ont acquis une signification et une importance
prépondérantes pour l'établissement des condi-
tions de travail dans les métiers visés et la juri-
diction territoriale indiquée dans ladite requête;

Attendu que les prescriptions de l'article 5 de la
Loi ont été dûment suivies, en ce qui touche la
publication des avis;

Attendu qu'aucune objection n'a été formulée
contre ladite requête;

Attendu que par décision rendue à sa séance
du 25 novembre 1943, le Conseil régional du
travail en temps de guerre de Québec a approuvé
ladite convention collective et a ordonné à tous
les employeurs concernés de se conformer à ses
dispositions;

Order in Council

ORDER IN COUNCIL

CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 3751

Quebec, December 17, 1943.

Present: The Lieutenant Governor in Council.

Concerning a collective labour agreement relating
to the barber and hairdresser trades in the
counties of Joliette, Berthier, l'Assomption
and Montcalm.

Whereas, pursuant to the provisions of the
Collective Agreement Act (Revised Statutes of
Quebec 1941, chapter 163), a request has been
presented to the Honourable Edgar Rochette,
Minister of Labour by "L'Association des Bar-
biers et coiffeurs de Joliette" and "Le Syndicat
catholique et national des Employés Barbiers,
Coiffeurs et Coiffeuses des Comtés de Joliette,
Berthier, l'Assomption et Montcalm" to render
obligatory the collective labour agreement
entered into between:

ON THE ONE PART:

"L'Association des Barbiers et Coiffeurs de
Joliette",

And, ON THE OTHER PART:

"Le Syndicat catholique et national des Em-
ployés Barbiers, Coiffeurs et Coiffeuses des
Comtés de Joliette, Berthier, l'Assomption et
Montcalm"

for the employers and the employees of the trades
concerned, according to the conditions described
in the *Quebec Official Gazette* on October 30, 1943;

Whereas the provisions of the said agreement
have acquired a preponderant significance and
importance for the establishing of the working
conditions in the trades concerned and within
the territorial jurisdiction indicated in the said
request;

Whereas the provisions of section 5 of the act,
concerning the publication of notices, have been
duly observed;

Whereas no objection against the said request
has been set forth;

Whereas, by a decision taken at its meeting
of November 25, 1943, the Regional War Labour
Board of Quebec has approved the said collective
agreement and ordered all employers concerned
to comply with its provisions;

Il est ordonné, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail, que la dite requête soit acceptée, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163), avec, toutefois, les nouvelles dispositions suivantes, tenant lieu des conditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec*, livraison du 30 octobre 1943.

I.—Définition des termes:—Pour les fins du présent décret, les termes suivants ont la signification qui leur est ci-après donnée:

a.—Le terme "barbier" désigne toute personne qui coupe la barbe, tond, taille, arrange, rafraîchit et flambe les cheveux, nettoie la tête par la méthode du shampoing, pratique l'art du manucure, embellit le visage, la peau, les mains, la chevelure ou le cuir chevelu.

b.—Les termes "coiffeur" ou "coiffeuse" désignent toute personne qui exerce l'art d'arranger, de friser, d'onduler, de tresser, de griller, de coiffer, de décolorer ou de teindre les cheveux ou qui traite le cuir chevelu; fait, transforme ou ajuste des perruques, des toupets, ou qui, au moyen de manipulation ou à l'aide de quelque appareil ou par l'usage de cosmétiques, antiseptiques, toniques, lotions, crèmes, poudres, huile ou glaise, masse, nettoie, stimule, manie, met en mouvement, embellit ou traite de quelque façon semblable le visage, le cou, les bras, les mains et les ongles.

Note:—Le barbier, le coiffeur ou la coiffeuse peuvent également donner des massages exclusivement faciaux.

c.—Le terme "artisan" désigne toute personne qui pratique les métiers de barbier, coiffeur ou coiffeuse, seule, tels que définis aux paragraphes "a" et "b" du présent article, et pour son propre bénéfice.

d.—Le terme "apprenti" désigne toute personne qui apprend le métier de barbier, de coiffeur ou de coiffeuse, tel que défini aux paragraphes "a" et "b" du présent article.

e.—Les termes "salon de barbier", "salon de coiffure" et "salon de beauté" désignent tout endroit où l'on pratique habituellement le métier de barbier, de coiffeur ou de coiffeuse.

f.—Le terme "ondulation permanente" désigne la cuite du cheveu accompagnée d'une ondulation à l'eau.

II.—Jurisdiction territoriale:—La jurisdiction territoriale du présent décret comprend les comtés de Joliette, Montcalm, l'Assomption et Berthier.

III.—Jurisdiction professionnelle:—La jurisdiction professionnelle du présent décret comprend tout travail du métier de barbier, coiffeur ou coiffeuse, exécuté sur la personne d'autrui par toute personne, tel que ci-haut défini.

IV.—Durée du travail:—**a.**—La durée hebdomadaire du travail est telle que déterminée aux paragraphes "b", "c", "d" et "e" du présent article. Tout travail exécuté en dehors de ce nombre d'heures est considéré comme du travail supplémentaire.

b.—Les heures de travail des barbiers et coiffeurs pour hommes et des coiffeurs et coiffeuses pour dames, sont réparties comme suit:

Le lundi:—entre 7.00 a.m. et midi.

Les mardi, mercredi et jeudi:—entre 7.00 a.m. et 8.00 p.m.

Le vendredi:—entre 7.00 a.m. et 9.00 p.m.

Le samedi et la veille des fêtes chômées:—entre 7.00 a.m. et 10.00 p.m.

It is ordained, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour, that the said request be accepted pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Québec 1941, chapter 163), with, however, the following new provisions to be substituted to the conditions described in the *Quebec Official Gazette* on October 30, 1943.

I.—Definition of the terms:—For the purposes of this decree, the following terms have the significance hereinafter given to them:

a.—The expression "barber" means any one who shaves, cuts, clips, fixes, trims and singes the hair, washes the head by the method of shampooing, gives manicures and facial, skin, hand, hair or scalp treatments.

b.—The words "hairdresser, male or female", designate any one who trims, curls, waves, weaves, broils, dresses, discolours or dyes the hair, or who handles scalp treatment, makes, changes or adjusts wigs, toupets, or who, by means of manipulation or with any apparatus, or by using cosmetics, antiseptics, tonics, lotions, creams, powders, oils or clay, massages, cleans, stimulates, handles, moves, embellishes or arranges in any way, the face, neck, arms, hands and nails.

Note:—The barber, male or female hairdresser may also give massages exclusively facial.

c.—The word "artisan" means any person who practises the barber, male or female hairdresser trades, alone, as defined in subsections "a" and "b" of the present section and for its own benefit.

d.—The word "apprentice" means any person who is learning the barber, male or female hairdresser trades as defined in subsections "a" and "b" of the present section.

e.—The words "barber shop", "hairdressing parlour", "beauty parlour" designate any place where the barber, male or female hairdresser trades are usually practised.

f.—The words "permanent wave" mean the heating of the hair with a water wave.

II.—Territorial jurisdiction:—The territorial jurisdiction of the present decree comprises the counties of Joliette, Montcalm, l'Assomption and Berthier.

III.—Professional jurisdiction:—The professional jurisdiction of the present decree applies to any work of the barber, male or female hairdresser trades performed on another person by any one as hereinabove defined.

IV.—Duration of labour:—**a.**—The weekly duration of labour shall be the one determined in subsections "b", "c", "d" and "e" of the present section; any work performed outside this number of hours shall be considered as overtime.

b.—Working hours for barbers, men's hairdressers and ladies' hairdressers (male and female), are distributed as follows:

On Monday:—between 7.00 a.m. and 12.00 noon.

On Tuesday, Wednesday and Thursday:—between 7.00 a.m. and 8.00 p.m.

On Friday:—between 7.00 a.m. and 9.00 p.m.

On Saturday and eve of holidays:—between 7.00 a.m. and 10.00 p.m.

Pendant ces heures de travail, les salariés ont droit à une heure pour le repas du midi et à une heure pour le repas du soir.

c.—Les fêtes de la Saint-Jean-Baptiste et du Travail sont chômées.

d.—Nonobstant les dispositions du paragraphe "b" du présent article, il n'y a pas de travail dans les salons de coiffure le lundi, excepté durant les mois de mai, juin et juillet.

e.—N'est pas considéré comme travail supplémentaire ni comme une violation aux heures de travail spécifiées dans le présent décret, le temps que prennent les salariés pour l'exécution du travail requis par les clients entrés avant l'expiration de la durée des heures de travail.

f.—Les heures de travail doivent être réparties suivant l'heure légale dans toute la juridiction territoriale; l'heure avancée, pour une certaine période de l'année, décrétée par un conseil municipal en quelque municipalité, devient l'heure légale pour l'application du présent décret.

Réserve:—Nonobstant les dispositions du présent décret, la durée des heures de travail dans les salons de barbier, de coiffure et de beauté ne doit en aucun cas constituer une dérogation aux dispositions de la Loi des Établissements Industriels et Commerciaux (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 175), aux décrets faits sous son autorité et aux règlements établis par les municipalités compétentes.

V.—*Taux des salaires:*—Le salaire minimum pour le travail régulier est le suivant:

a.—Les employés barbiers ou coiffeurs pour hommes reçoivent \$12.00 par semaine, plus 50% de toute recette qu'ils ont faite au-dessus de \$20.00 au cours de la semaine.

Deduction allouée: \$1.50 pour le gîte et \$3.00 pour la nourriture, par semaine.

b.—Employées coiffeuses pour dames: \$10.00 par semaine.

c.—Employé surnuméraire: \$0.40 de l'heure.

d.—Il est interdit à tout employeur de réduire le salaire d'un employé recevant plus que les minima ci-dessus mentionnés, lors de la publication du présent décret dans la *Gazette officielle de Québec*.

VI.—*Prix minima des services:*—Les employeurs professionnels et les salariés doivent charger au public les prix minima suivants pour les services ci-dessous énumérés:

Barbe, sur semaine..... \$ 0.15
Le samedi et la veille de toute fête chômée 0.20
Cheveux pour hommes et femmes:

Les lundi, mardi, mercredi et jeudi.....	0.25
Le vendredi, le samedi et la veille de toute fête chômée.....	0.35
Cheveux pour enfants de moins de 14 ans:	
Les lundi, mardi et mercredi.....	0.15
Les jeudi, vendredi, samedi et veilles de toute fête chômée.....	0.25
Shampoo "velvet".....	0.35
Shampoo "booster".....	0.50
Shampoo "Fitch".....	0.50
Shampoo à l'huile de coco.....	0.65
Shampoo "mangeure".....	0.75
Massage "citron".....	0.50
Massage "boncilla".....	0.75
Lotion importée.....	0.25
Tonique.....	0.15
Aiguillage de rasoir.....	0.25
Rasage du cou-dames.....	0.10
Flambage des cheveux.....	0.10
Manucure.....	0.50
Teinture des cheveux courts.....	3.00
Teinture des cheveux longs.....	5.00

During these working hours, employees shall be allowed one hour for the noon meal and one hour for the evening meal.

c.—No work shall be performed on St-Jean-Baptiste Day and on Labour Day.

d.—Notwithstanding the provisions of subsection "b" of the present section, there shall be no work on Monday in hairdressing parlours, except during the months of May, June and July.

e.—However, the time taken by an employee to perform work on customers entered before the expiration of the duration of working hours shall not be considered as overtime or as an infringement to the duration of labour determined the present decree.

f.—Working hours shall be distributed according to the legal time in the entire territorial jurisdiction; daylight saving time enacted by any municipal council in any municipality, during a certain period of the year, shall become the legal time for the enforcement of the present decree.

Proviso:—Notwithstanding the provisions of the present decree, the duration of the working hours in barber shops, hairdressing and beauty parlors shall never constitute a violation of the provisions of the Industrial and Commercial Establishments Act (Quebec Revised Statutes, 1941, chapter 175), of the decrees enacted under its authority and of the regulations established by competent municipalities.

V.—*Rates of wages:*—The minimum wage for regular time shall be as follows:

a.—Barber and men's hairdresser: \$12.00 per week, plus 50% of all receipts in excess of \$20.00, made by them in the course of the week.

Deduction allowed: \$1.50 for lodging and \$3.00 for meals, per week.

b.—Female ladies' hairdresser employees: \$10.00 per week.

c.—Extra employees: \$0.40 per hour.

d.—No employer shall have the right to reduce the wages of an employee receiving more than the minimums hereinabove mentioned at the time of the publication of this decree in the *Quebec Official Gazette*.

VI.—*Minimum prices for services:*—The professional employers and the employees shall charge to the public the following minimum prices for the services hereinafter mentioned:

Shave, during the week.....	\$ 0.15
On Saturday and the eve of any holiday.....	0.20
Haircut for men and ladies:	
On Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday.....	0.25
On Friday, Saturday and the eve of any holiday.....	0.35
Haircut for children under 14 years:	
On Monday, Tuesday and Wednesday.....	0.15
On Thursday, Friday, Saturday and eve of any holiday.....	0.25
Shampoo "velvet".....	0.35
Shampoo "booster".....	0.50
Shampoo "Fitch".....	0.50
Coconut oil shampoo.....	0.65
Shampoo "mangeure".....	0.75
Massage "lemon".....	0.50
Boncilla massage.....	0.75
Imported lotion.....	0.25
Tonic.....	0.15
Razor sharpening.....	0.25
Neck trimming—ladies.....	0.10
Hair singe.....	0.10
Manicure.....	0.50
Dyeing of hair—short.....	3.00
Dyeing of hair—long.....	5.00

Ondulation permanente.....	2.00	Permanent wave.....	2.00
Permanent "Pads chimiques" à l'eau.....	3.50	Permanent "chemical pads" water.....	3.50
Permanent "Pads chimiques" à l'huile.....	5.00	Permanent "chemical pads" oil.....	5.00
Ondulation à l'eau.....	0.50	Water wave.....	0.50
Ondulation Marcel.....	0.50	Marcel wave.....	0.50
Ondulation Komol.....	0.60	Komol wave.....	0.60
Ondulation au papier.....	0.60	Paper wave.....	0.60
Shampooing au savon ordinaire ou shampooing vendu par les maisons d'accès- soires.....	0.35	Ordinary soap shampoo or shampoo com- ing from firms selling accessories.....	0.35
Shampooing à l'huile.....	0.75	Oil shampoo.....	0.75
Shampooing Henna.....	1.15	Henna shampoo.....	1.15
Shampooing et ondulation à l'eau.....	0.75	Shampoo and water wave.....	0.75
Laquer les cheveux.....	0.25	Lacquering of hair.....	0.25
Rincer les cheveux (R.N.Z.).....	0.25	Hair rinse (R.N.Z.).....	0.25
Épilation des sourcils.....	0.35	Plucking of eyebrows.....	0.35
Suppression des poils follets.....	0.25	Soft hair removing.....	0.25
Massage électrique ou manuel comprenant un shampooing.....	1.00	Massage (electric or hand) including sham- poo.....	1.00
Traitement à l'huile ou à la vapeur.....	1.00	Oil or steam treatment.....	1.00

Toute entente ayant pour effet de diminuer les taux ci-dessus énumérés est nulle.

Aucun objet de valeur quelconque pouvant servir à abaisser les taux ci-haut énumérés, ne peut être donné au client.

VII.—*Apprentissage*:—*a.*—Aucun apprenti ne saurait être accepté avant d'avoir seize (16) ans révolus; il doit avoir terminé au moins sa sixième année du cours élémentaire.

b.—Il est interdit d'avoir plus d'un apprenti.

c.—L'employeur doit faire travailler graduellement son apprenti sur les différentes opérations du métier afin d'en faire un ouvrier compétent.

d.—L'apprentissage comprend au point de vue technique:

1.—Un stage de six mois dans une école de barbier ou de coiffeur;

2.—Un stage de deux ans et demi supplémentaire comme apprenti dans un salon de beauté ou de coiffure;

3.—La passation avec succès des examens devant le comité paritaire.

e.—*Salaires*:—Le salaire hebdomadaire des apprentis est:

Après le premier semestre à l'école.....\$ 7.50

Après le deuxième semestre.....10.00

Après le troisième semestre.....12.00

f.—Personne ne peut ouvrir ou tenir, pour son propre compte, un salon de barbier, de coiffure ou de beauté, à moins d'avoir terminé sa période d'apprentissage ou d'avoir à son emploi, en charge dudit salon, une personne qui a terminé sa période d'apprentissage.

g.—Le Comité paritaire doit contrôler absolument l'apprentissage par le système de livrets dans lesquels chaque employeur inscrit la date de l'entrée à son service et de la sortie de l'apprenti intéressé.

h.—Au cas où un patron veut discontinuer de donner de l'emploi à un apprenti, qui a été plus de huit jours à son service, l'apprenti doit en donner avis au comité paritaire au moins une semaine à l'avance.

VIII.—*Durée du décret*:—Le présent décret est valable à compter de la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec* et demeure en vigueur pour une période de douze (12) mois. Il se renouvelle automatiquement pour une autre année, à moins que l'une ou l'autre des parties ne notifie l'autre partie de son intention de l'abroger, au moins 30 jours avant sa date d'expiration.

A. MORISSET,

Greffier du Conseil Exécutif.

5081-o

Any understanding with a view to reduce the rates hereinabove mentioned shall be void.

No object of any value whatever, with a view to reduce the hereinabove-mentioned rates, may be given to a customer.

VII.—*Apprenticeship*:—*a.*—No apprentice may be accepted before he is sixteen years of age. He must have completed at least his sixth year elementary grade.

b.—One apprentice only is allowed.

c.—The employer must gradually instruct his apprentice in the various operations of the trade to finally produce a competent worker.

d.—Apprenticeship comprises from a technical viewpoint:

1.—A period of six months in a barber or hair-dresser school;

2.—An extra period of two years and a half, as apprentice, in a beauty or hairdressing parlour;

3.—The successful undergoing of examinations before the Parity Committee.

e.—*Wages*:—The weekly wages for an apprentice shall be the following:

After six months at the school.....\$ 7.50

After twelve months.....10.00

After eighteen months.....12.00

f.—No one shall open or keep a barber, hair-dressing or beauty parlor before having terminated the period of apprenticeship or unless there be, in charge of the said parlor, a person having terminated the said period of apprenticeship.

g.—The Parity Committee shall keep complete record of the apprenticeship by means of a booklet system in which each employer inscribes the date of hiring and of leaving of the apprentice concerned.

h.—If an employer desires to dispense with an apprentice after over eight days in his service, the apprentice must notify the Parity Committee at least one week in advance.

VIII.—*Duration of the decree*:—The present decree comes into force from the date of its publication in the *Quebec Official Gazette* and remains effective for a period of one year. It shall be renewed automatically for another year unless one of the contracting parties gives notice to the other party of its intention to repeal same, at least thirty (30) days prior to its expiration.

A. MORISSET,

Clerk of the Executive Council.

5081-o

Département du Travail

Department of Labour

AVIS D'APPROBATION DE RÈGLEMENTS

NOTICE OF APPROVAL OF BY-LAWS

L'honorable Edgar Rochette, ministre du Travail, donne avis par les présentes et ce, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163), que la constitution et les règlements du Comité paritaire des Employés municipaux de la ville de Jonquière, établi en exécution du décret numéro 3498, du 19 novembre 1943, et dont le siège social est situé dans la ville de Jonquière, ont été approuvés par l'arrêté en conseil numéro 3737 du 17 décembre 1943.

The Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour, hereby gives notice and this, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163), that the constitution and by-laws of the Parity Committee of Municipal Employees of the town of Jonquière, established under Decree number 3498 of the 19th of November, 1943, and whose corporate seat is in the town of Jonquière, have been approved by Order in Council number 3737 of December 17th, 1943.

Le sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Ministère du Travail.

Department of Labour,

Québec, le 18 décembre 1943.

5082-o

Quebec, December 18th, 1943.

5082-o

AVIS DE PRÈLEVEMENT

NOTICE OF LEVY

L'honorable Edgar Rochette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que le Comité paritaire des Employés municipaux de la Ville de Jonquière, établi en exécution du décret numéro 3498, du 19 novembre 1943, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 3739 du 17 décembre 1943, le tout, d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163), à prélever des cotisations de l'employeur professionnel assujéti audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

The Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Parity Committee of the Municipal Employees of the Town of Jonquière, formed under decree number 3498, of November 19, 1943, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 3739 of December 17, 1943, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163), to levy assessments upon the professional employer subject to the said decree according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. Cotisation

1. Assessments

La période de cotisation s'étend du 18 décembre 1943 au 27 novembre 1944; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

The period of levy shall extend from December 18, 1943 to November 27, 1944; it shall be laid in the following manner:

L'employeur professionnel assujéti au décret doit verser au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de la rémunération versée à ses salariés.

The professional employer subject to the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the remuneration paid to his employees.

2. Mode de perception

2. Mode of collection

L'employeur professionnel doit faire parvenir mensuellement au comité paritaire les cotisations qu'il est tenu de verser audit comité.

The professional employer shall send, every month, to the Parity Committee the assessments which he owes to the said Committee.

3. Rapport financier

3. Financial report

Selon les termes de la Loi de la convention collective, le comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux périodes fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre 1944.

According to the provisions of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall present to the Minister of Labour a quarterly report of its financial activities on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31, 1944.

Ci-annexé un état des recettes et des dépenses probables du Comité paritaire des Employés municipaux de la Ville de Jonquière, pour la période comprise entre le 27 novembre 1943 et le 27 novembre 1944.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Parity Committee of the Municipal Employees of the Town of Jonquière for the period comprised between November 27, 1943, and November 27, 1944.

COMITÉ PARITAIRE DES EMPLOYÉS MUNICIPAUX
DE LA VILLE DE JONQUIÈRE

PARITY COMMITTEE OF THE MUNICIPAL
EMPLOYEES OF THE TOWN OF JONQUIÈRE

Estimé des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire, pour la période comprise entre le 27 novembre 1943 et le 27 novembre 1944.

Estimate of the receipts and disbursements of the Parity Committee for the period between November 27, 1943, and November 27, 1944.

Recettes:

Receipts:

Cotisation de l'employeur professionnel. \$ 175.00

Assessments of the professional employer \$ 175.00

Dépenses:

Frais d'administration, papeterie, timbres et divers. \$ 175.00

Le sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 18 décembre 1943. 5083-o

Disbursements:

Administration, stationary, stamps and miscellaneous. \$ 175.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, December 18, 1943. 5083-o

AVIS DE MODIFICATION

Conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163), avis est par les présentes donné par l'honorable Edgar Rochette, Ministre du Travail, que le Comité paritaire de l'industrie de la boîte de carton de la province de Québec lui a présenté une requête, approuvée par un certain nombre de manufacturiers et d'associations ouvrières, à l'effet d'apporter les modifications suivantes au décret numéro 555, du 29 mars 1939, et amendements, relatif à la fabrication des boîtes de carton dans la province:

1. Que les opérations et taux suivants soient ajoutés à la suite de la liste des salaires minima pour les employés du sexe masculin, article II-a:

Zone I Zone II

"Opérateurs de machines Brightwood.	46	43½
Fileurs de machines Brightwood.	25	23
Opérateurs de machines à renforts à quatre coins.	46	43½
Fileurs de machines à renforts à quatre coins.	25	23
Scie circulaire.	32	30"

2. Que les opérations et taux suivants soient ajoutés à la suite de la liste des salaires maxima pour les employés du sexe masculin, article II-a:

Opérateurs de machines Brightwood.	56	53½
Fileurs de machines Brightwood.	35	33
Opérateurs de machines à renforts à quatre coins.	56	53½
Fileurs de machines à renforts à quatre coins.	35	33
Scie circulaire.	42	40

3. Que la clause concernant les apprentis, mentionnée dans la liste des salaires minima pour les employés du sexe masculin, article II-a, soit radiée et remplacée par la suivante:

"Apprentis sur guillotine, monteuse simple et double, bobineuse, presse cylindre à découper, presse Colt, machine automatique à coller, emporte-pièce, Machine Brightwood et machine à renforts à quatre coins."

4. Que le paragraphe "b" de l'article II soit remplacé par le suivant:

"II.—b.—Le nombre des apprentis du sexe masculin ne doit pas dépasser 20% du nombre total des opérateurs au travail aux machines suivantes, marqueuse mitrailleuse, guillotine, monteuse simple et double, bobineuse, presse cylindre à découper, presse Colt, machine automatique à coller, emporte-pièce, machine Brightwood et machine à renforts à quatre coins. Le nombre des apprentis du sexe féminin ne doit pas dépasser 20% du total des opératrices au travail sur les machines suivantes: Machine S & S, machine à poser les dessus, machine à couvrir, machine à renforts, machine à piquer, gommeuse filée à la main, ainsi que les préposés à l'attache."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis, l'honorable Ministre

NOTICE OF MODIFICATION

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement (Act Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163), notice is hereby given by the Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour, that the Joint Committee of the Paper Box Industry of the Province of Quebec has presented to him a request, approved by a certain number of manufacturers and labour unions, to modify the decree number 555, of March 29, 1939, and amendments, relating to the manufacturing of paper boxes in the Province:

1. That the following rates of wages and operations be added after the minimum wages for the male employees, section II-a:

Zone I Zone II

"Brightwood Machine operators.	46	43½
Brightwood Machine feeders.	25	23
Four Corner Stayer operators.	46	43½
Four Corner Stayer feeders.	25	23
Circular Saw.	32	30"

2. That the following rates of wages and operations be added after the maximum wages for the male employees, section II-a:

"Brightwood Machine operators.	56	53½
Brightwood Machine feeders.	35	33
Four Corner Stayer operators.	56	53½
Four Corner Stayer feeders.	35	33
Circular Saw.	42	40"

3. That the clause concerning apprentices, mentioned in the minimum wage list for male employees, section II-a, be stricken off and replaced by the following:

"Apprentices on knife, single and double end piece, splitter, cylinder box press, Colt press, automatic glueing machine, punch, Brightwood machine, four corner stayer."

4. That subsection "b" of section II be replaced by the following:

"II.—b.—The number of male apprentices shall not exceed 20% of the total number of operators at work on the following machines: Scoring machine, knife, single and double end piece, splitter, cylinder box press, Colt press, automatic glueing machine, punch, Brightwood machine, Four corner stayer. The number of female apprentices shall not exceed 20% of the total number of female operators at work on the following machines: S & S machine, top piece machine, covering machine, staying machine, stitching machine, hand fed table gummers, as well as tiers."

During the thirty days following the date of publication of this notice, the Honourable Min-

du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ladite requête.

Le sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 18 décembre, 1943. 5086-o

AVIS

Conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163), l'honorable Edgar Rochette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que l'Association Patronale du Commerce de Québec, inc., et le Syndicat Catholique des Employés de Gros de l'Alimentation de Québec, inc. lui ont conjointement présenté une requête à l'effet de rendre obligatoire la convention collective de travail intervenue entre:

D'UNE PART:

L'Association Patronale du Commerce de Québec, inc.,

Et, D'AUTRE PART:

Le Syndicat Catholique des Employés de Gros de l'Alimentation de Québec, inc., pour les employeurs et les salariés visés suivant les conditions ci-après décrites:

I.—*Juridiction commerciale*:—Sont assujettis au présent décret, les employeurs et les salariés des établissements ci-après, savoir:

a.—les établissements faisant le commerce en gros et (ou) demi-gros des produits d'alimentation de toute nature tels que: épicerie, poisson, œufs, beurre, fromage, viande, fruits, légumes, marinades, thé, café, etc.;

b.—les établissements faisant le commerce en gros du foin, de la farine, des grains ou des aliments du bétail ainsi que des "suppléments";

c.—les établissements fabriquant des aliments du bétail;

d.—les établissements faisant pour rémunération l'entreposage des produits d'alimentation, du foin, de la farine, des grains ou des aliments du bétail et de tous les produits mentionnés au paragraphe "a" du présent article, soit que l'un ou l'autre desdits commerces constitue ou non le commerce principal de tels établissements commerciaux ou entreprises privées ou que l'un ou l'autre de cesdits commerces soit relié ou non à tout autre commerce ou occupation.

II.—*Juridiction territoriale*:—La présente convention s'appliquera dans les cités de Québec et de Lévis et un rayon de vingt-cinq milles de leurs limites;

III.—*Définitions*:—Pour les fins de la présente convention, les termes suivants ont la signification qui leur est ci-après donnée:

a.—*Contremaître ou premier expéditeur*:—Le terme "contremaître ou premier expéditeur" désigne tout employé qui a la responsabilité de la direction d'un personnel ou de l'expédition des marchandises.

b.—*Assistant-contremaître ou assistant-expéditeur*:—Le terme "assistant-contremaître ou assistant-expéditeur" désigne toute personne qui assiste le contremaître ou le premier expéditeur, ou les remplace temporairement.

c.—*Chef de département*:—Le chef de département est celui qui a la responsabilité d'un département.

ister of Labour shall receive any objection against the said request which the interested parties may desire to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, December 18, 1943. 5086-o

NOTICE

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163), the Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour, hereby gives notice that "L'Association patronale du Commerce de Québec, inc." and "Le Syndicat catholique des Employés de Gros de l'Alimentation de Québec, inc." have presented to him a request to render obligatory the collective labour agreement entered into between:

ON THE ONE PART:

"L'Association patronale du Commerce de Québec, inc.",

And, ON THE OTHER PART:

"Le Syndicat catholique des Employés de Gros de l'Alimentation de Québec, inc." for the employers and the employees concerned according to the following conditions:

I.—*Commercial jurisdiction*:—All the employers and employees of the following establishments are governed by the present decree:

a.—the establishments engaged in the wholesale or partly wholesale trade of all kinds of food products such as: groceries, fish, eggs, butter, cheese, meat, fruits, vegetables, pickles, tea, coffee, etc.;

b.—the establishments engaged in the wholesale trade of hay, flour, corn, cattle food and "extras";

c.—the establishments manufacturing cattle food;

d.—the establishments engaged in the storing of food products, hay, flour, corn or cattle food and of all the products mentioned in subsection "a" of the present section, whether either of the said trades constitute or not the main trade of such commercial establishments or private concerns or either of such trades be connected or not to any other trade or occupation.

II.—*Territorial jurisdiction*:—The present agreement shall apply in the cities of Quebec and Lévis and a radius of twenty-five miles from their limits.

III.—*Definitions*:—For the purposes of the present agreement, the following terms have the significance hereinafter given to them:

a.—*Foreman or head shipper*:—The term "foreman or head shipper" designates any employee who is responsible for the direction of a staff or for the shipping of goods.

b.—*Second foreman or second shipper*:—The words "second foreman" and the words "second shipper" shall mean any person who assists or temporarily serves as substitute for the foreman or the head shipper.

c.—*Head of a department*:—The words "head of a department" shall mean any person having the responsibility of a department.

d.—*Mécaniciens de machines fixes*:—Ce terme a le sens que lui donne la Loi des mécaniciens de machines fixes (S.R.Q., 1941, chapitre 178, introduit par 6 Geo. VI, c. 52).

e.—*Homme préposé à la préparation des commandes*:—Celui qui prépare les commandes pour l'expédition et en assume la responsabilité.

f.—*Homme de plancher*:—Celui qui a la surveillance et assume la responsabilité de la réception et de la classification des marchandises.

g.—*Conditionneur de beurre et conditionneur de fromage*:—Celui qui possède un diplôme pour fabriquer du beurre ou du fromage et remplit cette fonction ou toute autre fonction comportant les mêmes qualifications.

h.—*Enveloppeur de beurre*:—Celui qui enveloppe le beurre, déjà divisé en blocs d'une livre, dans les papiers couvertures.

i.—*Classificateur d'œufs*:—Celui qui fait la classification des œufs en différentes catégories.

j.—*Meunier ou homme préposé au moulage*:—Celui qui a la responsabilité de la préparation des moulées de grain, viande et "suppléments".

k.—*Charcutier*:—Celui qui s'occupe de la transformation de la viande en sous-produits.

l.—*Homme général (non spécialisé)*:—Signifie toute personne qui exécute des travaux de manœuvre tels que les travaux de charretiers, aide-camionneur, aide-livreur, déballeur de marchandises ou tout autre travail non classifié.

m.—*Mineur*:—Homme de moins de 18 ans employé à des travaux ne requérant aucune expérience et non compris dans les genres de travaux ordinairement attribués aux hommes classés dans les catégories précédentes mais exécutant plutôt un travail léger ou manipulant des marchandises de pas plus de 60 livres.

n.—*Surnuméraire*:—Désigne tout employé qui ne fait pas la semaine régulière ou normale de travail et est embauché temporairement à l'heure.

IV.—*Travail, durée et répartition*:—a.—La semaine régulière de travail dans les établissements assujettis sera de 48 heures pendant la période allant du début de la première semaine complète de janvier à la fin de la semaine comprenant le premier avril. Pour l'autre période de l'année, la semaine régulière de travail sera de 53 heures.

b.—La semaine normale de travail des établissements assujettis sera la limite d'heures de travail habituelle de ces établissements, même si elle est inférieure à la semaine régulière de travail.

c.—La journée de travail sera répartie comme suit: les lundi, mardi, mercredi, jeudi, vendredi de chaque semaine, entre 7 heures de l'avant-midi et 6 heures de l'après-midi, avec une interruption d'une heure pour le dîner, et les samedi entre 7 heures de l'avant-midi et une heure (1) de l'après-midi, au gré du patron qui devra, toutefois, se conformer à la semaine régulière de travail ci-dessus décrit.

d.—Tout travail exécuté en dehors de l'horaire ci-dessus déterminé par un employé surnuméraire ou un employé régulier, pourvu, toutefois, que cet employé ait fait sa semaine régulière de travail ou que la durée inférieure à la semaine régulière

d.—*Stationary Enginemen*:—The words "stationary enginemen" shall have the same meaning as defined in the Stationary Enginemen Act (R.S.Q. 1941, chapter 178, introduced by 6 Geo. VI, c. 52).

e.—*Order-man*:—The words "order-man" shall mean any person who makes the orders ready for shipment and who is responsible for same.

f.—*Floor man*:—The words "floor-man" shall mean any person having to oversee, and be responsible for, the taking, delivery and classifying of goods.

g.—*Butter-conditioner and cheese-conditioner*:—These words shall mean any person to whom a diploma of butter-maker or cheese-maker has been granted and whose occupation is cheese or butter making or any other duties requiring the same qualifications.

h.—*Butter-wrapper*:—The words "butter-wrapper" shall mean any person who wraps up the butter which has been previously cut into one-pound blocks.

i.—*Egg classifier*:—The words "egg classifier" shall mean any person engaged in classifying eggs into different grades.

j.—*Miller or mill operator*:—These words shall mean any person whose duties consist in the compounding of mashes made up with grain, meat and "supplements".

k.—*Pork-butcher*:—These words shall mean any person who transforms meat into by-products.

l.—*Labourer (unskilled)*:—These words shall mean any person who does manual work, such as that performed by carters, truck-drivers' helpers, delivery man's helper, unpacker, or any other kind of work which is not classified.

m.—*Minor*:—"Minor" shall mean a man under 18 years of age doing work which does not require any experience and not of the kind of work ordinarily given to men belonging to the above-mentioned categories, but doing light work or handling not more than 60 pounds of goods at a time.

n.—*Supernumerary employee*:—This word shall mean any employee who does not work the regular or normal work week and is hired temporarily and by the hour.

IV.—*Labour, duration and distribution*:—a.—The regular week of work in the establishments hereby governed shall be 48 hours during the period from the beginning of the first complete week of January to the end of the week in which April 1st falls. As for the other period of the year, the regular duration of labour shall be 53 hours.

b.—The normal week of work in the establishments hereby governed shall be the usual maximum of hours of work of such establishments, even if it is less than the regular week of work.

c.—The working day shall be distributed as follows: On Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday, Friday of each week, between 7.00 a.m. and 6.00 p.m. with an interruption of one hour for the noon meal; on Saturday between 7.00 a.m. and 1.00 p.m., at the option of the employer who shall, however, comply with the above regular work week.

d.—Work performed outside the hours established above by a supernumerary or a regular employee, provided, however, that such employee have made his regular week of work, or that the duration inferior to the regular week

de son travail soit due à des raisons valables, sera rémunéré au taux de \$0.60 de l'heure.

e.—Tout employé régulier devra être rémunéré pour les jours où les établissements assujettis seront fermés, tels que les fêtes d'obligation, le Vendredi-Saint jusqu'à midi, la Fête de la Saint-Jean-Baptiste, la Fête du Travail, la Confédération, le lendemain de Noël et le lendemain du Jour de l'An.

f.—Une semaine de vacances sera accordée et payée, chaque année, par l'employeur à tout employé qui lui aura fourni au moins une année de travail ininterrompu à moins de raisons valables.

V.—Salaires, taux et dispositions diverses:—a.—
par semaine régulière
ou normale

1.—Contremaître ou premier expéditeur.....	\$26.00
2.—Assistant-contremaître, assistant-expéditeur et chef de département....	24.00
3.—Mécaniciens de machines fixes.....	24.00
4.—Homme préposé à la préparation des commandes et homme de plancher.....	22.00
5.—Conditionneur de beurre et conditionneur de fromage.....	25.00
6.—Enveloppeur de beurre.....	15.00
7.—Classificateur d'œufs.....	22.00
8.—Meunier ou homme préposé au moulage.....	24.00
9.—Charcutier.....	22.00
10.—Conducteur de camion.....	22.00
11.—Homme général de 21 ans ou plus..	20.00
12.—Homme général de moins de 21 ans (dont le pourcentage ne pourra jamais dépasser 10% du personnel de l'entrepôt).	
i) première année de service.....	15.00
ii) deuxième année de service.....	17.00
iii) troisième année et les années suivantes jusqu'à l'âge de 21 ans....	18.00
13.—Mineur (dont le pourcentage ne pourra jamais dépasser 10% du personnel de l'entrepôt).....	12.50
	ou \$0.30 de l'heure
14.—Surnuméraire.....	\$0.50 de l'heure

b.—Tout employeur qui contracte avec un sous-entrepreneur ou sous-traitant directement ou par intermédiaire est soumis au décret et notamment devient conjointement et solidairement responsable avec ce sous-entrepreneur ou sous-traitant ou cet intermédiaire, envers l'employé du paiement du salaire fixé par le décret.

c.—L'employeur doit payer le salaire hebdomadaire ci-haut prévu aux employés même:

- si les heures d'affaires de son établissement sont inférieures régulièrement ou non, à celles ci-haut fixées comme semaine normale de travail, et
- pour les semaines où se trouvent des fêtes légales ou civiques chômées.

d.—Les salaires supérieurs actuellement payés aux employés visés par le présent décret ne pourront pas être réduits.

VI.—Durée de la convention:—La présente convention sera valable à compter de la date de publication dans la Gazette officielle de Québec de l'arrêté ministériel l'approuvant et demeurera en vigueur pour une période d'une année à compter de cette date.

of work be justified, shall be paid at the rate of \$0.60 per hour.

e.—Any regular employee shall be paid for the days on which the establishments hereby governed are closed, namely: Religious holidays, Good Friday till noon, St-Jean Baptiste Day, Labour Day, Dominion Day, the day after Christmas and the day after New Year's.

f.—A vacation of one week shall be granted and paid, each year, by the employer to every employee with one year of continuous service, unless absence from work be justified.

V.—Wages, rates and various provisions:—a.—
per regular or
normal week

1.—Foreman or head shipper.....	\$26.00
2.—Ass't-foreman, department ass't-head-shipper.....	24.00
3.—Stationary enginemen.....	24.00
4.—Order-man and floor-man.....	22.00
5.—Butter conditioner and cheese conditioner.....	25.00
6.—Butter wrapper.....	15.00
7.—Egg classifier.....	22.00
8.—Miller or mill-operator.....	24.00
9.—Pork-butcher.....	22.00
10.—Truck driver.....	22.00
11.—Labourers of 21 years of age or more.....	20.00
12.—Labourers of less than 21 years of age (the number of such employees not to exceed 10% of the employees of the storehouse).	
i) first year.....	15.00
ii) second year.....	17.00
iii) third year and those following until the age of 21.....	18.00
13.—Minor (the number of minors employed shall never exceed 10% of the employees of the storehouse)....	12.50
	or 0.30 per hour
14.—Supernumerary employees....	0.50 per hour

b.—Any employer entering into an agreement with a sub-contractor or dealer, directly or through an agent, is subject to the decree and becomes jointly and severally responsible with the sub-contractor or dealer or the agent, towards the employee, for the payment of the wage rate fixed by the decree.

c.—The employer shall pay the weekly wages above established to the employees themselves:

- if the business hours of his establishment are less, regularly or not, to those above mentioned as normal week of work, and
- for the weeks in which legal or public holidays fall.

d.—Higher wages actually paid to the employees governed by the present decree shall not be reduced.

VI.—Duration of the agreement:—The present agreement shall come into force on the date of publication in the Quebec Official Gazette of the Order in Council approving same and shall remain effective for a period of one year from that date.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis, l'honorable ministre du Travail recevra les objections que les intéressés peuvent désirer formuler contre ladite requête.

Le sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 18 décembre 1943. 5085-0

During the thirty days following the date of publication of this notice, the Honourable Minister of Labour shall receive any objection against the said request which the interested parties may desire to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, December 18, 1943. 5085-0

Index de la Gazette officielle de Québec, No 51

ACTION EN SÉPARATION DE BIENS:

Lequin vs Audette. 2217

ARRÊTÉ EN CONSEIL:

3751—Métiers de barbier, coiffeur et coiffeuse dans les comtés de Joliette, Berthier, l'Assomption et Montcalm. 2237

AVIS AUX INTÉRESSÉS: 2205

AVIS DIVERS:

Association Catholique des Institutrices Rurales du District N° 54. 2218
Association Professionnelle des Fabricants de Beurre et Fromage de la Région des Cantons de l'Est. 2219
Association Professionnelle des Fabricants de Beurre et Fromage de la Vallée-Nord d'Ottawa. 2218
Black Lake, ville de. 2217
Fédération Nationale des Employés du Bas Façonné et Circulaire. 2218
Le Syndicat National Catholique des Employés de Fonderie de L'Islet Inc. 2218
United Smelters & Metals Inc. 2218

BILLS, ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE:

Bills privés. 2219

BUREAU-CHEF:

Bergeron Automobile, Limitée. 2219

CHARTES—ABANDON DE:

Farrar Quebec Mines, Limited. 2220
La Compagnie d'Immeubles Chomedey Limitée. 2219
Le Collège de Montréal Inc. 2220

DEMANDES À LA LÉGISLATURE:

Canadian Kaolin Silica Products Limited 2221
Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le Feu du comté de Nicolet. 2222
Commissaires d'écoles de la ville de La Tuque. 2223
Crédit Foncier Franco-Canadien. 2223
Corporation du Séminaire St-Hyacinthe d'Yamaska. 2220
Hébertville Station, village de. 2222
L'Association Nationale de Bénéfices Mutuels. 2224
Léonce Beaudry et al. 2220
Succession Louis Charles Godfroy de Tonnancour. 2223
Succession Mary Everett. 2222
Succession Monseigneur J.-A.-H. Blaquière. 2224

Index of the Quebec Official Gazette, No. 51

ACTION FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

Lequin vs Audette. 2217

ORDER IN COUNCIL:

3751—Barber and hairdresser trades in the counties of Joliette, Berthier, l'Assomption and Montcalm. 2237

NOTICE TO INTERESTED PARTIES: 2205

MISCELLANEOUS NOTICES:

Association Catholique des Institutrices Rurales du District N° 54. 2218
Association Professionnelle des Fabricants de Beurre et Fromage de la Région des Cantons de l'Est. 2219
Association Professionnelle des Fabricants de Beurre et Fromage de la Vallée-Nord d'Ottawa. 2218
Black Lake, town of. 2217
Fédération Nationale des Employés du Bas Façonné et Circulaire. 2218
Le Syndicat National Catholique des Employés de Fonderie de L'Islet Inc. 2218
United Smelters & Metals Inc. 2218

BILLS, LEGISLATIVE ASSEMBLY:

Private bills. 2219

CHIEF-OFFICE:

Bergeron Automobile, Limitée. 2219

CHARTERS—SURRENDER OF:

Farrar Quebec Mines, Limited. 2220
The Chomedey Land Company Limited. 2219
Le Collège de Montréal Inc. 2220

APPLICATIONS TO LEGISLATURE:

Canadian Kaolin Silica Products Limited 2221
Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le Feu du comté de Nicolet. 2222
School Commissioners of the town of La Tuque. 2223
Crédit Foncier Franco-Canadien. 2223
Corporation du Séminaire St-Hyacinthe d'Yamaska. 2220
Hébertville Station, village of. 2222
The National Mutual Benefit Association. 2224
Léonce Beaudry et al. 2220
Estate of Louis Charles Godfroy de Tonnancour. 2223
Estate of Mary Everett. 2222
Estate of Monseigneur J.-A.-H. Blaquière. 2224

DÉPARTEMENTS—Avis des:

AGRICULTURE:

Beurrerie Coopérative de St-Alfred.....	2225
Dissolution de cercles agricoles dans le comté de Chicoutimi.....	2224
Dissolution de cercles agricoles dans le comté de Lac St-Jean.....	2225
Dissolution de cercles agricoles dans le comté de Matapédia.....	2225
Dissolution de cercles agricoles dans le comté de Roberval.....	2225
Société d'agriculture du comté de Lévis.....	2226

INSTRUCTION PUBLIQUE:

Bagotville, munic. scolaire de la paroisse.....	2226
---	------

TRAVAIL:

Employés municipaux de la ville de Jonquière.....	2241
Employés municipaux de la ville de Jonquière.....	2241
Industrie de la boîte de carton de la province de Québec.....	2242
L'Association Patronale du Commerce de Québec, Inc.....	2243

ERRATUM:

Brais, Brunay E.....	2226
----------------------	------

LETTRES PATENTES:

Arcade Hotel Inc.....	2206
Compagnie "Salaberry" Limitée.....	2207
Les Éditions Nationales, Incorporée.....	2208
Michaud & Fils, Limitée.....	2208
Société Généalogique Canadienne Française.....	2209
The Canadian Horse Hair Dressing Co.....	2209
The Independent Merchants Association of Quebec.....	2210
Trades Indexes Limited.....	2210

MINUTES DE NOTAIRES:

Éthier, Gaspard.....	2226
----------------------	------

NOMINATIONS:

Diverses.....	2227
---------------	------

PROCLAMATIONS:

Convocation de la Législature pour l'expédition de ses affaires.....	2228
Cour des jeunes délinquants de Québec.....	2228
Sainte-Praxède, paroisse de.....	2229

SOUMISSIONS:

Cap de la Madeleine, cité de.....	2231
-----------------------------------	------

VENTES PAR LICITATION:

Chicoine <i>et al</i> vs Chicoine <i>et al</i>	2232
Mongeau vs Mongeau <i>et al</i>	2231

VENTES POUR TAXES:

Val d'Or, ville de.....	2210
Waterloo, ville de.....	2217

DEPARTMENTAL NOTICES:

AGRICULTURE:

Beurrerie Coopérative de St-Alfred.....	2225
Dissolution of farmers' clubs in the county of Chicoutimi.....	2224
Dissolution of farmers' clubs in the county of Lake St. John.....	2225
Dissolution of farmers' clubs in the county of Matapédia.....	2225
Dissolution of farmers' clubs in the county of Roberval.....	2225
Agricultural society of the county of Lévis.....	2226

EDUCATION:

Bagotville, school munic. of the parish.....	2226
--	------

LABOUR:

Municipal employees of the town of Jonquière.....	2241
Municipal employees of the town of Jonquière.....	2241
Paper box industry of the Province of Quebec.....	2242
L'Association Patronale du Commerce de Québec, Inc.....	2243

ERRATUM:

Brais, Brunay E.....	2226
----------------------	------

LETTERS PATENT:

Arcade Hotel Inc.....	2206
Compagnie "Salaberry" Limitée.....	2207
Les Éditions Nationales, Incorporée.....	2208
Michaud & Fils, Limitée.....	2208
Société Généalogique Canadienne Française.....	2209
The Canadian Horse Hair Dressing Co.....	2209
The Independent Merchants Association of Quebec.....	2210
Trades Indexes Limited.....	2210

NOTARIAL MINUTES:

Éthier, Gaspard.....	2226
----------------------	------

APPOINTMENTS:

Miscellaneous.....	2227
--------------------	------

PROCLAMATIONS:

Convocation of the Legislature for dispatch of business.....	2228
Juvenile delinquents' Court of Quebec.....	2228
Sainte-Praxède, parish of.....	2229

TENDERS:

Cap de la Madeleine, city of.....	2231
-----------------------------------	------

SALES BY LICITATION:

Chicoine <i>et al</i> vs Chicoine <i>et al</i>	2232
Mongeau vs Mongeau <i>et al</i>	2231

SALES FOR TAXES:

Val d'Or, town of.....	2210
Waterloo, town of.....	2217

VENTES PAR LES SHÉRIFS:

Abitibi:

Banque Canadienne de Commerce vs Bentley.....	2234
Le Procureur Général de la province de Québec vs Shawmaque Gold Mines, Ltd.....	2234
The Employers' Liability Assurance Corporation, Ltd. vs St-Germain.....	2234

Bonaventure:

Snell vs The Nouvelle Lumber Company Limited.....	2235
---	------

Montréal:

Lamothe vs Vermette.....	2235
--------------------------	------

Rimouski:

Mercier vs Ruest.....	2236
-----------------------	------

Saint-François:

Trudeau <i>et al</i> vs Desrosiers <i>et al</i>	2236
---	------

5092-o

SHERIFFS' SALES:

Abitibi:

Canadian Bank of Commerce vs Bentley	2234
The Attorney General of the Province of Quebec vs Shawmaque Gold Mines, Ltd.....	2234
The Employers' Liability Assurance Corporation, Ltd. vs St-Germain.....	2234

Bonaventure:

Snell vs The Nouvelle Lumber Company Limited.....	2235
---	------

Montreal:

Lamothe vs Vermette.....	2235
--------------------------	------

Rimouski:

Mercier vs Ruest.....	2236
-----------------------	------

Saint Francis:

Trudeau <i>et al</i> vs Desrosiers <i>et al</i>	2236
---	------

5092-o